

# **Rapport 2022 conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012 de la Commission européenne**

Conformément à l'article 9 de la décision de la Commission du 20 décembre 2011, les Etats membres établissent tous les deux ans un rapport relatif aux services d'intérêt économique général en matière d'aides d'Etat.

Le rapport de la Belgique se compose des annexes des différentes entités qui ont réalisé des rapports spécifiques pour plusieurs secteurs repris dans la décision susmentionnée.

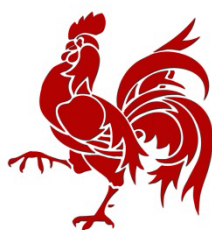
Dans la mesure du possible, il a été tenu compte des orientations de la Commission en ce qui concerne le format demandé. Les annexes constituant ce rapport sont homogènes d'un point de vue linguistique (en Français ou en Néerlandais).

## **Inhoud**

Annexe 1 : Région Wallonne .....	2
Annex 2 : Communauté française .....	82
Annex 3 : RAPPORT DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE JUIN 2022.....	85
Annex 4: VLAAMSE OVERHEID .....	174
Annex 5: Communauté germanophone.....	239
Annex 6: BPOST .....	265

## Annexe 1 : Région Wallonne

**Les Services d'intérêt économique général (SIEG) - Rapports à présenter en vertu de l'article 9 de la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative aux aides d'Etat sous forme de compensation de Service public et à l'Encadrement de l'Union européenne applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public**



I.	AViQ - Agence pour une Vie de Qualité .....	3
----	---	---

• <a href="#">Associations de santé intégrées</a> .....	3
• <a href="#">Maison de repos</a> .....	7
• <a href="#">Centres de planning et de consultation familiale et conjugale</a> .....	11
• <a href="#">Services d'aide aux familles et aux aînés</a> .....	14
• <a href="#">Services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes</a> .....	17
• <a href="#">Services en santé mentale</a> .....	21
II. Economie Sociale.....	24
• <a href="#">Coopérative Immobilière sociale</a> .....	25
• <a href="#">Ressourcerie</a> .....	29
• Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé « <a href="#">I.D.E.S.S.</a> ».....	33
III. Immowal.....	42
• <a href="#">Tourisme</a> .....	44
• <a href="#">Prospection immobilière</a> .....	47
IV. <a href="#">Société wallonne du Logement</a> .....	54
V. <a href="#">Action sociale</a> (crèches ; « maisons d'accueil » ; secteur interprétariat social).....	67

La décision SIEG dans votre État membre	Montant total pour toute la Région wallonne	
	2020	2021

<b>Article 2, paragraphe 1, point b)</b>	Hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment, s'il y a lieu, des services d'urgence		
<b>Article 2, paragraphe 1, point c)</b>	Soins de santé et de longue durée	€ 1 067 908 055,35	€ 1 034 268 895,97
	Garde d'enfants	€ 7 286 525,00	€ 5 786 075,00
	Accès et réinsertion sur le marché du travail		
	Accès et réinsertion sur le marché du travail	€ 3.657.398,37	€ 4.257.980,00
	Logement social	€ 57 034 336,00	€ 66 826 019 € 1 455 000
	Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables	€ 268 515 900,00	€ 265 013 700,00
	Autres services sociaux (a) maison d'accueil communautaires ; b) interprétariat social)	a) 31.502.894,01€ ; b) 717 222.14 (agrément) + 110 000 (ethnopsy)	a) 31.793.465,94€; b) 733 470,06 (agrément) 110 000 (ethnopsy)
<b>Article 2, paragraphe 1, point d)</b>	Liaisons aériennes ou maritimes		
<b>Article 2, paragraphe 1, point e)</b>	Aéroports et ports		
<b>Article 2, paragraphe 1, point a), moins</b>	Services postaux		
	Énergie		
	Collecte des déchets		€ 75 000,00

<b>de 15 millions d'EUR par an</b>	Alimentation en eau		
	Culture		
	Services financiers		
	Autres	€ 780 042,49	€ 913 429,38

## **AVIQ - AGENCE POUR UNE VIE DE QUALITÉ**

### **1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES**

Veuillez remplir le tableau suivant:

<b>Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)</b>		
	2020	2021
<b><i>Compensation totale des services d'intérêt économique général (1+2)</i></b>		
(1) Compensation totale octroyée sur la base de la décision SIEG	1.336.637.455,35€	1.299.282.595,97€
(2) Compensation totale octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

### **2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012**

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
<b>Associations de santé intégrées</b> : article 2, paragraphe 1, point c, soins de santé et de longue durée
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>1</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .

<sup>1</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>C'est une association pratiquant la dispensation par une équipe de premier recours, pluridisciplinaire en matière médico-psycho-sociale, ci-après dénommée "l'équipe", de soins octroyés dans une approche globale, tant organique que psychologique et sociale, considérant le malade comme un sujet ayant une histoire personnelle et s'intégrant dans un environnement familial, professionnel et socio-économique, de soins intégrés octroyés en incluant la prévention qui peut être réalisée, soit lors de contacts individuels, soit lors des actions menées vis-à-vis d'une population définie, de soins continus octroyés en assurant la synthèse, la maîtrise et le suivi de l'information relative à l'ensemble des problèmes de santé vécus par le patient tout au long de sa prise en charge, à quelque niveau que ce soit (article 419,1° du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).</p>
<p>Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Arrêté ministériel pour le volet quasi-réglementé et bordereaux de paiement internes pour ce qui relève du réglementé (annexe 2)</p>
<p><b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Les agréments sont accordés pour une <u>durée indéterminée</u>. Par dérogation, lorsque les médecins généralistes de l'association n'y exercent pas leur activité à titre principal et qu'il s'agit d'une nouvelle association de santé intégrée, un agrément provisoire dont la durée ne peut excéder trois ans, est accordé pour autant que l'association de santé intégrée respecte les autres conditions d'agrément. Au terme de la période d'agrément provisoire, sans décision contraire, l'association de santé intégrée est réputée agréée.</p>
<p>Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.</p>
<p><b>Non.</b></p>
<p>Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p><b>Subventions</b></p>
<p>Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p><u>Subvention.</u> La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au personnel salarié ;</li> </ul>

- aux professionnels indépendants ;

- au fonctionnement.

Pour l'établir, un formulaire collecte les données utiles au calcul de la subvention ; il est renvoyé à l'administration au plus tard le 1er mars de chaque année.

Références légales :

- Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé, articles 419 à 433;
- AGW du 27 mai 2009 portant application du décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée.

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

La subvention est liquidée à raison d'une avance de quatre-vingt cinq pour cent au plus tard le 1er mai de l'année en cours, une 2ème avance équivalent à 90% de la dernière subvention contrôlée et justifiée peut être versée au plus tard le 01/09 de l'exercice en cours, la liquidation du solde s'effectue après contrôle du dossier justificatif l'année suivante. Si les avances versées sont supérieures au montant des dépenses justifié par l'opérateur, ce dernier devra rembourser une partie des avances.

Certaines Associations de santé intégrée pratiquent le paiement dit "à l'acte", d'autres, le paiement au forfait.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).



<b>Non pertinent.</b>	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>2</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>5.509.200€</b>	<b>5.722.700€</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>3</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>4</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>5.509.200€</b>	<b>5.722.700€</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>5</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)<sup>6</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>90 bénéficiaires</b>	<b>94 bénéficiaires</b>

<sup>2</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>3</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>4</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>5</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>6</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
<b>Maison de repos</b> → Service de soins de santé et de longue durée, article 2, paragraphe 1, point c.
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>7</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
C'est un établissement qui, quelle qu'en soit la dénomination, est destiné à l'hébergement d'aînés qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient, en fonction de leur dépendance, de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie journalière et de soins infirmiers ou paramédicaux (article 334, 2), a) du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé).
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Arrêté ministériel (titre de fonctionnement type joint en annexe 1). Tout projet d'ouverture, d'extension ou de réouverture d'une maison de repos est soumis à l'obtention d'un accord de principe (sauf changement de gestionnaire au sein d'un même secteur moyennant exploitation sur le même site, transfert provisoire vers un autre site ou établissement à la suite de travaux ou motifs urgents, ou transfert entre sites de même arrondissement et de même gestionnaire). Après obtention de cet accord de principe, l'établissement devra ensuite introduire une demande de titre de fonctionnement et l'obtenir, en principe, dans un délai de 5 ans (Article 351 Code wallon de l'action sociale et de la santé). C'est le ministre qui prend la décision d'octroi ou de refus du titre de fonctionnement.

de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<sup>7</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p><b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Le titre de fonctionnement est accordé pour une <u>durée indéterminée</u> mais l'Agence pour une Vie de Qualité s'assure que les normes restent respectées en procédant, de manière périodique et impromptue, au contrôle et à l'inspection des établissements visés.</p>
<p>Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Droits exclusifs.</p> <p>Le titre de fonctionnement est indispensable à l'exploitation d'une maison de repos. Lorsqu'il est constaté qu'un établissement pour aînés est exploité sans disposer d'un titre de fonctionnement, une procédure de fermeture est initiée (articles 1450 et svt du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé).</p>
<p>Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p><u>Subvention pour investissement</u> + le gouvernement peut octroyer sa <u>garantie</u> aux emprunts contractés pour le financement de ces opérations (articles 1504 à 1513 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé).</p> <p><u>Subvention pour fonctionnement</u> : Les employeurs ont droit à une intervention financière annuelle pour, entre autres, les membres du personnel dont le quota est requis par l'arrêté ministériel du 6/11/2003, pour l'encouragement de l'utilisation de moyens de soins supplémentaires, en compensation des mesures en matière d'harmonisation des barèmes et d'augmentation des rémunérations, pour le financement de produits et de matériel destinés à prévenir les maladies nosocomiales. L'allocation est calculée selon le nombre d'équivalents temps plein et le nombre de places au sein de l'institution.</p> <p>Un forfait annuel est également planifié pour chaque maison de repos pour leurs activités réelles. Les maisons de repos facturent aux organismes assureurs leurs prestations, dont le prix est fixé par l'Agence pour une vie de qualité. Les organismes assureurs se font ensuite rembourser les montants des prestations auprès de l'Agence pour une Vie de Qualité.</p> <p><u>Référence légale</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles 1458 à 1503 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.</li> <li>- Arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37,§12 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées</li> <li>- Arrêté royal du 15 septembre 2006 portant exécution de l'article 59 de la loi du 2 janvier 2001</li> </ul>

portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, en ce qui concerne les mesures de dispense des prestations de travail et de fin de carrière tel que modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 9 décembre 2021 modifiant diverses dispositions en matière de financement des institutions du secteur de la santé

- Arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Pour les marchés de travaux, la subvention est mise à disposition par tranches :

- une première tranche de 30% du montant de la subvention dès qu'il a été passé commande des travaux et que ces derniers ont effectivement été entamés, ce qu'atteste le premier état d'avancement accompagné de la facture correspondante ;
- la seconde de 30% est mise à disposition dès que le total des états d'avancements et factures présentés atteint le total de la première tranche ;
- la troisième tranche de 30% est mise à disposition dès que le total des états d'avancements et factures présentés atteint le total des 2 premières tranches ;
- le solde de la subvention est mise à la disposition du demandeur à l'approbation du compte final.

Pour les marchés d'équipement et mobilier, la subvention est payée sur présentation des factures.

Pour le fonctionnement des maisons de repos :

- Les interventions annuelles sont provisoirement allouées par tranche de 25% tous les trimestres. A la fin de l'année, une régularisation est effectuée selon les informations communiquées par les maisons de repos sur leurs activités.
- Les interventions relatives au forfait se font au fil des prestations déclarées par la maison de repos de sorte qu'aucune surcompensation n'est possible. Des audits globaux sont organisés régulièrement afin de vérifier la teneur des activités des maisons de repos.

Les **modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

<b>Voir ci-dessus.</b>	
<p>Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<b>Non pertinent</b>	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>8</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>1.062.398.855,35€</b>	<b>1.028.546.195,97€</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>9</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>10</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>1.062.398.855,35€</b>	<b>1.028.546.195,97€</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>11</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<sup>8</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>9</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>10</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>11</sup> Voir la note de bas de page 8.

1.051.078.830,35€ en subvention directe.	1.018.229.545, 97€ en subvention directe.
11.320.025€ en garantie de prêt.	10.316.650€ en garantie de prêt.
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>12</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
	<b>599 maisons de repos au 31/12/2021</b>

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
<b>Centres de planning et de consultation familiale et conjugale</b> : article 2, paragraphe 1, point c. Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables.
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>13</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<b>Les centres de planning familial ont pour missions (Articles 183 à 218/22 CWASS et 292 à 319 CRWASS) :</b>  <b>1° l'information, la sensibilisation et l'éducation en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle;</b>  <b>2° la promotion de la contraception et l'amélioration de son accessibilité;</b>

<sup>12</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<sup>13</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>3° la prévention des grossesses non souhaitées et l'accès à l'avortement visé à l'article 350 du Code pénal. L'accès à l'avortement implique que tout centre de planning soit procède à l'avortement, soit oriente, voire accompagne, la personne qui souhaite en bénéficier, vers un centre ou planning qui y procède si son personnel ou les médecins y attachés ne veulent pas y procéder. Aucune demande ou détresse ne peut rester sans réponse dans le chef d'un centre de planning;</p> <p>4° la prévention et le dépistage des infections sexuellement transmissibles;</p> <p>5° l'aide et l'accompagnement des personnes en lien avec leur vie affective, relationnelle et sexuelle;</p> <p>6° la prévention des violences exercées au sein des couples et, le cas échéant, leur prise en charge sans préjudice des compétences des organismes intervenant en la matière;</p> <p>7° l'information au public sur les notions de droit familial;</p> <p>8° l'organisation des animations liées aux missions définies ci-avant;</p> <p>9° l'information et la sensibilisation des professionnels en lien avec la vie affective, relationnelle et sexuelle</p>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<b>Arrêté ministériel</b>
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<b>à durée indéterminée</b>
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
<p><b>Droit exclusif.</b></p> <p>Toute personne qui organise ou dirige un centre ou service portant, sans être agréé, l'appellation " centre de planning familial et de consultation familiale et conjugale agréé et subventionné par la Région wallonne ", est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 25 à 75 euros ou d'une de ces peines seulement (article 218/18 CWASS)</p>
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<b>Subvention directe</b>

<p>Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>	
<p><b>Les subventions sont versées en deux avances et le solde:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1ère avance pour le 1er mars;</li> <li>- 2ème avance pour le 1er septembre;</li> <li>- Solde.</li> </ul> <p>Les centres transmettent le rapport d'activités par voie électronique à l'administration au plus tard le 1er mars de l'année qui suit l'exercice.</p> <p>Tous les ans, pour le 1er mars de l'année qui suit l'exercice, le centre de planning familial communique au Gouvernement le <b>décompte récapitulatif des dépenses</b> relatives à l'exercice de ses missions dont le contenu est fixé par le ministre. La surveillance et le contrôle de l'utilisation des subventions sont exercés conformément à la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes</p>	
<p>Les <b>modalités</b> habituelles de <b>remboursement des éventuelles surcompensations</b> et les <b>moyens d'éviter ces surcompensations</b>.</p>	
<p><b>Voir ci-dessus.</b></p>	
<p>Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<p><b>Non pertinent.</b></p>	
<p><b>Montant des aides octroyées</b></p>	
<p><b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>14</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b></p>	
<p><b>2020</b></p>	<p><b>2021</b></p>

<sup>14</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.



<b>14.661.500€</b>	<b>15.281.400€</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>15</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>16</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>14.661.500€</b>	<b>15.281.400€</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>17</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)<sup>18</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
	<b>72 bénéficiaires</b>

<sup>15</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>16</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>17</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>18</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
<b>Services d'aide aux familles et aux aînés</b> : article 2, paragraphe 1, point C. Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables.
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>19</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<b>Les services interviennent à domicile afin de favoriser le maintien et le retour à domicile, l'accompagnement et l'aide à la vie quotidienne des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté, en concertation avec l'environnement familial et de proximité, et ont notamment pour objectif de stimuler la personne aidée afin de maintenir au maximum son autonomie (article 220, paragraphe 1er du Code décréteil).</b>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<b>Arrêté ministériel (joint en annexe 5).</b>
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<b>A durée indéterminée.</b>
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
<b>Sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ceux qui font usage des termes "service agréé d'aide aux familles et aux aînés", des termes "aide à la vie quotidienne" ou des termes "aide familiale" sans être titulaires d'un agrément en vertu du présent titre. Il en est de même de ceux qui se prévalent du statut ou de la qualité d'aide familiale sans être titulaires d'un certificat attestant du respect des conditions établies par ou en vertu du présent titre.</b>

<sup>19</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<b>(article 260 du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).</b>
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<b>Subventions directes</b>
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p><b>Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au service des subventions couvrant en tout ou en partie :</b></p> <p><b>1° les dépenses de personnel;</b></p> <p><b>2° les frais de fonctionnement;</b></p> <p><b>3° le temps de formation et de réunion;</b></p> <p><b>4° les frais de transport.</b></p> <p><b>Un arrêté du GW est produit pour liquider l'avance et ensuite, le GW décide d'appliquer ou non tout le budget. La subvention est octroyée chaque année.</b></p> <p><b>Référence légale : Articles 320 à 364 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé.</b></p>
<b>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
C'est un forfait. Les Services d'Aide aux familles et aux Aînés utilisent tout l'argent qui leur est octroyé et donc, il n'y a pas de remboursement.
<p>Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>

<b>Non pertinent.</b>	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>20</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>217.334.400€</b>	<b>212.867.700€</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>21</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>22</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>217.334.400€</b>	<b>212.867.700€</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>23</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
	<b>88 bénéficiaires qui emploient entre 4,5 et 1172 équivalents temps plein.</b>
<b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)<sup>24</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<sup>20</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>21</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>22</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>23</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>24</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
<b>Services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes :</b> article 2, paragraphe 1, point c. Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>25</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p><b>En sus de l'accueil et de l'information, le service exerce de manière spécifique et en faveur des bénéficiaires au moins une des missions suivantes :</b></p> <p><b>1° l'accompagnement psychosocial;</b></p> <p><b>2° la prise en charge psychothérapeutique et médicale;</b></p> <p><b>3° les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière;</b></p> <p><b>4° la réduction des risques.</b></p> <p><b>Ces missions s'exercent dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire.</b></p> <p><b>La concertation pluridisciplinaire vise à évaluer les besoins du bénéficiaire, leur évolution, les ressources disponibles au sein du service, dans le réseau ou en dehors de celui-ci pour apporter la réponse la plus adéquate.</b></p> <p><b>Elle est exercée à la fois dans le cadre du service et des relations au sein du réseau.</b></p>

montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<sup>25</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>Elle fait l'objet d'un accord de la part du bénéficiaire, de préférence sous forme écrite et révocable à tout moment.</p> <p>Le service assure sous la forme d'une mission accessoire et à la demande, la supervision et l'intervision du personnel d'institutions appartenant au réseau, lorsqu'il existe (article 641, paragraphe 1er du Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).</p>
<p>Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p><b>Arrêté ministériel (joint en annexe 4).</b></p>
<p><b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p><b>Agrément accordé à durée indéterminée.</b></p> <p>En revanche, en cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait d'agrément.</p> <p>La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions.</p> <p>L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que délibérément le pouvoir organisateur n'a pas mis en œuvre le plan d'action alors qu'il s'y était engagé ou que, dans le cadre de l'application du plan d'action, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent chapitre (article 669 du Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).</p> <p>À tout moment, l'agrément de tout ou partie des activités menées par un service peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent chapitre ou des dispositions fixées en application de celui-ci (article 670 du Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).</p>
<p>Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.</p>
<p><b>Non.</b></p>
<p>Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p><b>Subvention directe</b></p>
<p>Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p><b>Une subvention est octroyée dans les limites des disponibilités budgétaires. La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives :</b></p> <p>- au personnel salarié ;</p>

- aux professionnels indépendants ;

- au fonctionnement.

Le service agréé bénéficie de l'octroi de subventions pour la zone de soins dans laquelle il exerce son activité à titre principal.

Références légales :

- Articles 1880 à 1885 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé;

- Articles 641 à 674 du Code décretal;

- AGW du 27 mai 2010 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Les subventions sont liquidées à concurrence de:

1° une avance de 80 %, au plus tard, le 1er mars de l'exercice pour lequel elles sont attribuées;

2° le solde, à l'issue du contrôle de l'utilisation de la subvention, lors de l'exercice suivant.

L'examen de la justification de l'utilisation de la subvention ne suspend pas le versement de l'avance suivante, sauf lorsque le réseau ou le service n'a pas remis les documents y afférents selon les procédures ou dans les délais définis par le Gouvernement (article 664 Code décretal).

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

<b>Non pertinent</b>	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>26</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>2.822.700€</b>	<b>2.790.200€</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>27</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>28</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>2.822.700€</b>	<b>2.790.200€</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>29</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)<sup>30</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>40 bénéficiaires</b>	<b>38 bénéficiaires</b>

<sup>26</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>27</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>28</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>29</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>30</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile



Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
<b>Services en santé mentale</b> : article 2, paragraphe 1, point c. soin et inclusion sociale des groupes vulnérables.
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre <sup>31</sup>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p>Un service de santé mentale est une structure ambulatoire qui, par une approche pluridisciplinaire, répond aux difficultés psychiques ou psychologiques de la population du territoire qu'il dessert.</p> <p>Il remplit les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accueil de la demande relative aux difficultés psychiques ou psychologiques;</li> <li>- l'organisation d'une réponse, selon les ressources disponibles et les particularités de la demande, en posant un diagnostic et en instaurant un traitement, selon les situations psychiatrique, psychothérapeutique ou psychosociale;</li> <li>- l'organisation accessoirement des activités au bénéfice d'autres professionnels en vue d'améliorer la qualité de leurs prestations, sous la forme d'information, de supervision ou de formation, et la réalisation d'expertises, liées à leurs activités de dispensation des soins.</li> </ul> <p>Le service de santé mentale agréé peut, en outre, développer une ou plusieurs initiatives spécifiques à destination d'une population déterminée ou développant une approche méthodologique particulière.</p> <p>Il peut aussi créer un club thérapeutique constitué d'un lieu d'accueil et d'activités ayant pour objectif de permettre à des usagers souffrant de troubles psychiatriques ou psychologiques</p>

de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<sup>31</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<b>sévères ou chroniques, de se stabiliser au fil du temps ou d'accéder aux soins (article 540 Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).</b>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Arrêté ministériel (joint en annexe 3).
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Arrêté ministériel (joint en annexe 3).
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
<b>Non.</b>
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<b>Subvention directe</b>
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p><u>Subvention</u>. La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dépenses de personnel;</li> <li>- les frais de fonctionnement;</li> <li>- l'indemnité destinée à la direction administrative;</li> <li>- le forfait pour la fonction de liaison.</li> </ul> <p><u>Références légales :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- articles 1809 à 1820 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé;</li> <li>- Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé, articles 539 à 617;</li> <li>- AGW du 27 mai 2010 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations.</li> </ul>

<p>Les <b>modalités</b> habituelles de <b>remboursement</b> des éventuelles <b>surcompensations</b> et les <b>moyens d'éviter ces surcompensations</b>.</p>	
<p><b>Avances trimestrielles destinées à couvrir les charges de personnel et les frais de fonctionnement. Versement du solde sur présentation des rapports d'activité et des pièces justificatives de l'exercice concerné.</b></p> <p>Le service de santé mentale agréé, qui n'a pas transmis aux Services du Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 31 mars au plus tard, ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises (article 610, paragraphe 3 du Code décretaal).</p> <p>Un maximum de 10 euros indexé (aujourd'hui, on est à 10,82 euros) est demandé aux personnes qui font appel aux services en santé mentale pour les prestations non médicales. La gratuité en fonction des revenus des personnes concernées peut être obtenu. Pour ce qui est médical (appel à un psychiatre par exemple), rien n'est prévu au niveau de la réglementation.</p>	
<p>Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<p><b>Non pertinent.</b></p>	
<p><b>Montant des aides octroyées</b></p>	
<p><b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>32</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>33.912.000€</b>	<b>34.074.400€</b>
<p><b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>33</sup></b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<sup>32</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>33</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>34</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>33.912.000€</b>	<b>34.074.400€</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>35</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)<sup>36</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
	<b>65 bénéficiaires</b>

## **ECONOMIE SOCIALE**

### **VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES**

Veuillez remplir le tableau suivant:

<b>Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)</b>		
	<b>2020</b>	<b>2021</b>

<sup>34</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>35</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>36</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<b>Compensation totale des services d'intérêt économique général (1+2)</b>	0	€ 1.530.000,00
(1) Compensation totale octroyée sur la base de la décision SIEG	0	€ 1.530.000,00
(2) Compensation totale octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	0	0

### 3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

## Coopérative Immobilière sociale

### Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]

Section 2) les services sociaux, et plus précisément :

d) Le logement social

### Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>37</sup>

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

Une subvention est octroyée à titre de soutien financier dans le cadre de l'appel à projet en économie sociale visant à soutenir les coopératives immobilières sociales dans l'acquisition de logement privatif en Wallonie à destination des femmes victimes de violences pour la période du 1er septembre 2021 au 31 décembre 2022, et ce conformément au budget des tâches et à l'annexe I du présent arrêté dont ils font partie intégrante.

Les dépenses éligibles dans le cadre du projet sont les suivantes :

- le coût de la prise de droit réels sur un bien immeuble ;
- les travaux de construction, de rénovation, de réhabilitation, de restructuration, d'adaptation ;

<sup>37</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

- tous frais, honoraires et taxes compris, à l'exclusion du coût des démolitions éventuelles des constructions situées à la place de la nouvelle construction, de la valeur du terrain, du coût de l'aménagement des abords et des aides obtenues en application d'autres réglementations.

La vulnérabilité des publics exposés à la précarité de logement est devenue d'autant plus criante et impossible à ignorer dans le contexte de crise sanitaire auquel s'ajoute des situations climatiques exceptionnelles. En cohérence avec la mesure 42 du Plan Genre 2020-2024<sup>38</sup>, l'appel à projets vise à soutenir financièrement les entreprises d'économie sociale, ayant la forme de sociétés coopératives actives dans l'immobilier, dans l'acquisition de logements privatifs et à caractère social afin de les mettre en location à prix adapté auprès des femmes victimes de violence et de leurs enfants exposés aux violences.

En résumé, les objectifs de l'appel à projet sont les suivants :

- 1) Augmenter le volume de logement privé en Wallonie à destination des femmes victimes de violences et de leurs enfants grâce aux entreprises d'économie sociale ayant la forme de coopérative immobilière sociale ;
- 2) Désengorger les places d'urgence dans les Maisons d'accueil wallonnes agréées<sup>39</sup> sachant qu'elles sont généralement saturées ;
- 3) Favoriser l'insertion sociale et l'autonomisation des femmes victimes de violences grâce à un logement décent (phase de post-hébergement)<sup>40</sup> ;
- 4) Soutenir le développement des coopératives immobilières sociales wallonnes comme levier économique complémentaire aux organismes de logement à finalité sociale agréés<sup>41</sup> par la Région wallonne.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Arrêté ministériel de subvention en annexe

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

<sup>38</sup> Gouvernement wallon, 4 mars 2021, Plan Genre 2020-2024, « Mesure n°42 : Soutenir les sociétés coopératives immobilières pour la création de logement à destination d'un public fragilisé socialement et à faible revenu, en ce compris les femmes victimes de violences ou sans abris », p. 62.

<sup>39</sup> Au sens de l'article 66 du Code wallon du 29 septembre 2011 de l'action sociale et de la santé (CWASS), on entend maisons d'accueil : « tout établissement offrant une capacité d'hébergement d'au moins dix personnes en difficultés sociales et assurant, à titre habituel, les missions visées à l'article 67, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou de logement, ont pour objectif une prise en charge thérapeutique, sont temporairement créés pour répondre à des événements de nature exceptionnelle ou constituent des initiatives d'accueil développées par un centre public d'action sociale en application de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 réglant le remboursement par l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile des frais relatifs à l'aide matérielle accordée par les centres publics d'action sociale à un demandeur d'asile indigent hébergé dans une initiative locale d'accueil ».

<sup>40</sup> Il s'agit du stade après les situations d'urgences et de danger immédiat, c'est-à-dire dans le processus de reconstruction sur le long terme de l'autonomie des femmes victimes de violence à travers un logement stable et pérenne.

<sup>41</sup> Référence légale : Arrêté du 12 décembre 2013 du Gouvernement wallon relatif aux organismes de logement à finalité sociale. En vertu de l'article 1, chapitre premier – définition (paragraphe 6), il faut entendre par « organisme à finalité sociale », la personne morale qui a obtenu l'agrément régional en tant qu'agence immobilière sociale, régie des quartiers ou association de promotion du logement.

Le mandat S.I.E.G. suit la durée de la subvention, pour la période du 1er septembre 2021 au 31 décembre 2022
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
/
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>La structure mandaté pour l'organisation d'un Service d'intérêt Economique Général (S.I.E.G.), tel que visé dans la Décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général, J.O.U.E. du 11.1.2012, L 7/3. Le mandat S.I.E.G. suit la durée de la subvention.</p> <p>Si lors du contrôle sur base des pièces justificatives et des comptes, la Direction de l'Economie sociale constate que le montant de la subvention dépasse le ratio « coûts – recettes + bénéfice raisonnable », tel que prévu dans la Décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 susmentionnée, le montant des subventions sera récupéré.</p> <p>Les coûts sont les coûts directement liés à la gestion du service d'intérêt économique général faisant l'objet du mandat, calculé conformément à la Décision SIEG précitée. Les recettes sont les recettes directement liées à la gestion du service d'intérêt économique général faisant l'objet du mandat, soit le chiffre d'affaires de l'entreprise mais aussi les autres recettes (aides d'Etat ou non) éventuellement reçues par ailleurs pour ce même service d'intérêt général.</p> <p>Le bénéfice raisonnable est défini chaque année par le Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions.</p>
Les <b>modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
<p>Après analyse et validation des pièces justificatives de la remise d'un rapport d'activité et la réalisation d'un comité d'accompagnement pour le 30 juin 2023 au plus tard.</p> <p>Aucun intérêt de retard n'est réclamé relativement à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.</p> <p>La subvention est définitivement acquise après validation des pièces justificatives réclamées par le présent arrêté et contrôle de l'utilisation de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.</p>

Le bénéficiaire de la subvention demeure à la disposition de la Région wallonne ou de toute personne mandatée par elle, ainsi que de la Cour des comptes, pour fournir les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'emploi de l'arrêté.  
Le montant versé pour les dépenses liées à la subvention est récupéré si le bénéficiaire ne respecte pas ses obligations.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

/

#### Montant des aides octroyées

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>42</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

2020	2021
0	1.455.000,00 €
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>43</sup></b>	
2020	2021
0	0
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>44</sup></b>	
2020	2021
0	1.455.000,00 €
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>45</sup></b>	
2020	2021

<sup>42</sup> Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>43</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>44</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>45</sup> Voir la note de bas de page 8.



0	0
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
	<b>Subvention directe : 100 %</b>
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>46</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
	Nombre de bénéficiaire : 9
	Montant moyen de l'aide : 161.667 €

## Ressourcerie

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
Article 2, paragraphe 1, point a : <b>Compensations ne dépassant pas 15 millions d'EUR - Collecte des déchets</b>
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>47</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
Une subvention d'un montant maximum de 75.000,00 euros (septante-cinq mille euros) est octroyée à GROUPE TERRE ASBL, sise Rue de Milmort, 690 à 4042 HERSTAL, à titre de soutien

<sup>46</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<sup>47</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

financier pour le projet « Développement d'une Ressourcerie dans la province du Luxembourg en 2021 » pour la période du 1er juillet 2021 au 31 décembre 2021, et ce conformément au budget des tâches et à l'annexe I du présent arrêté dont ils font partie intégrante.

L'objectif du projet est « de mettre en place une activité de ressourcerie dans la province du Luxembourg en vue de renforcer le réemploi local de déchets et la création d'emplois stables pour des personnes en situation d'insertion socioprofessionnelle ».

*« Le projet développera et testera un service de collecte préservant sur appel de biens du quotidien sur la majeure partie de la zone gérée par l'intercommunale Idelux ».*

Pour y parvenir, le projet de ressourcerie s'appuiera sur :

- L'engagement de personnes ressources ;
- Un service de collecte commun assuré par les entreprises Dureco, L'Entrep'eau et la Terre ;
- Deux pôles préparation au réemploi et à terme 4 magasin de seconde main multiflux.

Les étapes du projet sont les suivantes :

- Rassembler les entreprises d'économie sociale en mesure d'assurer une partie de la chaîne de valeur de cette activité de réutilisation ;
- Analyser les exigences liées au lancement d'une activité de ressourcerie avec les opérateurs de terrains ;
- Identifier des éléments/compétences manquants et rechercher éventuellement des entrepreneurs sociaux complémentaires ;
- Tester le projet :
  - Analyser les besoins ;
  - Formaliser une offre de service de collecte ;
  - Tester le projet pilote pendant une période de 6 mois.
  - Pérenniser la structure ;
  - Evaluer le projet pilote ;
  - Pérenniser la Ressourcerie sur l'ensemble de la zone ;
  - Réaliser une analyse juridique concernant la création d'une entité spécifique en économie sociale (ASBL ou coopérative).

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Arrêté ministériel de subvention en annexe

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Le mandat S.I.E.G. suit la durée de la subvention, soit une durée de 6 mois.

Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
/
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Le GROUPE TERRE ASBL est mandaté pour l'organisation d'un Service d'intérêt Economique Général (S.I.E.G.), tel que visé dans la Décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général, J.O.U.E. du 11.1.2012, L 7/3. Le mandat S.I.E.G. suit la durée de la subvention, soit une durée de 6 mois. Si lors du contrôle sur base des pièces justificatives et des comptes, la Direction de l'Economie sociale constate que le montant de la subvention dépasse le ratio « coûts – recettes + bénéfice raisonnable », tel que prévu dans la Décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 susmentionnée, le montant des subventions sera récupéré.</p> <p>Les coûts sont les coûts directement liés à la gestion du service d'intérêt économique général faisant l'objet du mandat, calculé conformément à la Décision SIEG précitée.</p> <p>Les recettes sont les recettes directement liées à la gestion du service d'intérêt économique général faisant l'objet du mandat, soit le chiffre d'affaires de l'entreprise mais aussi les autres recettes (aides d'Etat ou non) éventuellement reçues par ailleurs pour ce même service d'intérêt général.</p> <p>Le bénéfice raisonnable est défini chaque année par le Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions.</p>
Les <b>modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
<p>Analyse et validation des pièces justificatives de la remise d'un rapport d'activité et la réalisation d'un comité d'accompagnement pour le 31 mars 2022 au plus tard.</p> <p>L'octroi de la présente subvention ne crée pas un droit inconditionnel d'obtention de subventions dans le chef du bénéficiaire.</p> <p>Aucun intérêt de retard n'est réclamé relativement à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.</p> <p>La subvention est définitivement acquise après validation des pièces justificatives réclamées par le présent arrêté et contrôle de l'utilisation de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.</p> <p>Le bénéficiaire de la subvention demeure à la disposition de la Région wallonne ou de toute personne mandatée par elle, ainsi que de la Cour des comptes, pour fournir les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'emploi de l'arrêté.</p>

Le montant versé pour les dépenses liées à la subvention est récupéré si le bénéficiaire ne respecte pas ses obligations.	
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
/	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>48</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>0</b>	<b>75.000,00 €</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>49</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>0</b>	<b>0</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>50</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>0</b>	<b>75.000,00 €</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>51</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>0</b>	<b>0</b>

<sup>48</sup> Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>49</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>50</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>51</sup> Voir la note de bas de page 8.

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>52</sup>	
2020	2021
	Nombre de bénéficiaire : 1
	Montant moyen des aides : 75.000,00 €

## Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé « I.D.E.S.S. »

### 1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2020	2021
<b>Compensation totale des services d'intérêt économique général (1+2)</b>		
(1) Compensation totale octroyée sur la base de la décision SIEG	IDESS : 3.657.398,37 €	IDESS : 4.257.980,00 € <sup>53</sup>
(2) Compensation totale octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

### 2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

<sup>52</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<sup>53</sup> Montant pas encore totalement versé, sont inclus les estimations pour le solde de l'année 2021 qui est en cours de calcul)

**Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:**

- 1) les hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment, s'il y a lieu, des services d'urgence [article 2, paragraphe 1, point b)];
- 2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:
  - a) les soins de santé et de longue durée;
  - b) la garde d'enfants;
  - c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
  - d) le logement social;
  - e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
  - f) d'autres services sociaux (le cas échéant);
- 3) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)];
  - a) les services postaux;
  - b) l'énergie;
  - c) la collecte des déchets;
  - d) l'approvisionnement en eau;
  - e) la culture;
  - f) les services financiers;
  - g) d'autres secteurs (à préciser).

**Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:**

Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
Section 2) les services sociaux, et plus précisément :

<p>c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;</p> <p>e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;</p> <p>f) d'autres services sociaux (le cas échéant);</p>
<p><b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>54</sup></b></p>
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b>.</p>
<p>Les IDESS (Initiatives de Développement de l'Emploi dans le secteur des Services de proximité à finalité Sociale) sont un dispositif de la Région wallonne existant depuis le 30 juin 2007<sup>55</sup>.</p> <p>Le but est double :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à l'emploi de personnes éloignées du marché du travail (SINE, Art.60, Art.61) ; et</li> <li>- Rencontrer les besoins non comblés par le secteur privé, en priorité à destination des personnes physiques dites « précarisées ».</li> </ul> <p>Il s'agit donc de créer des emplois et renforcer la cohésion sociale, ainsi que de rencontrer les besoins des personnes physiques qui demandent des petits travaux de trop faible importance pour intéresser les professionnels du secteur privé.</p> <p>Pour ce faire, un agrément ainsi que des subventions sont octroyées à des entreprises qui doivent être soit : (association de) CPAS / ASBL / SFS.</p> <p>Une IDESS peut être agréée pour prêter un ou plusieurs des services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b><u>les petits travaux d'entretien, de réparation et d'aménagement de l'habitat</u></b> : soit des travaux de trop faible importance pour qu'ils intéressent une entreprise "classique" et qui pourraient être effectués par un particulier bricoleur sans avoir de qualification spéciale. Cela concerne tant l'immeuble que les meubles du bénéficiaire.</li> <li>- <b><u>l'aménagement et l'entretien des espaces verts</u></b> sont des travaux de minime importance tels que: <ul style="list-style-type: none"> <li>o la tonte de pelouses ;</li> </ul> </li> </ul>

<sup>54</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<sup>55</sup> Date d'entrée en vigueur du *Décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé: « I.D.E.S.S. ».*

- la taille de haies ;
- le désherbage des abords de l'habitation et des cours ;
- le bêchage des jardins et des potagers ;
- le façonnage de bois de chauffage ;
- le ramassage et l'évacuation des déchets et/ou des feuilles et branchages ;
- le nettoyage de tombes ;
- le déneigement et le désherbage des trottoirs.
- **le transport social** est le transport destiné aux [personnes "précarisées"](#) n'ayant pas de voiture ou de possibilité de transport par les transports en commun ou les taxis.
- **la buanderie sociale** consiste en services de lessives pour [personnes "précarisées"](#)
- **les magasins sociaux** sont des magasins destinés aux personnes « précarisées » qui vendent des produits d'alimentation ou de première nécessité à des prix inférieurs de 30% minimum à ceux pratiqués par la grande distribution. Lorsqu'il s'agit de biens non alimentaires et de seconde main, les activités de réparation, de recyclage ou de réutilisation sont également éligibles.
- **le nettoyage des locaux** il s'agit des locaux de petites ASBL.

En ce qui concerne les tâches autorisées dans les activités IDESS, celles-ci sont strictement limitées et doivent toujours correspondre à des tâches qui ne sont pas rencontrées par le secteur privé. À titre d'exemple, il est autorisé dans l'activité « petits travaux d'entretien » de réparer une douche, mais pas d'installer une nouvelle douche, car une structure privée pourrait être intéressée par ce travail. L'idée est vraiment de réserver les IDESS aux tâches pour lesquelles les entrepreneurs privés ne se déplacent pas, car ils sont d'importance trop faible pour être rentable.

Une IDESS peut cependant se faire agréer pour certaines activités (avec les subventions et contraintes liées), et prester en parallèle d'autres activités hors du cadre IDESS (lesquelles ne doivent pas respecter les contraintes du dispositif IDESS, mais ne sont donc pas subventionnées). Une comptabilité séparée entre les activités IDESS et les activités non-IDESS est nécessaire dans ce cas de figure.

Les tarifs appliqués par les IDESS sont également strictement délimités, et indexés chaque année. Le tarif n'est par ailleurs pas le même en fonction du public auprès duquel les activités sont prestées.

#### **Les tarifs pour l'année 2022 :**



Tableau activités et  
tarifs IDESS - 2022.pd

Le dispositif IDESS est donc un outil étant destiné principalement aux personnes physiques précarisées pour des travaux de faible importance, et effectués par des entreprises n'étant pas censées entrer en concurrence avec les entreprises privées, ce qui impose de nombreuses contraintes (limitations des tarifs, des prestations etc.).

Pour rappel : les IDESS peuvent se faire agréer pour un ou plusieurs domaines d'activités.

Bases légales :



- 14 décembre 2006 – Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé « I.D.E.S.S » (M.B. du 05/01/2007, p. 258).
- 21 juin 2007 – Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : « I.D.E.S.S. » (M.B. du 19/07/2007, p. 38908).

Liens utiles :

- Site de la Direction de l'Economie sociale :  
[https://economie.wallonie.be/Dvlp\\_Economique/Economie\\_sociale/IDESS/idess.html](https://economie.wallonie.be/Dvlp_Economique/Economie_sociale/IDESS/idess.html)
- fiches sur le portail de la Wallonie :
  - o <https://www.wallonie.be/fr/demarches/obtenir-un-agrement-idess-initiatives-de-developpement-de-lemploi-service-de-proximite-sociale>
  - o <https://www.wallonie.be/fr/demarches/beneficier-des-services-dune-idess>

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Le mandat est octroyé via l'agrément à ces structures.

Voici un exemple récent d'agrément octroyé à une nouvelle IDESS :



IDESS158 AM  
AGR.doc

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

La durée du mandat suit celle de l'agrément.

Le 1<sup>er</sup> agrément est octroyé pour 2 ans, puis est renouvelé pour des périodes de 4 ans. Il n'y a pas d'agrément à durée supérieure à 4 ans.

Expliquer si des **droits** (habituellement) **exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Droit de bénéficier des subventions octroyées via ce dispositif.

Subventions octroyées :

- o frais de fonctionnement : 1000 € / an / ETP SINE, art.60 ou art.61

<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ condition : avoir 2 ETP minimum dans la structure</li> <li>○ subvention pour rémunération des travailleurs : 13.000 € / an / ETP SINE ou art.61</li> <li>○ subvention complémentaire (si services à public précarisé) : 1000 € / an / ETP SINE ou art.61</li> <li>○ subvention complémentaire pour les SFS : 10.000 € / an / ETP APE</li> <li>○ subvention unique pour véhicule PMR : 11.000 € (ne peut être obtenue qu'une fois dans la vie de l'IDESS, pour l'achat ou l'adaptation d'un véhicule PMR)</li> <li>○ points APE : maximum 24 points (en cours de modification suite à la réforme APE).</li> </ul>
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes, cfr détails ci-dessus.
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Le fonctionnement est le suivant : l'entreprise sollicite un agrément, dans lequel elle doit préciser les secteurs d'activités ainsi que le nombre et le profil des travailleurs mis à l'emploi dans ces activités ; suite à quoi l'administration calcule le montant des subventions auquel a droit la structure (ce montant dépend uniquement du nombre et du profil des travailleurs, non des secteurs d'activités). Le paiement se fait en deux fois : au début de l'année civile, une avance correspondant à 50 % du plafond des subventions est versée ; en fin d'année l'entreprise doit justifier les coûts et recettes de ses activités IDESS, et l'administration calcule et paie le solde à verser, ainsi que l'avance de l'année suivante.
Les <b>modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
Les sommes indûment perçues sont récupérées par compensation sur les versements de subventions ultérieurs. Il n'y a donc pas de remboursement direct mais une récupération des montants versés en trop sur les prochains montants à payer.
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Pas d'aides de plus de 15 millions d'EUR.	
Budget annuel du dispositif pour 2022 : 4.561.000,00 €	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>56</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021<sup>57</sup></b>
IDESS : 3.657.398,37 €	IDESS : 4.257.980,00 €
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>58</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
IDESS : 3.657.398,37 €	IDESS : 4.257.980,00 €
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>59</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
IDESS : 3.657.398,37 €	IDESS : 4.257.980,00 €
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>60</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
IDESS : 3.657.398,37 €	IDESS : 4.257.980,00 €
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Uniquement des subventions directes.	Uniquement des subventions directes.

<sup>56</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>57</sup> Montants pas encore totalement versés, sont inclus les estimations pour le solde de l'année 2021 qui est en cours de calcul.

<sup>58</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>59</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>60</sup> Voir la note de bas de page 8.

**Informations quantitatives supplémentaires** (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)<sup>61</sup>

2020	2021	
<b><u>Quelques chiffres du dispositif :</u></b>		
<ul style="list-style-type: none"><li>- Nombre de travailleurs mis à l’emploi (en ETP, chiffres de 2020) :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ nombre d’ETP SINE : 222.74</li><li>▪ nombre d’ETP ART.60 : 157.86</li></ul></li><li>- Budget annuel 2022 : 4.561.000,00 €</li><li>- Nombre de structures agréées au 09/02/2022 :<ul style="list-style-type: none"><li>○ 64 IDESS agréées, dont :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ 40 CPAS</li><li>▪ 16 ASBL</li><li>▪ 7 SFS</li><li>▪ 1 association de CPAS</li></ul></li></ul></li><li>- Nombre d’IDESS actives dans les différents secteurs d’activités (chiffres au 09/02/2022):</li></ul>		
<b><u>Activités</u></b>	<b><u>Nombre d’IDESS actives dans ce secteur</u></b>	<b><u>Pourcentage d’IDESS actives dans ce secteur</u></b>
bricolage	45	70.31 %
transport social	41	64.06 %
jardinage	39	60.94 %
magasin social	19	29.69 %
buanderie sociale	11	17.19 %
nettoyage d’asbl	3	4.69 %

**Veuillez également remplir le fichier Excel récapitulatif «SGEI Decision 2020 2021» joint en annexe en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).**

<sup>61</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

### 3. PLAINTES DE TIERS

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

Sans objet.

### 4. QUESTIONS DIVERSES

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG.

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

La détermination du niveau de bénéfice raisonnable est compliquée, dans ce dispositif nous avons choisi de nous baser sur le chiffre d'affaires, et d'autoriser un bénéfice raisonnable de 5 % de ce chiffre d'affaires (montant porté à 10 % dans le contexte du covid).

b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG.

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Sans objet.

c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire ci-dessous.

**IMMOWAL**

## **5. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES**

Veuillez remplir le tableau suivant:

**Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)**

	2020	2021
<b>Compensation totale des services d'intérêt économique général (1+2)</b>	0,780	0,913
(1) Compensation totale octroyée sur la base de la décision SIEG	0,780	0,913
(2) Compensation totale octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	0,000	0,000

Les montants repris ci-dessus sont les montants versés par la Wallonie à la SA IMMOWAL, augmenté de la surcompensation de l'exercice précédent et dont est déduit le produit à reporter sur l'exercice suivant dans le cadre du mécanisme de compensation applicable.

La compensation de l'exercice 2020 est donc composée comme suit :

- Reprise de la surcompensation de l'exercice 2019 :	240.372,85€ (+)
- Subside d'exploitation de l'exercice :	759.627,15€ (+)
- Subside d'exploitation à reporter :	219.957,51€ (-)
<b>TOTAL</b>	<b>780.042,49€ (+)</b>

La compensation de l'exercice 2021 est, sur le même principe, composée comme suit :

- Reprise de la surcompensation de l'exercice 2020 :	219.957,51€ (+)
- Subside d'exploitation de l'exercice (mandat 1) :	780.042,49€ (+)
- Subside d'exploitation de l'exercice (mandat 2) :	161.280,30€ (+)
- Subside d'exploitation à reporter :	247.850,92€ (-)
<b>TOTAL</b>	<b>913.429,38€ (+)</b>

## 6. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

**Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:**

- ~~6) les hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment, s'il y a lieu, des services d'urgence [article 2, paragraphe 1, point b)];~~
- ~~7) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)];~~
  - ~~a) les soins de santé et de longue durée;~~
  - ~~b) la garde d'enfants;~~
  - ~~c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;~~
  - ~~d) le logement social;~~
  - ~~e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;~~

- ~~f) d'autres services sociaux (le cas échéant);~~
- ~~8) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);~~
- ~~9) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);~~
- 10) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)];
  - ~~a) les services postaux;~~
  - ~~b) l'énergie;~~
  - ~~c) la collecte des déchets;~~
  - ~~d) l'approvisionnement en eau;~~
  - ~~e) la culture;~~
  - ~~f) les services financiers;~~
  - g) d'autres secteurs (à préciser). Mandat 1 : Tourisme – Mandat 2 : Prospection immobilière

**Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:**

Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
<b>Mandat 1 : Tourisme</b> (Section 5 g)
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre <sup>62</sup>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .

<sup>62</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.



<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Etude, proposition et mise en œuvre d'une stratégie foncière et immobilière en liaison avec la politique menée par la Région wallonne dans le secteur du Tourisme ;</li> <li>2. Valorisation, au sens large du terme, des biens immobiliers à des fins touristiques ou issus du secteur du tourisme ;</li> <li>3. Etude de la faisabilité technico-administrative des projets touristiques (avec l'appui du CGT et du CITW) ou se rapportant à des biens de nature touristique et, le cas échéant, accompagnement à la mise en œuvre de ces projets.</li> </ol>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Mandat écrit établi entre le Commissariat Général au Tourisme et la SA IMMOWAL, contresigné par le Ministre du Tourisme de la Région wallonne (voir annexe)
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
10 ans
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
/
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>La compensation financière annuellement accordée à IMMOWAL ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts, frais et charges généralement quelconques et de diverses natures supportées par IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la convention, en tenant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par et au profit d'IMMOWAL dans l'exercice de ces missions.</p> <p>Le montant de la compensation financière est accordé par la Région wallonne sur la base d'un budget prévisionnel d'IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la convention, au regard des dépenses et recettes.</p> <p>Il est versé, en tout ou partie, à l'entame de l'année « N », au regard des missions de service public confiées en vertu de la convention se rapportant à cette année « N ».</p>
<b>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
Si, au terme d'un exercice, il est constaté une surcompensation (c'est-à-dire qu'une partie de la compensation accordée par la Région wallonne excède la couverture des coûts, frais et charges, en tant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par IMMOWAL), cette

<p>surcompensation n'est pas remboursée à la Région wallonne mais vient en déduction de la compensation à accorder sur les exercices ultérieurs.</p> <p>A l'inverse, en cas de souscompensation, la Région wallonne veille à assurer sous les délais les plus brefs le complément de compensation nécessaire à la réalisation de missions de service public confiées en vertu de la convention.</p>	
<p>Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
SANS OBJET	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>63</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
0,780	0,752
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>64</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
0,000	0,000
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>65</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
0,780	0,752
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>66</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
0,000	0,000

<sup>63</sup> Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>64</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>65</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>66</sup> Voir la note de bas de page 8.

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
Subvention : 100%	Subvention : 100%
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>67</sup>	
2020	2021
/	/

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
<b>Mandat 2 : Prospection Immobilière (Section 5 g)</b>
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>68</sup></b>
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b>.</p>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Prospection et assistance à la mise en œuvre du projet du Plan wallon d'investissement (PWI) portant sur un nouveau bâtiment public responsable pour l'AViQ et Famiwal ;  En fonction de sa prospection, la S.A. proposera le projet de bâtiment correspondant le mieux aux ambitions et critères énoncés ainsi qu'aux besoins fonctionnels de l'AViQ et Famiwal, le tout dans une approche responsable d'optimisation des intérêts fonciers et budgétaires de la Wallonie.</li> <li>2. Assistance à la négociation économique et juridique des conventions utiles à la mise en œuvre du projet, et ce jusqu'à la complète finalisation de ce dernier.</li> </ol>

<sup>67</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<sup>68</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Mandat écrit établi entre le Gouvernement Wallon et la SA IMMOWAL, contresigné par le Ministre en charge de la Gestion Immobilière (voir annexe)
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
5 ans
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
/
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Remboursement de frais sur déclarations de créance (100%)
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>La compensation financière annuellement accordée à IMMOWAL ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts, frais et charges généralement quelconques et de diverses natures supportées par IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la convention, en tenant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par et au profit d'IMMOWAL dans l'exercice de ces missions.</p> <p>Le montant de la compensation financière est accordé par la Région wallonne sur la base d'un budget prévisionnel d'IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la convention, au regard des dépenses et recettes.</p> <p>Il est versé, en tout ou partie, à l'entame de l'année « N », au regard des missions de service public confiées en vertu de la convention se rapportant à cette année « N ».</p> <p><b>Dans la pratique, le mandant n'a versé aucune avance et n'a procédé qu'au remboursement partiel des frais engendrés par la mission. Une récupération est en cours sur l'exercice 2022.</b></p>
<b>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
Si, au terme d'un exercice, il est constaté une surcompensation (c'est-à-dire qu'une partie de la compensation accordée par la Région wallonne excède la couverture des coûts, frais et charges, en tant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par IMMOWAL), cette surcompensation n'est pas remboursée à la Région wallonne mais vient en déduction de la compensation à accorder sur les exercices ultérieurs.

A l'inverse, en cas de souscompensation, la Région wallonne veille à assurer sous les délais les plus brefs le complément de compensation nécessaire à la réalisation de missions de service public confiées en vertu de la convention.	
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
SANS OBJET	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>69</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
0,000	0,161
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>70</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
0,000	0,000
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>71</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
0,000	0,161
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>72</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
0,000	0,000
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	

<sup>69</sup> Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>70</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>71</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>72</sup> Voir la note de bas de page 8.

2020	2021
/	Remboursement de frais sur déclarations de créance : 100%
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>73</sup>	
2020	2021
/	/

## 7. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

**Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:**

Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):

- ~~i. les services postaux;~~
- ~~ii. l'énergie;~~
- ~~iii. la collecte des déchets;~~
- ~~iv. l'approvisionnement en eau;~~
- ~~v. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;~~
- ~~vi. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point e), de la décision SIEG;~~
- ~~vii. la culture;~~
- ~~viii. les services financiers;~~
- ~~ix. d'autres secteurs (à préciser).~~

<sup>73</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

<b>Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)</b>
SANS OBJET
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>74</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
SANS OBJET
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
SANS OBJET
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
SANS OBJET
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
SANS OBJET
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
SANS OBJET
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

<sup>74</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle. Étant donné que le nombre de cas relevant de l'encadrement SIEG sera limité, la Commission souhaite recevoir une description détaillée de chaque mesure concrète.

SANS OBJET	
Les <b>modalités</b> habituelles <b>de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>	
SANS OBJET	
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>75</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
SANS OBJET	SANS OBJET
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>76</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
SANS OBJET	SANS OBJET

<sup>75</sup> Comme indiqué au point 62 b) de l'encadrement SIEG de 2012.

<sup>76</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.



<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>77</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
SANS OBJET	SANS OBJET
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>78</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
SANS OBJET	SANS OBJET
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
SANS OBJET	SANS OBJET
<b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)<sup>79</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
SANS OBJET	SANS OBJET

**Veuillez également remplir le fichier Excel récapitulatif «SGEI Framework 2020 2021» joint en annexe en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).**

## **8. PLAINTES DE TIERS**

Veuillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veuillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel

<sup>77</sup> Voir la note de bas de page 4.

<sup>78</sup> Voir la note de bas de page 14.

<sup>79</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

AUCUNE

## 9. QUESTIONS DIVERSES

d. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG; NON
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG; NON
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG; NON
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG. NON

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

SANS OBJET

e. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG; SANS OBJET
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG; SANS OBJET
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG; SANS OBJET

- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG. SANS OBJET

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

SANS OBJET

- f. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire ci-dessous.

SANS OBJET

### **SOCIÉTÉ WALLONNE DU LOGEMENT**

Le présent rapport, rédigé conformément au prescrit de l'article 9 de la décision SIEG de 2012 et du point 62 de l'encadrement SIEG de 2012, porte sur le secteur du logement social en Région wallonne (Belgique).

## **10. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES**

<b>Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)</b>		
	2020	2021
<b><i>Compensation totale des services d'intérêt économique général (1+2)</i></b>		
(1) Compensation totale octroyée sur la base de la décision SIEG	57.034.336	66.826.019
(2) Compensation totale octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	<b>Sans objet</b>	

## 11. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Section 2 d) Le logement social
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre <sup>80</sup>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p>Dans le système institutionnel belge, le logement social relève de la compétence des Régions.</p> <p>En Région wallonne, les règles relatives au logement social sont prévues au Code wallon de l'habitation durable (ci-après « CWHD »)<sup>81</sup> ainsi que les arrêtés d'exécution dudit Code<sup>82</sup>.</p> <p>Le <b>logement social</b> est désigné au CWHD par l'expression « <b>logement d'utilité publique</b> » défini à l'article 1er, 9° dudit Code comme :</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>« le logement sur lequel un opérateur immobilier est titulaire de droits réels, qu'il détient en gestion ou qu'il prend en location, destiné à l'habitation dans le cadre de la politique sociale développée par la Région ».</i></p> <p>La politique sociale développée par la Région wallonne consiste notamment en la mise à disposition de logements à des ménages dont les revenus ne dépassent pas certains plafonds.</p> <p>Plus précisément, les logements d'utilité publique en droit wallon comprennent : les logements attribués en fonction des revenus du ménage (1°), les logements d'insertion (2°), et les logements de transit (3°).</p> <p><b>1°) <u>Peuvent bénéficier de logements d'utilité publique en fonction de leurs revenus :</u></b></p> <p>➤ <i>Les ménages de catégorie 1<sup>83</sup>, c'est-à-dire la personne seule dont les revenus annuels imposables globalement ne dépassent pas 10.000 € ou le « ménage » (plusieurs personnes) dont les revenus annuels imposables globalement ne dépassent pas</i></p>

<sup>80</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<sup>81</sup> Le CWHD a été institué par un Décret du 29 octobre 1998.

<sup>82</sup> L'arrêté le plus important en la matière est sans doute l'AGW du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public

<sup>83</sup> Article 1er, 29°, du CWHD.

13.650 €. Ces montants sont majorés de 1.860 € par enfant à charge. Cette catégorie bénéficie majoritairement de l'offre de logements d'utilité publique, puisque les règles d'attribution desdits logements prévoient l'attribution d'au moins 50 % des logements à des ménages de catégorie 1<sup>84</sup>. Mieux encore, en pratique, environ 80 % des attributions sont accordées à cette catégorie.

- *Les ménages de catégorie 2*<sup>85</sup>, c'est-à-dire la personne seule dont les revenus annuels imposables globalement ne dépassent pas 20.000 € ou le « ménage » (plusieurs personnes) dont les revenus annuels imposables globalement ne dépassent pas 25.000 €. Ces montants sont majorés de 1.860 € par enfant à charge.
- *Les ménages de catégorie 3*<sup>86</sup>, c'est-à-dire la personne seule dont les revenus annuels imposables globalement, supérieurs aux revenus des ménages de catégorie 2, ne dépassent pas 31.000 € ou le « ménage » (plusieurs personnes) dont les revenus annuels imposables globalement, supérieurs aux revenus des ménage de catégorie 2, ne dépassent pas 37.500 €. Ces montants sont majorés de 1.860 € par enfant à charge. La construction de logements d'utilité publique destinés à des ménages de catégorie 3 est soumise à des conditions strictes, ce qui justifie qu'ils sont très rares dans le secteur.

Du reste, tous les montants qui précèdent sont des montants non indexés<sup>87</sup>.

## **2°) Les logements d'utilité publique désignent également les logements d'insertion**

Ces logements, comme leur nom l'indique, tendent à l'insertion. Ils sont destinés *exclusivement* à l'hébergement de ménages de catégorie 1 et leur mise à disposition est en outre complétée par un accompagnement social du bénéficiaire<sup>88</sup>.

## **3°) Les logements d'utilité publique renvoient encore aux logements de transit**

Les logements de transit sont des logements destinés *exclusivement* à l'hébergement temporaire de ménages de catégorie 1 et/ou de ménages qui ont été privés de logement pour des motifs de force majeure. La mise à disposition des logements de transit est par ailleurs complétée par un accompagnement social.

Ainsi définis, les logements d'utilité publique – ceux octroyés en fonction des revenus des candidats, les logements d'insertion et les logements de transit – sont, en droit wallon, les logements sur lesquels un opérateur immobilier est titulaire de droits réels, qu'il détient en

<sup>84</sup> Article 22 de l'AGW du 6 septembre 2007.

<sup>85</sup> Article 1er, 30°, du CWHD.

<sup>86</sup> Article 1er, 31°, du CWHD.

<sup>87</sup> Article 203 du CWHD et AGW du 13 novembre 2008 fixant les modalités d'adaptation des montants visés à l'article 203 du CWHD. Pour montants en vigueur en 2022 après indexation, voy. Circulaire SWL 2021/n° 24 du 13 septembre 2021.

<sup>88</sup> Article 1er, 7°, du CWHD.

gestion ou qu'il prend en location, destiné à l'habitation dans le cadre de la politique sociale développée par la Région<sup>89</sup>.

Les logements d'utilité publique sont donc gérés par des **opérateurs immobiliers** qui peuvent être un pouvoir local, une régie autonome, **la Société wallonne du logement, une société de logement de service public**, le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, une agence immobilière sociale ou une association de promotion du logement, ou encore la Société wallonne du crédit social<sup>90</sup>.

Dans les faits, l'essentiel de la politique du logement social relève en Wallonie de la **Société wallonne du logement (ci-après « SWL »)** et des **sociétés de logement de service public (ci-après « SLSP »)**, toutes les deux instituées par le CWHD.

La SWL est une personne morale de droit public constituée sous la forme d'une société anonyme<sup>91</sup>. Par contre, elle ne met pas directement à disposition du public cible des logements d'utilité publique. En fait, la SWL agit comme un organisme de tutelle : elle agréée, conseille et contrôle les SLSP qui, elles, agissent directement au niveau local au profit du public cible. Ainsi, la SWL veille notamment à ce que les activités des SLSP couvrent l'ensemble du territoire de la Région wallonne<sup>92</sup>.

S'agissant des SLSP, leurs missions sont également définies au CWHD, en son article 131. Les missions d'une SLSP comprennent notamment :

- La gestion et la mise en location de logements d'utilité publique ;
- L'accueil des locataires lors de leur entrée dans un logement d'utilité publique ;
- L'achat, la construction, la réhabilitation, la conservation, l'amélioration, l'adaptation de logements et la restructuration de bâtiments dont elle est propriétaire ou sur lesquels elle dispose de droits réels, en vue de les affecter principalement au logement ;
- Toute opération immobilière, en ce compris la conception, le montage et le suivi de projets immobiliers, et toute opération de gestion ou de mise en location de bâtiments en vue de les affecter en partie au logement ;
- La vente d'immeubles dont elle est propriétaire à certaines conditions ;
- L'instruction des demandes des ménages qui souhaitent acheter un logement et le suivi des contrats ;
- La prise en location ou en gestion de bâtiments en vue de les affecter au logement ;

---

<sup>89</sup> Article 1er, 9°, du CWHD.

<sup>90</sup> Article 1er, 23°, du CWHD.

<sup>91</sup> Article 86 du CWHD.

<sup>92</sup> V. articles 87 s. du CWHD.

- La participation à la création, à la gestion et au fonctionnement de personnes morales, publiques ou privées, impliquées dans la mise en œuvre des objectifs de la politique régionale du logement ;
- La constitution de réserves de terrains nécessaires au développement harmonieux de l'habitat ;
- L'assistance aux pouvoirs locaux dans la mise en œuvre de la politique locale du logement.

De ce qui précède, les SLSP tendent à la fourniture de logements sociaux (ou logements d'utilité publique pour utiliser l'expression du CWHD) à **des personnes défavorisées ou à des groupes sociaux moins avantagés** qui, pour des raisons de solvabilité, ne sont pas en mesure de trouver un logement aux conditions du marché, tout en veillant, lorsque cela s'avère opportun, à assurer une certaine mixité sociale.

En cela, les SLSP participent, dans le cadre de la politique régionale, à la mise en œuvre du **droit à un logement décent**, en tant que lieu de vie, d'émancipation et d'épanouissement des individus et des familles, tel que prévu à l'article 2 du CWHD et à l'article 23 de la Constitution.

Comme pour lever toute équivoque sur la mission de SIEG des SLSP – et accessoirement de la SWL –, l'article 209 du CWHD précise que :

*« Le présent Code met partiellement en œuvre les dispositions de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et établit que celle-ci ne s'applique pas aux services sociaux d'intérêt économique général visés à l'article 1er, 7° à 11°, ni aux opérateurs immobiliers prestataires de ces services. Dans le cadre du présent Code, les missions dévolues aux opérateurs immobiliers au sens de l'article 1er, 23° sont des missions de service d'intérêt général qui garantissent aux citoyens, à des conditions définies, le droit d'accès universel et égal à ces services, assurant qualité et transparence ».*

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Le mandatement au sens de l'article 106, § 2, du TFUE et de l'arrêt Altmark de la CJUE exige uniquement que le mandat se présente sous la forme d'un ou de plusieurs actes ayant une valeur juridique contraignante en droit national<sup>93</sup>. La forme spécifique de l'acte (ou des actes) peut être déterminée par chaque État membre : il n'y a pas de mandat standard<sup>94</sup>.

<sup>93</sup> Guide relatif à l'application aux services d'intérêt économique général, et en particulier aux services sociaux d'intérêt général, des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État, de « marchés publics » et de « marché intérieur », SWD(2013) 53 final/2, n° 47, p. 40.

<sup>94</sup> *Ibid.* (Guide relatif à l'application aux services d'intérêt économique général..., n° 47, p. 40).

En droit wallon, le mandat est formé par deux instruments distincts : l'article 131 du CWHD et la décision d'agrément des SLSP par la SWL.

Pour rappel, l'article 131 du CWHD définit les obligations de SIEG incombant aux SLSP. En outre, c'est la SWL qui agrée les SLSP.

En ce qui concerne l'agrément, pour couvrir l'intégralité du territoire wallon, soixante-trois (63) SLSP ont été agréées par la SWL sur la base de l'Arrêté du Gouvernement wallon (ci-après « AGW ») du 8 juin 2001 établissant les conditions d'agrément des sociétés de logement de service public.

L'AGW du 8 juin 2001 précité précise, en son article 2, que l'objet social des SLSP comprend exclusivement l'ensemble des missions visées par le CWHD.

En vertu de l'article 162 du CWHD justement, chacune des SLSP agréées conclut, avec la SWL, un contrat d'objectifs pour une période de cinq (5) ans.

Dès lors, on peut considérer que le mandat des SLSP figure à l'article 131 du CWHD (qui définit les obligations de SIEG leur incombant), lu avec la décision d'agrément de la SWL.

Au surplus, l'attribution des logements sociaux mis en location par les SLSP doit nécessairement être conforme à l'AGW du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public. Cet arrêté fixe notamment :

- Les plafonds des revenus éligibles pour l'obtention d'un logement ;
- Les points de priorité attribués aux candidats-locataires (en fonction des caractéristiques de leur situation sociale et économique et des caractéristiques du logement) ;
- Le calcul du loyer, déterminé en fonction des revenus du ménage et du prix de revient du logement.

Par ailleurs, des Commissaires de la SWL participent aux réunions des Comités d'attribution des logements des SLSP – et d'une manière générale aux réunions des organes des SLSP –, afin de vérifier que les logements sont attribués dans le strict respect des règles imposées par la Région wallonne à travers notamment l'AGW du 6 septembre 2007 précité.

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

En théorie, le mandatement (plus précisément l'agrément des SLSP) est accordé pour une durée indéterminée, en raison de la durée d'amortissement des opérations immobilières, très largement supérieure à dix (10) ans.



Toutefois, en cas de non-respect des dispositions légales et réglementaires applicables, les SLSP peuvent faire l'objet de différentes sanctions prévues à l'article 174 du CWHHD, à savoir :

- Un rappel à l'ordre ;
- Une injonction de mettre fin aux faits non respectueux de la légalité dans un délai fixé par la SWL qui ne peut dépasser le mois ;
- La suspension par le Commissaire de la SWL suivie d'un recours en annulation devant la SWL d'une ou plusieurs décisions prises par la SLSP. Pour rappel, au sein de chaque SLSP, un Commissaire de la SWL participe aux réunions des organes ;
- Une sanction financière fixée par le Gouvernement wallon sur proposition de la SWL ;
- La mise sous contrôle de gestion de la SLSP sur proposition de la SWL ;
- La mise sous tutelle de la SLSP par le Gouvernement wallon, laquelle se manifeste par l'envoi d'un commissaire spécial au sein de la SLSP ;
- La mise sous plan de gestion de la SLSP ;
- Le retrait de l'agrément de la SLSP.

**De ce qui précède, l'agrément n'est clairement pas accordé aux SLSP de façon illimitée et inconditionnelle :** il n'est accordé que pour autant qu'elles respectent l'ensemble des conditions légales et réglementaires encadrant l'accomplissement de leurs missions de service public.

Expliquer si des **droits** (habituellement) **exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Les SLSP ne disposent **pas de droits exclusifs** en matière de logements sociaux (ou logements d'utilité publique pour reprendre les termes de la loi).

Partant, les pouvoirs locaux notamment peuvent, s'ils le souhaitent, créer des logements sociaux. De même, rien n'empêche non plus le secteur privé de créer des logements sociaux en Région wallonne, pour autant qu'il respecte les exigences de l'agrément SWL.

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Même si elles ne disposent pas de droits exclusifs, pour les SLSP, le fait d'obtenir l'agrément de la SWL leur impose le respect d'une série de règles strictes, moyennant quoi elles bénéficient de diverses sources de financement publiques régionales.

Il s'agit des subsides en matière d'investissements immobiliers (**1°**), des avances octroyées par la SWL (**2°**) ainsi que du Fonds de solidarité (**3°**).

### **1°) Les subsides en matière d'investissements immobiliers**

Les soixante-trois (63) SLSP sur lesquelles la SWL exerce la tutelle bénéficient de subventions couvrant une part importante du coût des travaux de création de nouveaux logements (a), de rénovation de leur patrimoine (b), et certains travaux d'équipements (c).

#### **a) La subvention à la création de logements**

Depuis 2021<sup>95</sup> – le régime antérieur relève d'un AGW de 2012<sup>96</sup> –, la subvention est constituée d'un forfait par logement créé, calculé en fonction du nombre de chambres. Les principales subventions s'élèvent à :

- 105.000 € pour un logement d'une (1) chambre ;
- 120.000 € pour un logement de deux (2) chambres ;
- 135.000 € pour un logement de trois (3) chambres ;
- 165.000 € pour un logement de quatre (4) chambres ;
- 180.000 € pour un logement de cinq (5) chambres.

Des majorations des montants ci-dessus sont prévues pour l'utilisation de matériaux biosourcés, recyclés ou de réemploi, pour l'approvisionnement en énergie décarbonnée pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire, et pour l'intégration d'un système de production d'énergie renouvelable.

#### **b) La subvention à la rénovation du patrimoine immobilier**

Le Gouvernement wallon a lancé un programme de rénovation énergétique 2020-2024 qui vise la rénovation de plus de 25.000 logements d'utilité publique, qui sont la propriété des SLSP et qui sont les plus énergivores du parc. Il est doté d'un subside global de 675.625.000 €.

La réalisation du programme et la libération des aides sont phasées sur les cinq (5) années.

#### **c) La subvention des travaux d'équipements**

Les travaux d'équipements tels les abords, les trottoirs, la voirie immédiate, sont subsidiés (en partie ou en intégralité selon le cas), conformément à l'AGW du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de l'équipement d'ensembles de logements<sup>97</sup>.

<sup>95</sup> AGW du 24 novembre 2021 relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la création de logements d'utilité publique. Des AGW similaires relatifs au financement de la création de logements de transit, de logements d'insertion et de l'équipement des ensembles de logements par les SLSP sont en cours d'adoption.

<sup>96</sup> Les subventions s'élevaient à : 65.000 € pour un logement à une chambre ; 84.500 € pour un logement à deux (2) ou trois (3) chambres et 104.000 € pour un logement à quatre (4) chambres. Des suppléments étaient octroyés pour les logements adaptables aux personnes à mobilité réduite.

<sup>97</sup> *Moniteur belge* du 13 mars 1999, p. 8254.

Il faut insister sur le fait que les travaux d'équipements qui peuvent être subsidiés sont ceux qui se rapportent à des logements sociaux.

## **2°) Les avances SWL aux SLSP**

Afin de compléter le financement de leurs investissements immobiliers ou financer l'intégralité de ceux-ci, les SLSP peuvent bénéficier d'avances octroyées par la SWL à un taux préférentiel.

En réalité, les avances accordées par la SWL sont des prêts aux SLSP remboursables sur vingt (20) ans, sauf les « avances logements destinés à la vente » qui doivent être remboursées sur des délais beaucoup plus courts et, au plus tard, dès la vente du logement concerné.

## **3°) L'allocation de solidarité**

Afin d'aider annuellement les SLSP en difficulté, il est institué un *Fonds régional de solidarité*. Aux termes de l'article 172 du CWHD :

*« Il est institué un Fonds régional de solidarité destiné à aider les sociétés en difficulté.*

*Les fonds sont répartis en fonction du nombre de ménages locataires de catégorie 1 et 2 que les sociétés comptent et en fonction de critères structurels fixés par le Gouvernement après avis de la Société wallonne du logement.*

*Le Fonds est alimenté notamment par des quotes-parts versées par les sociétés et par une dotation régionale ».*

Le Fonds régional de solidarité est donc alimenté par les SLSP et la Région<sup>98</sup>. La contribution de la Région au Fonds était de 3.789.000 € en 2020 et d'un même montant en 2021. Le montant de la contribution des SLSP était quant à lui de 3.886.935 € en 2020 et de 3.983.160 € en 2021.

Grâce au Fonds de solidarité, il est octroyé annuellement aux SLSP une **allocation de solidarité**.

Outre les aides ainsi développées – subsides en matière d'investissements immobiliers, avances SWL et allocation de solidarité –, un complément de subventions peut également être assuré par le compte courant ordinaire dont chaque SLSP dispose à la SWL (V. *infra* : La

---

<sup>98</sup> Les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de solidarité sont réglées par l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 (déterminant les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de solidarité) et l'AGW du 20 novembre 1997 (relatif à l'octroi d'allocations de solidarité en faveur de locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public).

centralisation à la SWL d'une partie importante des trésoreries des SLSP) et, le cas échéant, par les plus-values sur vente de logements sociaux<sup>99</sup>.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Les recettes des SLSP sont quasi totalement constituées par les loyers perçus pour la location des logements sociaux. Eu égard au caractère très marginal des logements destinés aux locataires de catégorie 3 (locataires aux revenus moyens), la plus grande partie des recettes locatives des SLSP viennent des locataires de catégorie 2 (locataires aux revenus modestes) et de catégorie 1 (locataires aux revenus précaires). Il en est ainsi même si le montant du loyer des locataires des catégories 1 et 2 est fonction du coût actualisé des logements et des revenus du locataire, sans que le loyer ne puisse dépasser 20 % des revenus desdits locataires (des catégories 1 et 2).

Le mode de calcul des loyers engendre ainsi un différentiel important entre le loyer réellement perçu et le « loyer coût théorique » (celui qui permettrait de couvrir le coût de création et d'entretien du logement sur une longue période).

Une étude interne réalisée en 2019 avait montré que les logements sociaux, en raison des règles de calcul du loyer lié aux revenus des ménages, sont loués 45 % moins chers que les logements privés équivalents. L'étude évaluait plus précisément le différentiel entre le loyer réellement perçu et le « loyer coût théorique » à 40 millions € par an pour l'ensemble des SLSP.

Il est impératif de compenser ce différentiel, afin de pouvoir continuer à offrir des logements sociaux. Dans ce sens justement, la **compensation** octroyée aux SLSP provient pour l'essentiel de **deux mécanismes** : les subventions (1°) et le mécanisme de centralisation à la SWL d'une partie importante des trésoreries des SLSP (2°).

#### **1°) Les subsides**

Pour rappel, les subventions sont de trois (3) ordres : les subventions à la création de logement et à leur équipement, les subventions à la rénovation et une dotation régionale composant le Fonds de solidarité précédemment expliqué.

Par **l'octroi des subventions à la création de logement et à leur équipement**, le coût des logements réellement supporté par les SLSP est réduit de 65 à 75 % selon la taille du logement. Le différentiel entre le loyer réellement perçu et le « loyer coût théorique » est ainsi réduit en conséquence.

En outre, **une partie des rénovations est subsidiée à 75 %**, ce qui diminue également le coût réel des travaux et, donc, une part importante du différentiel précité.

<sup>99</sup> L'affectation des plus-values sur vente de logements sociaux est régie par l'AGW du 23 avril 2009 relatif aux modalités de placement des disponibilités des sociétés de logement de service public et à l'affectation du produit net de la cession de droits réels d'un bien immobilier.

Enfin, le Fonds de solidarité déjà mentionné mutualise en quelque sorte le risque du secteur, en ce qu'il permet de tenir compte de la situation des SLSP en difficulté. En effet, ledit Fonds est distribué aux SLSP, via la SWL, par ce qui s'appelle une « **allocation de solidarité** ». Cette dernière contribue à compenser le manque à gagner des SLSP au regard du public cible qu'elles hébergent.

## **2°) La centralisation à la SWL d'une partie importante des trésoreries des SLSP**

Les SLSP ont l'obligation de verser le produit des loyers perçus, après déduction de leurs frais de gestion, sur un compte courant spécifique ouvert au nom de chaque SLSP auprès de la SWL.

Ces comptes courants financent le remboursement des avances consenties par la SWL, certains travaux autorisés par la SWL, les précomptes immobiliers, etc.

Tout prélèvement par une SLSP sur son compte courant doit faire l'objet d'un accord de la part de la SWL.

Au 31 décembre 2021, le solde total des comptes courants s'élevait à 46,98 millions €. Ce montant globalisé pour les soixante-trois (63) SLSP est toutefois constitué de comptes courants à soldes positifs (pour 47 d'entre elles) ou négatifs (pour 17 d'entre elles). Le solde positif le plus important s'élève à 24,10 millions € et le solde négatif le plus élevé s'élève à – 38,89 millions €.

La centralisation à la SWL des comptes courants des SLSP est un **moyen de compensation très efficace**. La raison en est que si des SLSP bénéficient de surcompensations, elles doivent verser ces excédents sur leur compte courant ordinaire. Et comme les prélèvements sur leur compte doivent être autorisés par la SWL, des soldes positifs se créent pour une partie des SLSP.

La SWL doit néanmoins veiller à ce que le solde total des comptes courants demeure positif, c'est-à-dire que le total des soldes positifs des SLSP en bonus soit supérieur au solde total des SLSP en malus. Sous cette contrainte, il est possible à la SWL de permettre à toutes les SLSP, en ce compris celles en malus, d'emprunter pour financer leurs travaux.

## **Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

Comme expliqué ci-avant, la centralisation à la SWL des comptes courants de l'ensemble des SLSP régule le mécanisme de compensation.

Par leur nature les mécanismes de compensation n'entraînent certes pas de compensation exacte, laquelle correspondrait à la différence entre le loyer du logement créé ou rénové et le coût des travaux hors subvention.

En effet, les subsides sont des forfaits établis uniquement sur base de la taille du logement ou d'un pourcentage fixe du coût des travaux, avec un plafond fixé au montant programmé par le Gouvernement wallon. Il s'ensuit que chaque opération entraîne de facto une sous-compensation ou une surcompensation.

L'équilibre est cependant obtenu par la consolidation des comptes courants dans le bilan de la SWL via, d'une part, les versements mensuels obligatoires des SLSP sur leur compte courant et, d'autre part, le contrôle par la SWL des possibilités de prélèvement sur ces comptes (courants).	
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
Sans objet.	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>100</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>57.034.336</b>	<b>66.826.019</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>101</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Sans objet.	Sans objet.
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>102</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>57.034.336</b>	<b>66.826.019</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>103</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<sup>100</sup> Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>101</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>102</sup> Voir la note de bas de page 8.

<sup>103</sup> Voir la note de bas de page 8.

Sans objet.	Sans objet.
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Sans objet.	Sans objet.
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>104</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<i>V. infra.</i>	

Au titre d'« Informations quantitatives supplémentaires », il faut noter que, en Région wallonne, au 1<sup>er</sup> janvier 2021 on dénombrait 3.648.206 habitants<sup>105</sup> répartis sur le territoire de 16.901 km<sup>2</sup><sup>106</sup>. À la même date on dénombrait 1.443.065 logements<sup>107</sup>, dont 103.657 dans le secteur du logement social<sup>108</sup>. Les logements (sociaux) gérés par les SLSP représentent donc 7,18 % du parc total en Région wallonne, ce qui est bien en deçà de la moyenne relevée dans l'ensemble des États membres de l'Union.

L'accès aux logements sociaux est tributaire des revenus et de la situation sociale des demandeurs comme précédemment indiqué (*supra*, 2.). Le loyer mensuel moyen de ces logements est de 281 €<sup>109</sup>.

Au demeurant, des informations plus détaillées sur les aides sont présentées ci-après (1°). Il en est de même de chiffres clés concernant les finances (2°) et le nombre de logements dans le secteur (3°).

### 1°) Aides octroyées sur la base de la décision SIEG de 2012

Types de financement	2019	2020	2021
----------------------	------	------	------

<sup>104</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<sup>105</sup> Statbel (<https://statbel.fgov.be/fr/themes/population/structure-de-la-population/>).

<sup>106</sup> Iweps (<https://www.iweps.be/indicateur-statistique/structure-administrative-territoire/>).

<sup>107</sup> Statbel (<https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?view=a14f782c-353f-4f1b-97b3-995b8a435b69>).

<sup>108</sup> *Rapport d'activité SWL 2021* (à paraître).

<sup>109</sup> *Ibid.*

Subsides création de logements	26.615.939 €	18.884.272 €	22.646.713 €
Subsides équipements (abords et voiries)	6.140.789 €	4.281.288 €	4.130.740 €
Subsides rénovation du patrimoine	52.659.890 €	30.349.776 €	36.259.566 €
<b>TOTAL Subsides</b>	<b>85.416.618 €</b>	<b>53.515.336 €</b>	<b>63.037.019 €</b>
<b>Allocation de solidarité</b>	<b>3.789.000 €</b>	<b>3.789.000 €</b>	<b>3.789.000 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>89.205.618 €</b>	<b>57.034.336 €</b>	<b>66.826.019 €</b>

## 2°) Données relatives aux liquidations des SLSP par type de financement

Types de financement	2019	2020	2021
Avances logements destinés à la vente	4.072.424 €	1.794.302 €	186.046 €
Avances création de logements	-	-	-
Avances complémentaires au subside création de logement	1.122.992 €	238.841 €	248.138 €
Avance rénovation du patrimoine	16.507.458 €	10.120.606 €	10.635.713 €
(Autres) avances SWL	59.237.766 €	56.705.234 €	49.419.829 €
<b>TOTAL Avances remboursables</b>	<b>80.940.640 €</b>	<b>68.858.983 €</b>	<b>60.489.726 €</b>
<b>TOTAL Disponibilités des SLSP</b>	<b>30.687.336 €</b>	<b>44.931.174 €</b>	<b>47.217.875 €</b>
<b>TOTAL Subsides (détails <i>supra</i>)</b>	<b>85.416.618 €</b>	<b>53.515.336 €</b>	<b>63.037.019 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>197.044.597 €</b>	<b>167.305.493 €</b>	<b>170.744.620 €</b>

## 3°) Données relatives au nombre de logements subventionnés

Récapitulatif de l'activité de création de logements en 2020	Logements locatifs	Logements acquisitifs	Total
--	--------------------	-----------------------	-------



Logements achevés	285	47	332
Logements chantiers entamés	353	12	365
Logements programmés en 2020	215	-	215

Récapitulatif de l'activité de création de logements en 2021	Logements locatifs	Logements acquisitifs	Total
Logements achevés	196	76	272
Logements chantiers entamés	123	4	127
Logements programmés en 2021	Voir 2020	-	-

#### DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Sans objet.

#### 12. PLAINTES DE TIERS

Veuillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veuillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

Il n'existe aucune plainte relative aux aides d'État contre la SWL et/ou les SLSP.

#### 13. QUESTIONS DIVERSES

Sans objet.

## ACTION SOCIALE

### VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2020	2021
<b>Compensation totale des services d'intérêt économique général (1+2)</b>		
(1) Compensation totale octroyée sur la base de la décision SIEG		
(2) Compensation totale octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

### 1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
<p>1) Pour les <b>crèches</b> : 2 b</p> <p>2) secteur « <b>maisons d'accueil</b> »: Maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial : l'inclusion sociale des groupes (2); e)) vulnérables.</p> <p>3) Pour le secteur « <b>interprétariat social</b> » : 2) e) l'inclusion sociale des groupes vulnérables</p>
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>110</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .

<sup>110</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font**

<p><b>1) Crèches</b></p> <p><b>Service social / garde d'enfants</b></p> <p><b>2) secteur « maisons d'accueil »:</b></p> <p><b>Service sociaux : l'inclusion sociale des groupes (2); e)) vulnérables.</b></p> <p><b>Mission: accueil et hébergement aux personnes en difficultés sociales limités dans le temps et accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie (art. 67,68 et 70 du Code décretaal de l'Action sociale et de la santé).</b></p> <p><b>3) secteur interprétariat social</b></p> <p><b>Mission : organisme d'interprétariat en milieu social a pour mission, à la demande d'un service utilisateur, de permettre à toute personne étrangère qui ne maîtrise pas la langue française de bénéficier des services d'un interprète dans l'ensemble de ses communications avec une personne morale, publique ou privée, organisant un service dans le contexte social auquel elle a recours, notamment dans le cadre du parcours d'intégration visé aux articles 152 et suivants.</b></p> <p><b>L'organisme est chargé de diffuser l'information relative à l'interprétariat en milieu social auprès des services utilisateurs. (article 155 du CWASS)</b></p>
<p>Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p><b>1) Crèches</b></p> <p><b>Le SPWIAS ne gère pas l'agrément des crèches, mais uniquement les demandes de subventions en infrastructure introduites par une entité gestionnaire d'une crèche.</b></p> <p><b>2) secteur « maisons d'accueil »:</b></p> <p><b>Arrêté ministériel portant agrément</b></p> <p><b>3) secteur interprétariat social</b></p>

l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<b>Arrêté ministériel d'agrément + Convention pluriannuelle pour le facultatif récurrent pour les actions de soutien aux migrants rencontrant des difficultés ethno-psychologiques</b>
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<b>2) secteur « maisons d'accueil »:</b>  <b>A durée indéterminée</b>  <b>3) secteur interprétariat social</b>  <b>A durée indéterminée + 3 ans pour la convention renouvellement possible moyennant avis favorable d'un Comité d'accompagnement après l'évaluation produite au terme de la période et avec l'accord du Gouvernement.</b>
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
<b>Pour le secteur « maisons d'accueil »:</b>  <b>Droit exclusif.</b>  <b>Ne peuvent être exploitées sans un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement délivré par le Gouvernement :</b>  <b>1° toute maison d'accueil;</b>  <b>2° toute maison de vie communautaire;</b>  <b>3° toute maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de plus de trois personnes en difficultés sociales.</b>  <b>Les exploitants des maisons d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de moins de quatre personnes en difficultés sociales peuvent demander un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement (art. 71 Code décréto).</b>
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<b>1) Crèches</b> <b>Pour les crédits ordinaires :</b> <b>Subventions directes</b>  <b>Pour l'appel à projets Plan Cigogne 3 Volet 2 :</b> <b>Subvention directe si le demandeur des subsides infrastructure est le gestionnaire de la crèche ou véhicules d'aide si le demandeur des subsides infrastructure est différent du</b>

<p>gestionnaire de la crèche</p> <p>2) secteur « maisons d'accueil »</p> <p>Subventions directes</p> <p>3) secteur de l'interprétariat social</p> <p>Subventions directes</p>
<p>Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>1) Crèches</p> <p>Subventions pour investissement.</p> <p>Référence légale :</p> <p>Pour les crédits ordinaires :</p> <p>Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 08 juillet 1983 réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles.</p> <p>Pour l'appel à projets Plan Cigogne 3 Volet 2 :</p> <p>Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 08 juillet 1983 réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles.</p> <p>Décision du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 (lancement appel à projets)</p> <p>Décision du Gouvernement wallon du 5 mars 2015 (sélection des bénéficiaires)</p> <p>2) secteur « maisons d'accueil »</p> <p>Subventions destinées principalement à couvrir les frais de personnel. Frais de fonctionnement (art. 109 Code réglementaire).</p> <p>3) secteur de l'interprétariat social :</p> <p>Subventions couvrant les dépenses de fonctionnement et de personnel de l'association.</p>
<p>Les <b>modalités</b> habituelles de <b>remboursement</b> des éventuelles <b>surcompensations</b> et les <b>moyens d'éviter ces surcompensations</b>.</p>

### **1) Secteur « crèches »**

Pour les dossiers basés uniquement sur l'arrêté de 1983, les subsides étant libérés au fur et à mesure de la remise des justificatifs, il n'y a pas de remboursements des moyens alloués.

Le Plan Cigogne 3 Volet 2 prévoit une avance de 70 % dès que des justificatifs sont introduits pour 30 % de la valeur du marché. Le solde est octroyé sur base des pièces justificatives fournies en fin de chantier - Mécanisme de récupération si les dépenses ne sont pas justifiées.

### **2) secteur « maisons d'accueil »**

Demande de subvention est introduite en même temps que la demande d'agrément (art.113 Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la santé).

Deux avances et un solde.

La participation financière du bénéficiaire couvre le gîte et le couvert.

La participation financière au gîte ne peut être journallement inférieure à 6€ par personne et dépasser 4/10 des ressources de l'hébergé.

La participation financière au gîte et au couvert ne peut être journallement inférieure à 10€ par personne. (art. 125 à 128 Code réglementaire)

Le solde de l'année écoulée est liquidé après vérification des pièces justificatives (art. 12/1 Code réglementaire).

Mécanisme de récupération si les dépenses ne sont pas justifiées

### **3) secteur de l'interprétariat social**

Agrément: Une première avance de 85 % du montant de la subvention de l'année N-2 est liquidée avant le 1er mars de l'année de subvention. Une deuxième avance de 90% de l'année N-1 moins la première avance est liquidé avant le 1er septembre de l'année de subvention.

Convention pluriannuelle: Une avance de 70% du montant total de la subvention est liquidée dans un délai de deux mois de l'engagement de l'arrêté.

Contribution des bénéficiaires:

**Prestation individuelle**

50€/ 1 ou 2h

75€/ 3h

**Prestation collective**

75€/ 1 ou 2h

100€/ 3h

**Interprétariat par téléphone :**

**Sur réservation**

12€ / h pour 1 à 4 personnes

18€ / h pour 5 personnes et plus

**Demande spontanée / Permanence arabe**

20 minutes > 9€

30 minutes > 18€

45 minutes > 27€

**Visio conférence :**

12€ / h pour 1 à 4 personnes

18€ / h pour 5 personnes et plus

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

///	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>111</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Liquidations :</b>  <b>1) Crèches :</b>  <b>7.286.525 €</b>  <b>2) Maisons d'accueil</b>  <b>31.502.894,01€</b>   <b>Interprétariat social : 827 222,14 €</b>	<b>Liquidations :</b>   <b>5.786.075 €</b>   <b>31.793.465,94€</b>  <b>843 470,06 €</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>112</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
///	///
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>113</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Pour les crédits ordinaires :</b>  <b>Engagements : 249.525 €</b>  <b>Liquidations : 1.262.000 €</b>  <b>Un emprunt CRAC a été conclu en 2015 pour un montant de 56.000.000 € pour la</b>	<b>Pour les crédits ordinaires :</b>  <b>Engagements : 283.275 €</b>  <b>Liquidations : 1.035.600 €</b>  <b>Un emprunt CRAC a été conclu en 2015 pour un montant de 56.000.000 € pour la création de</b>

<sup>111</sup> Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>112</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>113</sup> Voir la note de bas de page 8.



<b>création de nouvelles places d'accueil lors de l'appel à projets PC3V2.</b>  <b>Montant mis à disposition auprès des bénéficiaires de l'appel à projets : 6.024.525 €</b>  <b>2) Maisons d'accueil</b>  <b>31.502.894,01€</b>   <b>3) Intepretariat social</b>  <b>717 222,14 (agrément) + 110 000 (ethnopsy)</b>	<b>nouvelles places d'accueil lors de l'appel à projets PC3V2.</b>  <b>Montant mis à disposition auprès des bénéficiaires de l'appel à projets : 4.750.475 €</b>   <b>31.793.465,94€</b>   <b>733 470,06 (agrément) +110 000 (ethnopsy)</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>114</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>////</b>	<b>////</b>
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Subvention directe : 6.421.550 €</b>  <b>Véhicule d'aide : 864.975 €</b>  <b>2) Maisons d'accueil</b>  <b>Subventions directes</b>	<b>Subvention directe : 5.161.500 €</b>  <b>Véhicule d'aide : 624.575 €</b>   <b>Subventions directes</b>

<sup>114</sup> Voir la note de bas de page 8.

<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>115</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>5 bénéficiaires en crédits ordinaires</b>  <b>13 en PC3V2</b>   <b>2) Maison d'accueil</b>  <b>566612 nuitées et 5525 personnes accueillies</b>  <b>57 maisons d'accueil</b>  <b>15 maisons de vie communautaire</b>  <b>12 abris de nuit</b>   <b>Interprétariat social :</b>  <b>1 organisme d'interprétariat en milieu social agréé</b>	<b>5 bénéficiaires en crédits ordinaires</b>  <b>21 en PC3V2</b>    <b>Données incomplètes</b>  <b>57 maisons d'accueil</b>  <b>15 maisons de vie communautaire</b>  <b>12 abris de nuit</b>  <b>1 organisme d'interprétariat en milieu social agréé</b>

## Annex 2 : Communauté française

### **Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012**

<sup>115</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
<b>La garde d'enfants</b>
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>116</sup></b>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Décret du 17/07/2002 sur la réforme de l'ONE lui conférant la mission de service public d'autoriser, agréer et subventionner les milieux d'accueil 0-6 ans.  <a href="http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/26853_002.pdf">http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/26853_002.pdf</a></p> <p>Arrêté du 27/02/2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil organisant l'autorisation, l'agrément et le subventionnement des différents types de milieux d'accueil existants en communauté française de Belgique.  <a href="http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/27602_006.pdf">http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/27602_006.pdf</a></p>
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
//
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
//
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
//
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

<sup>116</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

//	
Les <b>modalités</b> habituelles <b>de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>	
//	
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
//	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>117</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>225 661,8</b>	<b>227 690,7</b>
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>118</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>34 141 places subventionnées par l'ONE</b>	<b>34 411 places subventionnées par l'ONE</b>

<sup>117</sup> Voir la note de bas de page 3.

<sup>118</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

## Annex 3 : RAPPORT DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE JUIN 2022

### Services d'intérêt économique général

#### **SECTEURS SERVICES SOCIAUX (article 2, paragraphe 1, point C)**

<b>a) Soins de santé et de longue durée</b>	<b>Pages 2 à 16</b>
<b>b) Accueil de l'Enfance</b>	<b>Pages 17 à 21</b>
<b>c) L'accès et la réinsertion sur le marché du travail</b>	<b>Pages 22 à 25</b>
<b>d) Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables</b>	
<b>d.1 Cohésion sociale</b>	<b>Pages 26 à 72</b>
<b>d.2 Aide aux personnes en situation de handicap.</b>	<b>Pages 73 à 86</b>

<b>Section : Services sociaux</b>
<b>Sous secteur : Les soins de santé et de longue durée</b>
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés</b>
<p>Base légale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 5 mars 2009 - Décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé</li> <li>➤ 4 juin 2009 — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé</li> <li>➤ 18 février 2016 — Décret relatif à la promotion de la santé</li> <li>➤ 17 février 2017 – Arrêté 2016/732 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 février 2016 relatif à la promotion de la santé</li> <li>➤ Décret du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé</li> <li>➤ Arrêté du 14 avril 2005 portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé</li> </ul>
<p><b>1. Services de santé mentale : 22 agréés et 1 fédération</b></p> <p>Le service de santé mentale exerce les missions générales suivantes :</p> <p>1° offrir un premier accueil, analyser et, le cas échéant, orienter la demande de tout bénéficiaire ;</p> <p>2° poser un diagnostic et assurer le traitement psychiatrique, psychologique, psychothérapeutique et psychosocial de problèmes de santé mentale. Le diagnostic et le traitement de problèmes de santé mentale intègrent les aspects médicaux,</p>

psychiatriques, psychologiques et sociaux. Ils visent essentiellement à améliorer le bien-être psychique du patient dans ses milieux habituels de vie.

3° organiser, élaborer ou collaborer à des activités de prévention.

## **2. Services actifs en matière de toxicomanies : 15 agréés et 1 fédération**

Le service actif en matière de toxicomanies exerce les missions d'accueil et d'information pour les usagers de drogues, leur famille et leur entourage et au moins une des missions générales suivantes :

### 1° l'accompagnement

Le service actif en matière de toxicomanies accompagne la demande des bénéficiaires et assure, en son sein, par un suivi individualisé, la guidance psychosociale et administrative en concertation avec les personnes et institutions concernées, notamment les acteurs socio-sanitaires, scolaires et socio-culturels. Il peut ensuite orienter ou réorienter les bénéficiaires en fonction de leurs besoins vers des personnes ou institutions plus appropriées ;

### 2° les soins

a) Le service actif en matière de toxicomanies pose un diagnostic et assure le traitement des bénéficiaires

rencontrant des problèmes liés à l'usage de drogues. Le traitement de ces problèmes intègre les aspects médicaux, psychiatriques et psychologiques. Il vise à assurer le mieux-être des bénéficiaires dans leur milieu habituel de vie, ce qui n'implique pas nécessairement leur sevrage.

b) Le service associe au traitement du bénéficiaire, avec l'accord de celui-ci, le médecin généraliste désigné par le bénéficiaire et, dans la mesure du possible, tous les professionnels extérieurs à l'équipe du service, susceptibles de contribuer au traitement.

### 3° la prévention

a) Le service actif en matière de toxicomanies organise des activités de prévention ou collabore à l'organisation d'activités ayant pour objet la prévention, notamment la prévention des dommages encourus par les usagers de drogues.

b) Les activités de prévention peuvent notamment consister en :

1. l'information, la sensibilisation et l'éducation de la population ainsi que des acteurs socio-sanitaires, psychosociaux, scolaires et socioculturels en matière de toxicomanies et de prévention des dommages encourus par les usagers de drogues ;
2. les interventions spécifiques de prévention envers des groupes ciblés, notamment envers des personnes confrontées ou susceptibles d'être confrontées à des problèmes de toxicomanies.

Le service actif en matière de toxicomanies peut, en outre, exercer une ou des missions particulières suivantes :

#### 1° La réinsertion

Le service actif en matière de toxicomanies effectue un travail d'encadrement nécessaire à la réinsertion sociale, familiale, scolaire et professionnelle des bénéficiaires. Il travaille en collaboration avec les personnes et institutions concernées, notamment les acteurs socio-sanitaires administratifs, scolaires et socioculturels et le monde du travail.

#### 2° La liaison

Le service actif en matière de toxicomanies mène une action de liaison entre différents intervenants ou entités qui accueillent des usagers de drogues. Il organise les collaborations de façon à ce que les besoins des bénéficiaires soient rencontrés de manière adéquate.

#### 3° La formation

Le service actif en matière de toxicomanies assure la sensibilisation, la formation, la formation continuée ou la supervision d'intervenants confrontés ou susceptibles d'être confrontés aux problèmes rencontrés par les usagers de drogues.

### **3. Maisons médicales : 48 agréées et une fédération**

La maison médicale exerce, dans le cadre du développement des soins de santé intégrée, les missions suivantes :

- 1° dispenser des soins de santé primaires, soit des soins de première ligne dispensés en consultation et à domicile et le suivi préventif;
- 2° assurer des fonctions de santé communautaire, soit développer des activités coordonnées avec l'ensemble du réseau psycho-médico-social et créer des conditions de participation active de la population à la promotion de sa santé;



3° assurer des fonctions d'observatoire de la santé en première ligne, soit recueillir des données permettant une description épidémiologique de la population desservie, l'évaluation des objectifs et l'auto-évaluation des activités de la maison médicale en vue d'une amélioration de la qualité des soins;

4° assurer des fonctions d'accueil.

#### **4. Centres de coordination de soins et de services à domicile : 5 centres agréés**

Le centre de coordination de soins et de services à domicile :

1° organise, à la demande du bénéficiaire ou de son représentant et en collaboration avec son médecin traitant, l'ensemble des soins et des services nécessaires. à son maintien à domicile;

2° organise à la demande du bénéficiaire ou de son représentant et en collaboration avec son médecin traitant, l'ensemble des soins et des services permettant d'assurer la continuité des soins et des services ainsi qu'une surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, afin d'éviter ou de raccourcir l'hospitalisation.

#### **5. Services de soins palliatifs et continués : 5 services agréés et une fédération**

Le service de soins palliatifs et continués exerce tout ou parties des missions suivantes :

1° organiser et coordonner, à la demande du patient ou de son représentant, en collaboration avec son médecin traitant et en liaison notamment avec l'équipe hospitalière et tout centre de coordination, l'ensemble des soins et des services à domicile permettant d'assurer la continuité des soins et des services ainsi que la surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept;

2° organiser et dispenser des soins palliatifs et continués, en étroite collaboration avec le médecin traitant et toute coordination;

3° assurer l'organisation et les interventions psychosociales, notamment psychiatriques que nécessite un patient atteint d'une maladie à pronostic fatal ainsi que le soutien à son entourage, en étroite collaboration avec le médecin traitant;

4° sensibiliser, assurer la formation, théorique ou pratique, la formation continue ou la supervision d'intervenants professionnels ou bénévoles, extérieurs au service

amenés à traiter ou à soutenir les patients atteints d'une maladie à pronostic fatal et leur entourage.

#### **6. Centres d'accueil téléphonique : 2 centres agréés**

Le centre d'accueil téléphonique exerce les missions suivantes :

- 1° organiser, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les jours de l'année, un accueil téléphonique et, le cas échéant, une orientation qui répond le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel ;
- 2° être téléphoniquement accessible à la population ;
- 3° assurer la supervision de l'activité des écoutants.

#### **7. Réseaux : 10 réseaux agréés**

La finalité du réseau est d'améliorer la coordination, la complémentarité, la pluridisciplinarité, la continuité et la qualité des prestations et activités en faveur du bénéficiaire et/ou de la population du territoire desservi.

#### **8. Initiatives : 89 projets en 2020 et 75 projets en 2021**

Soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, protéger, évaluer, maintenir ou rétablir la santé de la population.

#### **9. Promotion de la Santé : 57 projets**

Matière transférée de la Communauté française suite à la VI réforme de l'Etat en 2014. Soutien aux services de support, d'appui et d'accompagnement en promotion de la santé et aux différents opérateurs.

**10. Institutions qui ont fait le choix de la Cocof suite à la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat : 1 structure psychosociothérapeutique mixte et 1 Initiative d'Habitations protégées, agréées provisoirement**

Conventions transférées de la Communauté Française suite à la VI réforme de l'Etat en 2014. Il s'agit :

- soit d'une structure psychosociothérapeutique mixte qui bénéficiait au 30 juin 2014, de plusieurs conventions de rééducation fonctionnelle conclues avec l'Inami. Celle-ci offre, outre des soins dans le cadre d'une pratique ambulatoire pluridisciplinaire, des possibilités d'accueil et d'hébergement thérapeutique pour des personnes atteintes de troubles psychiques.
- soit d'une Initiative d'Habitations protégées bénéficiant d'un agrément délivré, notamment sur pied de la loi du 7 août 1987 relative aux hôpitaux. Celle-ci offre un hébergement et un accompagnement à des personnes qui ne nécessitent pas un traitement continu en hôpital et qui, pour des raisons psychiatriques doivent être aidées dans leur milieu de vie et de logement pour l'acquisition d'aptitudes sociales et pour lesquelles des activités de jour adaptées doivent être organisées.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

**1 à 7:** Arrêté ministériel portant agrément et subventionnement

**8:** Arrêté de subventionnement

**9:** arrêté de désignation et convention ou arrêtés annuels de subvention

**10 :** Arrêté ministériel portant agrément et subventionnement + conventions

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

**1 à 7:** Arrêté ministériel portant agrément et subventionnement

**8:** Arrêté de subventionnement

**9:** arrêté de désignation et convention ou arrêtés annuels de subvention

**10 :** Arrêté ministériel portant agrément et subventionnement + conventions

Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
<p>Les missions confiées aux services ambulatoires sont définies dans le décret du 5 mars 2009</p>
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<p><b>1 à 7</b> : Subventions forfaitaires liquidées en 4 avances trimestrielles (3* 25% et 20%) et un solde (5%). Les avances sont liquidées pour le 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre. Le solde est liquidé pour le 31 octobre de l'année suivante.</p> <p><b>8</b> : subventions forfaitaires liquidées en 2 tranches (80/20)</p> <p><b>9</b> : pour les services désignés et réseaux : subventions forfaitaires indexées annuellement et liquidées en 3 tranches (85/10/5) ; pour les initiatives, subventions forfaitaires annuelles liquidées en 2 tranches (85/15)</p> <p><b>10</b> : Subventions forfaitaires liquidées en 4 avances trimestrielles (3* 25% et 20%) et un solde (5%). Les avances sont liquidées pour le 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre.</p>
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p><b>1. Principes généraux</b></p> <p>Compensation forfaitaire déterminée par l'autorité régionale en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un nombre d'équivalent temps plein nécessaire à l'accomplissement de la mission</li> <li>- d'un pourcentage des frais de personnel octroyés pour les frais de formation continuée des travailleurs,</li> <li>- de montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement (fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable</li> </ul>

et administrative).

Soixante pour cent de la compensation doivent être justifiés par des frais de personnel.

L'autorité régionale détermine, tous les 5 ans, une programmation incluant un nombre de services par secteur en tenant compte de l'offre existante et des besoins constatés d'un point de vue sociologique, géographique, épidémiologique et socio-économique.

### **1. Services de santé mentale**

L'équipe minimale dispose, au moins, d'un ETP psychologue, d'un ETP assistant social et d'un ETP médecin spécialiste en psychiatrie. L'ETP médecin spécialiste en psychiatrie peut être occupé pour 0.5 ETP maximum par un médecin en maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte.

Le mode de calcul et les montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement sont :

- 1° 17.800 euros pour 4 équivalents temps plein;
- 2° 19.250 euros pour 5 et 6 équivalents temps plein;
- 3° 20.700 euros pour 7 et 8 équivalents temps plein;
- 4° 22.150 euros pour 9 et 10 équivalents temps plein;
- 5° 23.600 euros pour 11 équivalents temps plein et plus.

Un montant supplémentaire de 3.100 euros est octroyé par siège d'activités supplémentaire agréé

### **2. Services en matière de toxicomanies :**

ETP et frais de fonctionnement sont calculés de la manière suivante en fonction de :

1. le nombre de personnes accueillies :

de 201 à 500 + 0,5 ETP

de 501 à 1 000 + 1 ETP

+ de 1 000 + 1,5 ETP

## 2. le nombre de lieux d'activités :

deux lieux d'activités + 0,5 ETP

trois lieux d'activités et plus + 1 ETP

Lorsque le personnel complémentaire preste à mi-temps dans deux lieux d'activités il ouvre le droit à 2.479 euros de frais de fonctionnement.

Lorsque le personnel complémentaire preste à mi-temps dans trois lieux d'activités et plus il ouvre le droit à 4.958 euros de frais de fonctionnement.

Lorsque le personnel complémentaire preste à temps plein dans deux lieux d'activités il ouvre le droit à 4.958 euros de frais de fonctionnement.

Lorsque le personnel complémentaire preste à temps plein dans trois lieux d'activités et plus il ouvre le droit à 9.916 euros de frais de fonctionnement.

## 3. l'importance des participations financières émanant d'autres institutions.

L'absence de participations financières émanant d'autres institutions ouvre le droit à 0,5 ETP supplémentaire et à 2.479 euros de frais de fonctionnement.

## 4. la spécificité du projet et du public visé telle que :

- la permanence 24 h/24, la mobilité de l'équipe, l'exercice des missions dans les hôpitaux et les prisons ouvrent le droit à un maximum de 2 ETP supplémentaires et un maximum 29.747 euros de frais de fonctionnement.
- L'exercice cumulé simultanément de plusieurs missions et le nombre total d'ETP des services agréés ouvrent le droit, pour 4 missions à 0,5 ETP, pour 5 missions à 1 ETP et pour 6 missions à 1,5 ETP. Lorsque l'équipe comprend de deux à trois ETP, elle promérite 2.479 euros de frais de fonctionnement supplémentaires. Lorsque l'équipe comprend plus de trois ETP, elle promérite un supplément de 4.958 euros de frais de fonctionnement.

## 3. Maisons médicales

La subvention relative aux frais de fonctionnement est plafonnée à 8.100 euros.

Cette subvention est indexée et donc adaptée annuellement à chaque 1er janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.

## 4. Centres de coordination de soins et de services à domicile

La détermination de la catégorie est fonction :

1° de la moyenne annuelle du nombre de bénéficiaires pour lesquels un plan de soutien a été établi;

catégorie 1 : 80

catégorie 2 : 160

catégorie 3 : 240

2° du pourcentage de prestations effectuées en dehors des heures et jours ouvrables (par type de prestations);

catégorie 1 : 3 %

catégorie 2 : 6 %

catégorie 3 : 9 %

3° du choix des menus et de la possibilité de menus adaptés;

catégorie 1 : facultatif

catégorie 2 : facultatif

catégorie 3 : obligatoire

4° de l'utilisation d'un questionnaire à usage du bénéficiaire ou de son entourage sur les soins et services prestés.

catégorie 1 : obligatoire

catégorie 2 : obligatoire

catégorie 3 : obligatoire

Le temps de travail subventionné est

1° catégorie 1 dispose de 2 ETP coordinateur. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut être inférieure à 0.5 ETP;

2° catégorie 2 dispose de 3 ETP coordinateur et d'1 ETP administratif ainsi que 0.5 ETP de personnel de direction. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut être inférieure à 0.5 ETP;

3° catégorie 3 dispose de 4 ETP coordinateur de jour et de 4 ETP coordinateur de nuit et d'1 ETP administratif ainsi que d'1 ETP de personnel de direction. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut être inférieure à 0.5 ETP.

Le montant forfaitaire annuel total pour frais de fonctionnement, qui peut être justifié en totalité par des frais de fonctionnement, est fixé comme suit :

1° 17.700 euros pour un centre de catégorie 1;

- 2° 35.400 euros pour un centre de catégorie 2;
- 3° 66.650 euros pour un centre de catégorie 3.

L'indemnité forfaitaire par prestataire et par réunion est fixée à 15 euros.

Le montant maximal annuel de ces indemnités est fixé à :

- 1° 2.950 euros pour un service de catégorie 1;
- 2° 5.900 euros pour un service de catégorie 2;
- 3° 8.850 euros pour un service de catégorie 3.

L'indemnité de garde à domicile du personnel infirmier du service de catégorie 3 est fixée à 26 euros par nuit ou par jour férié au cours duquel le prestataire est callable.

## **5. Services de soins palliatifs et continués**

- pour la catégorie 1: 0,25 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire;
- pour la catégorie 2: 0,75 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire;
- pour la catégorie 3: 0,5 ETP universitaire et 1 ETP ESNU;
- pour la catégorie 4: 1,5 ETP ESNU et 0,5 ETP secrétaire;
  
- pour la catégorie 5: 0,75 ETP universitaire et 2,5 ETP ESNU et 1 ETP secrétaire. En application de l'article 25 du décret, si un hébergement on hospitalier de 15 lits minimum, dont le taux d'occupation est de 80% minimum, est organisé : 0,5 ETP universitaire, 6,5 ETP infirmier bachelier ou breveté

Les frais de fonctionnement sont de 10.000 euros minimum auxquels s'ajoutent 7.500 euros par mission supplémentaire. Si un hébergement non hospitalier de 15 lits minimum, dont le taux d'occupation est de 80% minimum, est organisé, s'ajoutent 8.960 € aux montants maximaux admissibles de la subvention relative aux frais de fonctionnement par service. Une partie des frais de fonctionnement peut être affectée aux frais de garde.

## **6. Centres d'accueil téléphonique**

La subvention pour frais de personnel couvre les frais de rémunération de :

- 3 ETP dont un directeur, un responsable de la formation et un secrétaire lorsque le centre occupe plus de 60 collaborateurs bénévoles;
- 1,5 ETP dont un responsable de la formation et un secrétaire si le centre en occupe de 40 à 60;



- 0,5 ETP responsable de la formation si le centre en occupe moins de 40.

La subvention pour frais de fonctionnement, d'équipement, de formation et de recrutement des bénévoles et de promotion du service s'élèvent à:

- 24.789 euros pour le centre qui occupe plus de 60 collaborateurs bénévoles;
- 11.155 euros pour le centre qui en occupe entre 40 et 60;
- 6.197 euros pour le centre qui en occupe moins de 40.

Ces montants sont indexés et adaptés annuellement chaque 1er janvier sur base de l'indice des prix à la consommation.

Ces montants peuvent être augmentés sur base :

1° du nombre d'appels téléphoniques :

- de 15 000 à 25 000 appels téléphoniques: 12.395 euros;
- de 25 000 à 40 000 appels téléphoniques: 37.184 euros;
- plus de 40 000 appels téléphoniques: 74.368 euros.

2° du nombre de collaborateurs bénévoles :

- de 60 à 80 collaborateurs bénévoles: 24.789 euros;
- plus de 80 collaborateurs bénévoles: 47.184 euros.

Ces montants peuvent être affectés à des frais de fonctionnement ou des frais de personnel complémentaires.

Ils sont indexés annuellement à chaque 1er janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.

## **7. Réseaux**

La subvention forfaitaire minimale octroyée au réseau agréé s'élève à 20.810 euros.

## **8. Initiatives**

**Octroi de la compensation par appel à projets**

**Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif**

## **9. Promotion de la Santé**

**Octroi de la compensation par appel à projets et selon les critères déterminés dans le Plan de promotion de la santé**

<b>Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget prévisionnel</b>	
<p><b>10. Institutions qui ont fait le choix de la Cocof suite à la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat : 1 structure psychosociothérapeutique mixte et 1 Initiative d'Habitations protégées</b></p> <p>Ces 2 institutions bénéficient de subventions forfaitaires non indexées. Elles couvrent des frais de personnel, de fonctionnement et de formation.</p>	
<b>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôle et inspection par le service d'inspection de l'administration : sur les aspects relatifs au respect des conditions d'agrément et des normes imposées, consultation sur place des pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de la mission</li> <li>- Contrôle de l'utilisation des subventions octroyées sur base d'un dossier justificatif annuel et des rapports d'activités</li> </ul>	
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG.	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Services de santé mentale : 17.430 Centres d'accueil téléphonique : 0,892 Services de soins palliatifs : 1,457 Centres de coordination et de services à domicile : 1,612 Maisons médicales : 3,969 Services actifs en matière de toxicomanies : 6,606 Réseaux : 0,775 Initiatives : 2,160 Institutions 6 <sup>ème</sup> réforme de l'Etat : 7,271 Promotion de la santé : 5,296	Services de santé mentale : 17.541 Centres d'accueil téléphonique : 0,936 Services de soins palliatifs : 1,804 Centres de coordination et de services à domicile : 1,690 Maisons médicales : 4,763 Services actifs en matière de toxicomanies : 6,664 Réseaux : 0,779 Initiatives : 1,422 Institutions 6 <sup>ème</sup> réforme de l'Etat : 7,279 Promotion de la santé : 5,723
<b>DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT</b>  <b>a) Les difficultés conceptuelles</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique</li> <li>la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique</li> </ul>	

- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la difficulté, en l'absence de plaintes, d'établir si les appels à proposition qui sont sélectifs par nature peuvent également aboutir à des distorsions de concurrence
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

#### **b) Les difficultés méthodologiques**

- la difficulté d'identifier au sein d'une même entreprise, les activités qui relèvent d'un SIGNE, d'un SIEG ou d'un SSIG
- Une entreprise poursuivant le même objet social peut recevoir des aides publiques de différents niveaux de pouvoir. Il est parfois compliqué d'identifier si ces activités relèvent de la même mission d'intérêt général.
- Lorsqu'un niveau de pouvoir octroie une mission d'intérêt général par le biais d'un mandatement et des aides publiques, un autre niveau de pouvoir peut financer des activités par appel à propositions. La distinction dans ce cas entre l'aide « de minimis » (- de 500.000 € sur 3 ans) et l'aide d'état compatible avec le marché n'est pas aisée (jusqu'à 15 M par an)
- Pour certaines entreprises, un niveau de pouvoir octroie un agrément, mais pas d'aides publiques. Ce découpage des compétences par niveau de pouvoir complique l'application de la décision

#### **c) Les difficultés concrètes d'analyse**

- La définition d'un seuil de contribution financière permettant de considérer s'il y a activité économique ou non (cotisations, PAF, contributions minimales acceptables)
- l'absence de transmission régulière d'informations entre les différents niveaux de pouvoir relative aux aides publiques accordées aux entreprises situées dans une même région (nécessité d'analyser à partir des bilans)
- la difficulté de distinguer dans les bilans le montant total des aides publiques dévolues à un même SIEG ou à plusieurs (d'où globalisation des aides publiques perçues)
- la difficulté de distinguer dans les bilans les montants qui relèvent d'un SIGNE (dont le financement n'est pas considéré comme relevant d'une

aide de minimis) et ceux qui relèvent d'un règlement de minimis

- la difficulté d'identifier et de pondérer sur le plan financier les aides en nature et les financements indirects dont bénéficient les entreprises (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel)

Section : Accueil de l'enfance
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés
<p><b>1. Subventions en infrastructures :</b> octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments</p> <p><b>2. L'asbl FRAJE</b> (Formation Recherche Accueil Jeune Enfant) qui vise l'amélioration de la formation des professionnels de l'enfance.</p> <p><b>3. Initiatives :</b> soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, évaluer, maintenir l'accueil de la petite enfance en Région bruxelloise.</p>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>1</p> <p>8 JUILLET 2013. - Décret de la Commission communautaire française visant au soutien de l'accueil de l'enfance, tel que modifié.</p> <p>8 DECEMBRE 2016. - Arrêté 2016/854 du collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance</p>
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<p><b>Subventions en infrastructures :</b></p> <p>Durée des travaux ou durée de l'acquisition dans le cas d'un achat de bâtiment.</p> <p><b>Fraje</b></p> <p>La convention est valable un an reconductible tacitement.</p>

<b>Initiatives</b>
Maximum un an, renouvelable
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
Normes fixées par les décrets de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ONE).
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes ET partiellement indirectes (mise à disposition de locaux)
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p><b>1. Subventions en infrastructures :</b></p> <p>Le taux d'intervention est fixé à 60 % du prix d'achat du bâtiment ou du marché de travaux, de fourniture ou de services, pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé par le Collège.</p> <p>Toutefois, un taux d'intervention majoré, fixé par le Collège peut être octroyé en fonction des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) sécurité des milieux d'accueil;</li> <li>b) faiblesse des contributions financières des parents;</li> <li>c) situation socio-économique du lieu d'implantation des milieux d'accueil ;</li> <li>d) intégration du milieu d'accueil dans un établissement d'enseignement ;</li> <li>e) participation du milieu d'accueil à un ensemble de services sociaux ;</li> <li>f) inclusion des enfants porteurs d'un handicap dans le milieu d'accueil ;</li> <li>g) inclusion d'enfants issus de familles fragilisées.</li> </ul> <p>Pour l'achat de bâtiment, le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que ce montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeuble ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le montant maximum subsidiable. La subvention est calculée sur la base de la plus basse des ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion du montant maximum pris en compte pour le calcul.</p> <p>Pour les travaux ou les fournitures, le demandeur doit passer par un marché public.</p> <p><b>2. Fraje</b></p> <p><b>Intervention dans les frais de fonctionnement sur base d'un budget justificatif et aides indirectes (mise à disposition de locaux)</b></p>

### **3. Initiatives**

#### **Intervention dans les frais de fonctionnement sur base d'un budget justificatif**

Les **modalités** habituelles **de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

#### **1. Subventions en infrastructures :**

Le demandeur :

1° ne peut modifier l'affectation des bâtiments pendant la durée de la période d'amortissement visée à l'article 7 sans l'autorisation préalable du Collège;

2° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la construction ou l'achat a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration des délais d'amortissement fixés à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention, majorée de 50 % de la plus-value éventuellement réalisée sur la partie du bâtiment ayant fait l'objet de la subvention;

3° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la rénovation ou l'aménagement a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention.

4° maintient l'accessibilité sociale visée à l'article 2, §1<sup>er</sup>, jusqu'à l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7. A défaut, il doit rembourser la part non amortie du montant de la subvention.

#### **2. Fraje et Initiatives**

Introduction d'un rapport d'activités et de pièces justificatives au terme de l'activité correspondant à la réalisation des projets déterminés dans l'arrêté d'octroi de la subvention

Visite et contrôle sur place des pièces et des documents par les agents de l'Administration et désignés par le Collège

Remboursement du trop-perçu sur base des pièces justificatives éligibles



<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Subventions en infrastructures</b>  Secteur public : 1,942 million €  Secteur privé : 0,814 million €  <b>Fraje :</b> 0,168 + aides indirectes (mise à disposition de locaux)  <b>Initiatives :</b> 0,190 million €	<b>Subventions en infrastructures</b>  Secteur public : 2,407 millions €  Secteur privé : 0,030 (30.300,00 €)  <b>Fraje :</b> 0,168 + aides indirectes (mise à disposition de locaux)  <b>Initiatives :</b> 0,226 million €
<b>DIFFICULTES RENCONTREES</b>  <b>a) Les difficultés conceptuelles</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique</li> <li>• la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique</li> <li>• la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni</li> <li>• la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande</li> <li>• la difficulté, en l'absence de plaintes, d'établir si les appels à proposition</li> </ul>	

qui sont sélectifs par nature peuvent également aboutir à des distorsions de concurrence

- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

#### **b) Les difficultés méthodologiques**

- la difficulté d'identifier au sein d'une même entreprise, les activités qui relèvent d'un SIGNE, d'un SIEG ou d'un SSIG
- Une entreprise poursuivant le même objet social peut recevoir des aides publiques de différents niveaux de pouvoir. Il est parfois compliqué d'identifier si ces activités relèvent de la même mission d'intérêt général.
- Lorsqu'un niveau de pouvoir octroie une mission d'intérêt général par le biais d'un mandatement et des aides publiques, un autre niveau de pouvoir peut financer des activités par appel à propositions. La distinction dans ce cas entre l'aide « de minimis » (- de 500.000 € sur 3 ans) et l'aide d'état compatible avec le marché n'est pas aisée (jusqu'à 15 M par an)
- Pour certaines entreprises, un niveau de pouvoir octroie un agrément, mais pas d'aides publiques. Ce découpage des compétences par niveau de pouvoir complique l'application de la décision

#### **c) Les difficultés concrètes d'analyse**

- La définition d'un seuil de contribution financière permettant de considérer s'il y a activité économique ou non (cotisations, PAF, contributions minimales acceptables)
- l'absence de transmission régulière d'informations entre les différents niveaux de pouvoir relative aux aides publiques accordées aux entreprises situées dans une même région (nécessité d'analyser à partir des bilans)
- la difficulté de distinguer dans les bilans le montant total des aides publiques dévolues à un même SIEG ou à plusieurs (d'où globalisation des aides publiques perçues)
- la difficulté de distinguer dans les bilans les montants qui relèvent d'un SIGNE (dont le financement n'est pas considéré comme relevant d'une aide de minimis) et ceux qui relèvent d'un règlement de minimis
- la difficulté d'identifier et de pondérer sur le plan financier les aides en nature et les financements indirects dont bénéficient les entreprises (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel)

<b>Section : L'accès et la réinsertion sur le marché du travail</b>
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés</b>
<p><b>Base légale :</b> Décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.</p>
<p><b>Ateliers de formation par le travail (AFT)</b></p> <p>Les AFT organisent des opérations de formation par le travail qui procèdent par une mise en situation de travail réel dans un cadre d'activités organisées au sein même de l'organisme, donnant lieu à la production, commercialisation ou non, de biens ou de services. Elles consistent en l'acquisition des pré-requis professionnels nécessaires à l'exercice d'un emploi ou la poursuite d'une formation qualifiante.</p>
<p>Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Arrêté portant agrément (ou renouvellement d'agrément) des organismes d'insertion socioprofessionnelle en application du décret du 27 avril 1995 ;</p> <p>Arrêté fixant les catégories de subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle agréés par la Commission communautaire française en application du décret du 27 avril 1995 et de l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001</p>
<p><b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Les agréments sont octroyés pour une durée de 3 ans et sont renouvelables</p> <p>Les catégories de subventionnement sont fixées sur base annuelle .</p>
<p>Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.</p>

Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>La COCOF finance le personnel pédagogique et de coordination pédagogique.</p> <p>L'équipe de base subventionnée est définie en fonction du volume d'activité de l'organisme calculé sur la moyenne des trois dernières années et comprend les postes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisme de catégorie 1 jusque 15 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1 ETP formateur cl 2 ou 0.75 ETP formateur cl. 1</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 2 de 15 à 25 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1.5 ETP formateur cl. 2 ou 1.25 ETP formateur cl. 1</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 3 de 25 à 35 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1.75 ETP formateurs cl. 2 ou 1.50 ETP formateur cl. 1</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 4 de 35 à 45 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 2 ETP formateurs cl. 2 ou 1.75 ETP formateurs cl.1</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 5 de 45 à 55 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 2.5 ETP formateurs cl. 2 ou 2.25 ETP formateurs cl.1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 6 Plus de 55 000 heures/an <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 3 ETP formateurs cl. 2 ou 2.75 ETP formateurs cl. 1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique</li> </ul> </li> <li>• Atelier de Formation par le Travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ + 0.5 ETP formateur cl. 2 en plus de l'équipe à laquelle leur donne droit leur catégorie de subventionnement</li> </ul> </li> <li>• Missions locales <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1 ETP coordinateur pédagogique</li> </ul> </li> </ul>

Des frais de fonctionnement forfaitaires sont octroyés aux organismes agréés. Ils sont modulés en fonction de la catégorie dans laquelle ils sont agréés.

Ces montants sont indexés chaque année et sont fixés comme suit :

- organisme de catégorie 1 5.276,36 euros
- organisme de catégorie 2 6.683,42 euros
- organisme de catégorie 3 8.442,17 euros
- organisme de catégorie 4 10.200,95 euros
- organisme de catégorie 5 11.959,74 euros
- organisme de catégorie 6 13.718.54 euros

Sauf modification de la décision d'agrément le concernant en fonction des dispositions de l'article 11 du décret "ISP", l'organisme reste dans la même catégorie de subventionnement durant toute la durée de l'agrément qui lui est octroyé. Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse). En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision. Toute modification d'affectation d'un poste subventionné doit être immédiatement notifiée à l'administration.

La subvention pour frais de formation continuée s'élève à 1 % de la masse salariale du personnel des organismes agréés affecté à des missions d'insertion socioprofessionnelle, à l'exception du personnel des missions locales.

#### **Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse).

En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision.

Les subventions sont liquidées par avances trimestrielles.

Le solde de la subvention d'une année n'est versé qu'après remise des pièces justificatives, comptes et bilan et rapport d'activités.

L'article 13, §4 du décret du 27 avril 1995 stipule que <i>les organismes sont tenus de s'assurer des financements complémentaires, nécessaires à la mise en œuvre des actions, auprès des pouvoirs publics, et d'éventuels fonds professionnels, compétents en matière de formation, d'emploi et d'éducation permanente.</i>	
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG.	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Dix associations sont financées en 2020 pour un montant total de 1,549 million d'€ suivant le tableau détaillé ci-dessous	Dix associations sont financées en 2021 pour un montant total de 1,450 million d'€ suivant le tableau détaillé ci-dessous

Section	
Services sociaux	Les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables Personnes handicapées
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre	
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b>.</p>	
<p><b>Base légale :</b></p> <p>Décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié.</p> <p>Décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.</p> <p>Décret de la Commission communautaire française du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.</p> <p>Arrêté 2017/626 du 1<sup>er</sup> mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.</p>	

Arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, tel que modifié.

Arrêté 99/262/E2 du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié.

Arrête 99/262/E4 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié.

Arrêté n° 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié.

Arrêté 2017/1127 du 1<sup>er</sup> mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accompagnement, mettant en œuvre la section 4 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié.

Arrêté 2017/1481 du 1<sup>er</sup> mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accueil familial, mettant en œuvre la section 3 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2017/891 du 1<sup>er</sup> mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de soutien aux activités d'utilité sociale, mettant en œuvre la section 5 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié.

Arrêté 2017/1388 du 1<sup>er</sup> mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié.

Arrêté 2020/440 du 15 juillet 2021 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'appui à la communication alternative pour les personnes présentant des difficultés de compréhension, mettant en œuvre partiellement l'article 28 du décret de la



Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée. (Entré en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021)

Arrêté 2018/2292 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux entreprises de travail adapté, mettant en œuvre la section 2 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée. (Remplace l'arrêté 2008/1584 ci-dessus. Entré en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2019).

Arrêté 2017/892 du 1<sup>er</sup> mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de loisirs inclusifs, mettant en œuvre la section 7 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié.

Arrêté 2018/1219 du 1<sup>er</sup> mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de participation par des activités collectives, mettant en œuvre la section 3 du chapitre 7 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié.

Arrêté 2018/1592 du 24 janvier 2019 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'appui à la formation professionnelle, mettant en œuvre l'article 29 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié.

Arrêté 2011/149 du Collège de la Commission communautaire française du 14 juillet 2011 fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Arrêté 2017/165 du Collège de la Commission communautaire française du 23 novembre 2017 relatif aux projets particuliers et innovants, aux labels et aux associations reconnues, mettant en œuvre les sections 3 et 4 d chapitre 7 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

#### **Principes généraux :**

1. Le décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée stipule en son art. 70, al. 2 :  
« Les centres, services, associations, logements et entreprises sont mandatés pour une durée de 10 ans maximum renouvelable en tant que services d'intérêt économique général dans le

sens de la Décision (CE) 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, relatif aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. »

2. L'autorité régionale fixe de manière distincte pour chaque type de centres, d'entreprises ou de services spécifiques aux personnes handicapées des normes d'agrément qui portent sur :

1° les missions ;

2° la qualité ;

3° l'infrastructure ;

4° l'organisation et le fonctionnement ;

5° le nombre et le niveau de qualification du personnel ainsi que sa formation continuée ;

6° le nombre et le type de personnes handicapées ;

7° les relations entre le centre, l'entreprise ou le service et la personne handicapée ;

8° les relations entre le centre, l'entreprise ou le service et le service PHARE.

### **1. Les services d'accompagnement : 27 agréés (dont un au 1<sup>er</sup> juin 2021)**

Ils ont pour missions :

1° lorsqu'ils accueillent des enfants handicapés en bas âge et leur famille, parfois même avant la naissance, d'assurer un soutien précoce sur le plan éducatif, social, psychologique et de la santé ;

2° lorsqu'ils accompagnent l'enfant et le jeune handicapé, d'assurer un soutien sur le plan éducatif, social, psychologique et de la santé ; d'encadrer leur inclusion scolaire, sociale et professionnelle ;

3° lorsqu'ils accompagnent l'adulte handicapé, de soutenir son autonomie et le maintien ou l'amélioration de sa qualité de vie en lui fournissant ainsi qu'à sa famille, si nécessaire, l'information et l'accompagnement répondant à ses besoins dans les actes et les démarches de la vie courante.

De plus chaque service d'accompagnement, quel que soit l'âge de la personne handicapée, exerce les missions suivantes :

- 1° l'accompagnement de la personne handicapée dans son projet de vie par un soutien individualisé effectué à domicile dans le cadre du service, ou dans tout autre lieu approprié ;
- 2° la mise en place et la recherche avec la personne handicapée, avec sa famille et son réseau, si nécessaire, de réponses à ses besoins spécifiques ;
- 3° la mise en contact de la personne handicapée et de sa famille, si nécessaire, avec les personnes, les services et les milieux d'accueil qui peuvent leur être utiles ;
- 4° la participation à toutes démarches de prévention quant à l'apparition et l'aggravation des handicaps.

## **2. Les entreprises de travail adapté : 12 agréées**

Les entreprises de travail adapté ont pour objectifs prioritaires :

- 1° d'assurer à toute personne handicapée un travail utile et rémunérateur ;
- 2° de permettre à la personne handicapée de se perfectionner professionnellement et de valoriser ses compétences.

## **3. Les centres de jour et les centres de jour pour enfants scolarisés : 33 agréés**

Les centres de jour ont pour mission d'accueillir en journée, y compris le repas de midi, les personnes handicapées en assurant une prise en charge médicale, psychologique, paramédicale, sociale et éducative qui vise à leur permettre d'atteindre ou de préserver la plus grande autonomie possible et un niveau optimal d'intégration familiale et sociale. Les centres de jour accueillent soit des personnes handicapées mineures scolarisées ou non, soit des personnes handicapées majeures qui ne peuvent s'intégrer dans un lieu de formation ou de travail, adapté ou non.

## **4. Les centres d'hébergement : 33 agréés**

Les centres d'hébergement ont pour mission d'accueillir les enfants ou les adultes handicapés, en soirée, la nuit, y compris le repas du matin ainsi que la journée lorsque l'activité de jour habituelle n'est pas organisée ou que la personne handicapée ne peut s'y rendre.

## **5. Les services de participation par des activités collectives - PACT : 2 agréés dont 1 à partir de janvier 2021**

Les services de participation par des activités collectives ont pour missions :

- 1° l'organisation d'activités collectives de volontariat au profit de la société ;
- 2° la valorisation des compétences de la personne handicapée par sa participation à des activités collectives de volontariat.

#### **6. Les services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes : 1 agréé**

Ils ont pour missions :

- 1° de traiter les demandes en matière de prestations d'interprétation en langue des signes ou de translittérateurs ou de vélotypie ;
- 2° de mettre des interprètes, translittérateurs ou vélotypistes à la disposition des demandeurs.

#### **7. Les services d'appui à la communication alternative pour les personnes présentant des difficultés de compréhension : 1 agréé (à partir de janvier 2021)**

Ils ont pour missions de rendre l'information accessible aux personnes présentant des difficultés de compréhension en facile à lire et à comprendre au travers des actions suivantes :

- 1° l'information aux demandeurs sur les modalités d'accès aux prestations du service ;
- 2° l'établissement et la gestion d'une liste de prestataires ;
- 3° l'organisation des prestations en facile à lire et à comprendre ;
- 4° la mise à disposition des demandeurs de l'information rendue accessible ;
- 5° la formation initiale des prestataires et leur formation continuée ;
- 6° la reconnaissance des prestataires ;
- 7° la reconnaissance des relecteurs ;
- 8° la reconnaissance des formateurs de prestataires ;
- 9° l'établissement d'un code de déontologie des prestataires ;
- 10° la formation et la reconnaissance des formateurs de prestataires en facile à lire et à comprendre ;
- 11° la sensibilisation du public à ce moyen alternatif de communication.

#### **8. Les services de soutien aux activités d'utilité sociale : 1 agréé**

Les services de soutien aux activités d'utilité sociale ont pour mission :

1° apporter une aide et un soutien à la personne handicapée dans le cadre d'activités d'utilité sociale ;

2° rechercher l'offre d'activités d'utilité sociale accessible à la personne handicapée ;

3° promouvoir les activités d'utilité sociale de la personne handicapée dans la société.

#### **9. Les services d'accueil familial (2 conventionnés)**

Ils ont pour missions :

1° la recherche et la sélection des familles d'accueil ;

2° le soutien de la personne handicapée et de la famille d'accueil ;

3° le suivi et l'évaluation de l'accueil ;

4° le développement de partenariat.

#### **10. Les services de loisirs inclusifs (3 agréés)**

Ils ont pour missions :

1° l'accompagnement dans la recherche d'activités de loisirs inclusives ;

2° l'organisation de loisirs inclusifs ;

3° la collaboration avec d'autres organisations actives en matière de loisirs.

#### **11. Les services d'appui à la formation professionnelle (2 conventionnés, 2 agréés dont 1 à partir de janvier 2021)**

Ils ont pour missions la mise en œuvre de :

1° l'accompagnement psychopédagogique individuel ;

2° la formation et de la coordination ;

3° l'information et de la médiation.

#### **12. Les projets particuliers et innovants**

<p>Ces projets ont pour objectif soit d'apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés, soit d'améliorer l'offre existante, soit de sensibiliser et d'informer.</p> <p>Ils se répartissent en :</p> <p>1° projets particuliers de courte durée (30 projets en 2020 et 29 en 2021) ;</p> <p>2° projets innovants (1 projet en 2020 et 1 en 2021) ;</p> <p>3° projets particuliers agréés (*) (9 projets sur 2020-2021).</p> <p><b>(*) pour rappel, ces projets ont une durée maximale de 5 ans</b></p>
<p>Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Le décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée.</p> <p>Arrêté d'agrément du Collège de la Commission communautaire française</p> <p>Arrêté de subventionnement</p>
<p><b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p><b>Services agréés à l'exception des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées et des centres de jour pour enfants scolarisés</b></p> <p>Pour les agréments en cours : 5 ans maximum, renouvelable ;</p> <p>Pour les prochains renouvellements d'agréments : 10 ans maximum, renouvelable.</p> <p><b>Centres de jour et centres d'hébergement pour personnes handicapées et centres de jour pour enfants scolarisés</b> : 5 ans maximum, renouvelable</p> <p><b>Projets particuliers et innovants</b></p> <p>1° projets particuliers de courte durée : 1 an ;</p> <p>2° projets innovants : 3 ans ;</p> <p>3° projets particuliers agréés : maximum 5 ans, renouvelable.</p>
<p>Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.</p>

Définis dans le décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p><b>1. Les services d'accompagnement</b></p> <p>Chaque service peut être agréé dans l'une des catégories suivantes :</p> <p>1° la catégorie 1 : le service assure l'accompagnement d'au moins 12 personnes handicapées par an.</p> <p>Le service agréé pour la première fois est repris en catégorie 1 ;</p> <p>2° la catégorie 2 : le service assure l'accompagnement d'au moins 20 personnes handicapées par an ;</p> <p>3° la catégorie 3 : le service assure l'accompagnement d'au moins 40 personnes handicapées par an ;</p> <p>4° la catégorie 4 : le service assure l'accompagnement d'au moins 60 personnes handicapées par an.</p> <p>5° la catégorie 5 : le service assure l'accompagnement d'au moins 80 personnes handicapées par an.</p> <p>Ces accompagnements se concrétisent par :</p> <p>1° au moins 288 interventions par an en catégorie 1 ;</p> <p>2° au moins 480 interventions par an en catégorie 2 ;</p> <p>3° au moins 960 interventions par an en catégorie 3 ;</p> <p>4° au moins 1.440 interventions par an en catégorie 4 ;</p> <p>5° au moins 1.920 interventions par an en catégorie 5.</p> <p>En outre, ils peuvent être agréés pour exercer une ou plusieurs des actions spécifiques suivantes :</p> <p>1° le support aux milieux d'accueil de la petite enfance :</p> <p>Il s'agit de la participation du service à une équipe itinérante de support des milieux d'accueil de la petite enfance dans le cadre d'un accueil inclusif de la petite enfance en situation de handicap. Ces milieux d'accueil situés en Région bruxelloise sont autorisés par l'Office de la</p>

Naissance et de l'Enfance dans le respect du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », et de ses arrêtés d'exécution.

2° la halte-accueil :

Il s'agit d'un lieu d'accueil occasionnel de jour pour enfants jusque 6 ans révolus, mis en œuvre dans le respect du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », et de ses arrêtés d'exécution.

Le lieu d'accueil tient compte des spécificités des enfants en situation de handicap accueillis. Il concourt au développement de l'enfant par des activités individuelles et collectives adaptées. Il offre aux parents un temps de répit.

3° l'aide à l'inclusion scolaire :

Il s'agit de l'aide à l'inclusion scolaire pour des enfants et des jeunes en situation de handicap qui suivent un enseignement maternel, primaire ou secondaire ordinaire.

Ces enfants et ces jeunes peuvent bénéficier d'un processus d'intégration scolaire mis en place par le décret de la Communauté française du 3 mars 2004 relatif à l'enseignement spécialisé.

Cette aide individuelle comprend le soutien de la personne handicapée et de son entourage dans les différentes dimensions du processus d'inclusion scolaire, l'aide à l'utilisation de matériel spécifique, la coordination ou la médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir dans le processus d'inclusion, leur sensibilisation et leur information.

4° l'extra-sitting :

Il s'agit de l'organisation de garde active individuelle pour des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance, à domicile ou dans un autre milieu de vie.

5° l'organisation d'activités de loisirs :

Il s'agit de l'organisation d'activités collectives régulières de loisirs à caractère ludique, culturel, touristique, culinaire, de détente, de bien-être, d'expression sous toutes ses formes, sans que cette liste soit limitative, et/ou de séjours adaptées pour des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance.

Certains séjours et activités peuvent se dérouler en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale.

6° le support aux situations critiques :

Il s'agit de l'aide à des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance, lorsqu'elles se trouvent dans des conditions mettant en danger leur personne ou celle d'autrui ou risquent une exclusion sociale ou familiale.

Cette aide peut consister, selon le cas, en un soutien de la personne handicapée, de son entourage (famille, milieu d'accueil), une aide à l'utilisation de stratégies spécifiques, une coordination ou une médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir, une sensibilisation et une mobilisation des équipes de professionnels.



7° le logement accompagné :

Il s'agit d'un logement dont le service est locataire ou propriétaire et qui est mis à la disposition d'une personne handicapée majeure pour une durée limitée éventuellement renouvelable dans le but d'accroître son autonomie et de soutenir son choix de lieu de vie futur.

Le projet individualisé tient compte de ces objectifs et comprend principalement des interventions individuelles menées dans le cadre de la vie quotidienne.

### **Des subventions**

La subvention annuelle des frais de personnel affecté aux missions de base visées est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :

1° service de catégorie 1 : 1,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,25 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;

2° service de catégorie 2 : 2,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;

3° service de catégorie 3 : 3,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,75 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;

4° service de catégorie 4 : 4,5 équivalents temps plein, dont maximum 1 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;

5° service de catégorie 5 : 5,5 équivalents temps plein, dont maximum 1 équivalent temps plein dans la fonction de direction.

La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.

Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

La subvention annuelle des frais généraux est limitée aux montants suivants :

1° service de catégorie 1 : 14.000,00 euros ;

2° service de catégorie 2 : 25.000,00 euros ;

3° service de catégorie 3 : 32.000,00 euros ;

4° service de catégorie 4 : 41.000,00 euros ;

5° service de catégorie 5 : 50.000,00 euros.

La subvention annuelle relative aux actions spécifiques et pour lesquelles le service est agréé couvre des frais de personnel et des frais généraux qu'il a encourus selon la répartition qu'il détermine.

Pour l'action spécifique « support aux milieux d'accueil de la petite enfance », la subvention est limitée à 14.000 €.

Pour l'action spécifique « halte-accueil », la subvention est limitée à 16.000 €.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes et de périodes d'accueil, la subvention est réduite à due concurrence.

Pour l'action spécifique « aide à l'inclusion scolaire », la subvention est limitée aux montants suivants :

- dans le cadre de l'article 30, 1° : 18.000 € ;
- dans le cadre de l'article 30, 2° : 36.000 € ;
- dans le cadre de l'article 30, 3° : 54.000 €.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes et d'interventions, la subvention est réduite à due concurrence.

Pour l'action spécifique « extra-sitting », la subvention est limitée aux montants suivants :

- dans le cadre de l'article 31, 1° : 80.000 € ;
- dans le cadre de l'article 31, 2° : 140.000 € ;
- dans le cadre de l'article 31, 3° : 180.000 €.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres d'heures repris à l'article 31, la subvention est réduite à due concurrence.

Pour l'action spécifique « organisation d'activités de loisirs », la subvention est limitée aux montants suivants :

- dans le cadre de l'article 32, 1° : 30.000 € ;
- dans le cadre de l'article 32, 2° : 52.000 €.

Si le service est agréé pour accueillir des personnes qui disposent du statut de grande dépendance, ces montants sont triplés.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de périodes repris à l'article 32, la subvention est réduite à due concurrence.

Pour l'action spécifique « support aux situations critiques », la subvention est limitée à 33.000 euros.

Si le service est agréé pour aider des personnes qui disposent du statut de grande dépendance, ce montant est porté à 99.000 €.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes aidées, la subvention est réduite à due concurrence.

Pour l'action spécifique « logement accompagné », la subvention est limitée aux montants suivants :

- dans le cadre de l'article 34, 1° : 12.000 € ;
- dans le cadre de l'article 34, 2° : 20.000 € ;
- dans le cadre de l'article 34, 3° : 30.000 €.

## **2. Les entreprises de travail adapté**

### **Subvention pour les travailleurs en situation de handicap** (Art. 57 arrêté 2018/2292)

La demande d'intervention dans la rémunération des travailleurs de l'entreprise de travail adapté distingue :

- 1° une première partie relative aux travailleurs handicapés ;
- 2° une deuxième partie relative aux personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation professionnelle ;
- 3° une troisième partie relative à une indemnité de sécurité d'existence en cas de chômage économique.

L'entreprise détermine les membres du personnel pour lesquels elle sollicite une intervention.

La subvention dans la rémunération des personnes handicapées de l'entreprise est octroyée dans le respect des dispositions visées aux articles 44 et 45 de l'arrêté du Collège du 7 mai 2015. Les travailleurs handicapés sont rémunérés au minimum au revenu minimum moyen mensuel garanti.

(Art. 59) La première partie de la demande d'intervention, relative aux travailleurs handicapés se rapporte :

- 1° aux travailleurs handicapés sous contrat de travail dont la fonction correspond à un code barème des nos 21 à 24 tels que précisés à l'annexe 3 ;
- 2° aux travailleurs handicapés sous contrat de travail dont la fonction correspond à un code barème des nos 13 à 20 tels que précisés à l'annexe 3.

Le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération de ces travailleurs est fixé à :

a) pour les travailleurs sous 1°, au montant de la rémunération payée à chaque travailleur handicapé.

Pour la fixation de ce montant :

- la partie de la rémunération horaire qui excède le montant obtenu en multipliant par 1,21 le revenu minimum moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, calculé sur une base horaire compte tenu d'une durée hebdomadaire de travail de 38 heures, n'est pas retenue ;

b) pour les travailleurs visés au 2°, au barème correspondant à la fonction exercée par le travailleur, tel que défini à l'annexe 3. Le barème pris en considération est toutefois plafonné au barème 19 de cette annexe 3.

(Art. 60) La rémunération relative aux travailleurs handicapés comprend la rémunération brute totale relative :

- a) aux heures effectivement prestées ou les heures qui font l'objet d'une récupération ;
- b) aux heures assimilées : congés syndicaux, congés de circonstances, congés-éducation payés, jours fériés, jours de vacances (simple pécule) ;
- c) aux rémunérations garanties en cas d'incapacité de travail (maladie).

Elle ne comprend pas la rémunération des heures supplémentaires, ni les primes et indemnités contractuelles.

Elle comprend une prime de fin d'année de 3,16 % de la rémunération brute prise en considération pendant la période de référence qui s'étend du 1er octobre de l'année précédente son octroi au 30 septembre de l'année de son octroi.

Elle comprend également une prime exceptionnelle annuelle dont le montant s'élève à 49 euros pour un travailleur handicapé occupé à temps plein. Pour les travailleurs handicapés occupés à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant une année complète durant la période du 1er octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année de son octroi, le montant de la prime est calculé au prorata des heures subventionnées.

Elle comprend enfin une prime complémentaire annuelle octroyée à chaque travailleur handicapé occupé au quota de l'entreprise. Cette prime est fixée à 130 euros en 2019, à 260 euros en 2020 et en 2021 et à 390 euros à partir de 2022. Pour les travailleurs occupés à

temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant une année complète durant la période du 1er octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année de son octroi, le montant de la prime est calculé au prorata des heures subventionnées.

(Art. 61) Le montant de l'intervention est égal au montant de la rémunération pris en considération multiplié par un pourcentage variant, selon la catégorie de capacité professionnelle comme suit :

1° travailleur de la catégorie A : coefficient : 45

2° travailleur de la catégorie B : coefficient : 60

3° travailleur de la catégorie C : coefficient : 75

4° travailleur de la catégorie D : coefficient : 90

5° travailleur de la catégorie E : coefficient : 95

6° travailleur de la catégorie F : coefficient : 100.

(Art. 62) Lorsque l'entreprise n'occupe pas au moins 20 % du quota dont la catégorie professionnelle des travailleurs est E ou F, le SPFB opère sur la subvention trimestrielle accordée à l'entreprise une retenue de 2000 euros par travailleur handicapé non occupé, calculée sur la moyenne du trimestre considéré.

(Art. 63) La deuxième partie de la demande de subvention se rapporte aux personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation professionnelle. Elles bénéficient d'une rémunération à charge de l'entreprise composée :

1° d'une indemnité horaire fixée à 0,3469 euros ;

2° d'une intervention complémentaire calculée selon les modalités visées aux articles 60, 61 et 63, §3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015.

§ 2. La rémunération est due pour les heures effectivement prestées et les jours fériés.

§ 3. Le SPFB rembourse à l'entreprise l'intervention complémentaire.

(Art. 64) La troisième partie de la demande de subvention est relative à l'indemnité de sécurité d'existence en cas de chômage temporaire. Le SPFB octroie une subvention d'un montant de 2 euros par jour de chômage temporaire pour autant que l'employeur ait indemnisé le travailleur pour ce jour.

Cette subvention est limitée annuellement aux 40 premiers jours de chômage temporaire par travailleur et à maximum 20 jours multipliés par le quota.

**Subvention pour le personnel d'encadrement.**

(Art. 65) La subvention pour les frais de personnel d'encadrement est octroyée sur base du principe de la continuité de la fonction occupée et se rapporte aux membres du personnel définis ci-après :

1° a) un directeur ;

b) un membre du personnel de soutien social mi-temps, et pour les entreprises de plus de 50 unités au quota, un quart-temps supplémentaire par tranche de 25 unités ;

c) un chef-moniteur.

2° en fonction de son quota :

a) un directeur adjoint ou un assistant de direction quart temps par tranche de 25 unités au-dessus de 100 unités ;

b) un membre du personnel de support trois-quart temps par tranche de 25 unités ; dans cette limite, l'entreprise peut bénéficier d'une subvention pour maximum un responsable administratif, un responsable commercial et un responsable technique ;

c) un moniteur mi-temps par tranche de 5 unités ;

d) au sein d'un groupe de 12 membres du personnel moniteur équivalents temps plein subsidié, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour un chef moniteur ; pour chaque groupe supplémentaire de 6 moniteurs équivalents temps plein subsidiés, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour un chef moniteur ;

3° en fonction du nombre moyen de travailleurs handicapés ayant effectué des prestations pendant le trimestre considéré :

a) un moniteur ou un membre du personnel de support quart temps supplémentaire est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle E ou F ;

b) un moniteur mi-temps supplémentaire est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle B, C, D, E ou F dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise ou en contact direct et permanent avec la clientèle ;

c) un moniteur temps plein supplémentaire est accordé par groupe de 50 travailleurs handicapés, classés en capacité professionnelle B, C, D, E ou F dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise ;

d) un moniteur à quart-temps est retiré par groupe de 5 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle A.

§ 2. Le complément prévu sous 3°, a) n'est pas cumulable pour les travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle E ou F avec les compléments prévus sous 3°, b) et c).

(Art. 66) Le SPFB, après avoir consulté l'entreprise, peut décider de retirer la subvention d'un moniteur temps plein par tranche de 650 jours de chômage économique pour le trimestre concerné. Il sera tenu compte du type d'activité de l'entreprise et des efforts fournis pour réduire ce nombre de jour.

(Art. 67) Pour les membres du personnel d'encadrement, le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération est le barème correspondant au titre de la fonction admise par l'administration, tel que précisé à l'annexe 3 du présent arrêté.

Toutefois, au-delà des normes minimales d'encadrement visées par les articles 28 et 65 et par dérogation à l'article 19, § 1er, du présent arrêté, l'entreprise peut affecter un travailleur à l'exercice d'une fonction pour laquelle il ne satisfait pas aux critères de qualification fixés par l'annexe 3 du présent arrêté. Dans ce cas particulier, l'entreprise le rémunère à hauteur du barème correspondant à la fonction qu'il occupe alors que le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération est limité au barème de la fonction admise par l'administration pour ce travailleur.

Les barèmes sont repris en annexe 4. La subvention est fixée à 61 % du barème.

L'intervention est calculée au prorata du régime de travail et des prestations effectives auxquelles les prestations suivantes sont ajoutées :

- a) les heures assimilées : congés syndicaux, congés de circonstances, congés-éducation payés, jours fériés, jours de vacances (simple pécule) ;
- b) les rémunérations garanties en cas d'incapacité de travail (maladie).

Elle ne comprend pas la rémunération des heures supplémentaires, ni les primes et indemnités contractuelles.

Elle comprend une prime de fin d'année de 3,16 % de la rémunération brute prise en considération pendant la période de référence qui s'étend du 1er octobre de l'année précédant son octroi au 30 septembre de l'année de son octroi.

Elle comprend également une prime exceptionnelle annuelle dont le montant s'élève à 49 euros pour un travailleur occupé à temps plein. Pour les travailleurs occupés à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant une année complète durant la période du 1er octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année de son octroi, le montant de la prime est calculé au prorata des heures subventionnées.

Elle comprend enfin une prime complémentaire annuelle octroyée à chaque travailleur de l'entreprise. Cette prime est fixée à 130 euros en 2019, à 260 euros en 2020 et en 2021 et à 390 euros à partir de 2022. Pour les travailleurs occupés à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant une année complète durant la période du 1er octobre de l'année précédente

au 30 septembre de l'année de son octroi, le montant de la prime est calculé au prorata des heures subventionnées.

(Art. 71) Pour déterminer l'ancienneté des travailleurs bénéficiaires d'une fonction barémisée, les règles suivantes sont d'application :

1° ancienneté acquise dans la même fonction et dans le secteur des entreprises de travail adapté : l'ancienneté complète est retenue ;

2° ancienneté acquise dans une autre fonction dans le secteur des entreprises de travail adapté : l'ancienneté complète est retenue si le travailleur passe d'une fonction barémisée à une autre fonction barémisée, ou la moitié de l'ancienneté plafonnée à 10 ans est retenue s'il passe d'une fonction non barémisée à une fonction barémisée ;

3° ancienneté acquise dans la même fonction en dehors du secteur des entreprises de travail adapté : l'ancienneté complète est retenue et plafonnée à 10 ans ;

4° ancienneté acquise dans une autre fonction et en dehors du secteur des entreprises de travail adapté : la moitié de l'ancienneté est retenue et plafonnée à 10 ans.

En ce qui concerne les moniteurs, on entend par même fonction l'encadrement de personnes.

Les périodes de travail et jours assimilés sont additionnés et comptabilisés en années et en mois complets.

On entend par période de travail :

1° les périodes de travail effectivement prestées couvertes par un contrat de travail ou par le statut régi par le droit public ou en tant qu'indépendant ; ces dispositions s'appliquent également aux chômeurs difficiles à placer et aux travailleurs reconnus en incapacité de travail primaire, ou en invalidité et bénéficiant d'une autorisation de travail à temps partiel dans le cadre de la loi coordonnée - arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;

2° les jours assimilés définis à l'article 24 de l'Arrêté royal du 28 novembre 1969, les samedis, dimanches et jours de récupération, les périodes d'écartement, de congé d'accouchement et parental, les maladies, les vacances annuelles, l'interruption de carrière et le crédit temps, le congé éducation payé.

Aucune distinction n'est faite entre les prestations à temps partiel et les prestations à temps plein.



### **Subventions pour frais de fonctionnement**

(Art. 72) En vertu de l'article 86, 4° du décret, une subvention pour les frais de fonctionnement est octroyée selon les modalités suivantes :

Par entreprise, le montant de la subvention est fixé trimestriellement en fonction de la capacité professionnelle des travailleurs handicapés :

1° travailleur de la catégorie A : 150 euros

2° travailleur de la catégorie B : 200 euros

3° travailleur de la catégorie C : 250 euros

4° travailleur de la catégorie D : 300 euros

5° travailleur de la catégorie E : 320 euros

6° travailleur de la catégorie F : 335 euros.

Cette subvention est octroyée à une entreprise en fonction des prestations trimestrielles et des capacités professionnelles des travailleurs handicapés. Les montants visés au § 1er sont octroyés pour les travailleurs handicapés qui comptent des prestations dans le trimestre.

Cette subvention est octroyée avec l'avance trimestrielle versée à l'ETA.

Si l'entreprise ne peut justifier de son utilisation complète, la partie non justifiée fera l'objet d'une récupération et sans report sur l'exercice suivant. Le Directeur d'administration fixe les modalités de cette éventuelle récupération et en informe l'entreprise.

Les frais éligibles pour cette subvention concernent les frais généraux, personnalisés et/ou de transport des travailleurs, en ce compris les frais relatifs à la médecine du travail, à l'assurance responsabilité civile, au secrétariat social, aux loyers, à l'énergie, au transport, aux investissements non subventionnés, aux travaux d'entretien, aux prestations de consultants et experts et les frais engendrés par la mise en oeuvre du Protocole d'accord non-marchand 2018-2019.

### **Subventions à l'infrastructure**

L'administration accorde aux entreprises des subventions à l'infrastructure.

Les dépenses qui peuvent être subventionnées sont l'achat de terrains, la construction de bâtiments, l'achat de bâtiments, la transformation de bâtiments, l'achat d'équipements.

Le montant de la subvention octroyée est égal à 50 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration.

## **Equipement**

(Art. 74) La subvention octroyée à l'entreprise s'élève à 206 euros par travailleur handicapé prévu au quota en vigueur au 1er janvier de chaque exercice.

(Art. 75) Le SPFB procède à la liquidation dans le courant du premier trimestre de chaque exercice.

(Art. 76) La valeur facturée de l'équipement qui peut faire l'objet d'une subvention ne peut être inférieure à 500 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.

Les biens d'équipement comprennent les machines, le mobilier, le matériel, des biens immatériels et le matériel roulant à l'exception des véhicules de fonction. Le leasing de machines et de matériel roulant peut être pris en considération.

Les investissements ne peuvent être réalisés antérieurement à la période quinquennale prise en considération, sachant que la première période quinquennale démarre le 1er janvier 2019.

## **Immobilier**

(Art. 80) Les dépenses éligibles sont l'achat de terrains, la construction de bâtiments, l'achat de bâtiments et la transformation de bâtiments, dont le montant hors taxe sur la valeur ajoutée ne peut être inférieur à 5000 euros.

(Art. 83) La demande de subvention doit comprendre :

- 1° un extrait de plan cadastral situant l'emplacement, les plans, coupes et façades des bâtiments réalisés par un architecte lorsque le règlement de l'urbanisme l'impose ;
- 2° l'offre de prix du bien à acheter ou le devis des travaux à effectuer ;
- 3° la preuve que l'entreprise dispose des sommes nécessaires pour couvrir la différence entre le coût réel et la subvention, éventuellement par l'emprunt ;
- 4° l'indication des biens sur lesquels l'entreprise donne garantie hypothécaire, ou des autres sûretés qu'elle donne en garantie des engagements visés ci-dessus ;
- 5° lorsque l'investissement est déjà réalisé, la copie du contrat de l'assurance des immeubles et de son contenu contre le risque d'incendie et les risques connexes ;
- 6° un plan d'investissement à long terme ;
- 7° le détail de l'impact écologique de l'investissement ;
- 8° la preuve du lien direct de l'investissement avec l'objet social de l'entreprise.

En fonction de l'investissement, le Directeur d'administration peut dispenser l'entreprise de transmettre certains documents.

(Art. 84) Le SPFB instruit la demande en tenant compte de l'ordre de priorité suivant :

- 1° la sécurité des travailleurs ;
- 2° le maintien de l'infrastructure existante (entretien et réparation) ;
- 3° la mise au travail des travailleurs handicapés des catégories E et F ;
- 4° l'achèvement de chantiers en cours ;
- 5° la modernisation de l'infrastructure ;
- 6° la rentabilisation de l'infrastructure ;
- 7° la capacité d'autofinancement de l'entreprise.

(Art. 85) Une subvention à l'infrastructure n'est octroyée à une entreprise que pour le nombre de travailleurs handicapés correspondant au quota en vigueur au 1er janvier de l'année de la demande.

(Art. 86) Les achats et travaux déjà effectués ne peuvent faire l'objet d'une subvention que pour autant que la date de l'achat ou du début des travaux ne soit pas antérieure de plus de deux ans au 1er janvier de l'année de la demande.

(Art. 87) La subvention est limitée à 19.800 euros par travailleur handicapé prévu au quota. La subvention maximale qui peut être accordée à l'entreprise tient compte des montants déjà octroyés jusqu'au 31 décembre 2019 et repris à l'annexe 5 du présent arrêté.

(Art. 88) A partir de 2029, une subvention déjà octroyée peut faire l'objet d'une libération de la partie amortie par tranche de 10 ans pour réaliser des transformations ou pour de nouveaux investissements.

(Art. 89) La procédure d'octroi de la subvention comporte deux étapes :

- 1° un accord de principe pris par le Membre du Collège ;
- 2° une décision définitive d'octroi de subvention prise par le membre du Collège comprenant la description des modalités de liquidation.

L'accord de principe et la décision définitive indiquent :

- 1° les achats et travaux qui sont pris en considération par le SPFB ;
- 2° les éléments sur base desquels le montant de la subvention est calculé ;
- 3° les modifications éventuelles apportées au plan des achats et constructions ;
- 4° la durée d'amortissement des biens subventionnés conformément aux dispositions de l'annexe 2 ;

5° les garanties que doit fournir l'entreprise.

### **Subventions au Fonds de Sécurité d'existence**

(Art. 94) Une subvention annuelle de 233.000 euros est octroyée par le SPFB au Fonds de sécurité d'existence en matière de formation, de primes syndicales et de régime de chômage avec complément d'entreprises des travailleurs subsidiés pour lesquels une subvention a été octroyée pendant au minimum 15 trimestres au cours des cinq dernières années précédant la date de prépension.

(Art. 95) Une subvention annuelle de 63.000 euros est octroyée par le SPFB au Fonds de sécurité d'existence en matière de promotion économique du secteur en vue de financer un emploi à temps plein d'un travailleur dont la mission consiste en la promotion économique du secteur, notamment en développant :

- la prospection commerciale pour plusieurs entreprises ;
- l'accès aux marchés publics ;
- les diversifications des activités et les économies d'échelle entre entreprises.

Au maximum 15 % de la subvention peuvent être justifiés par des frais généraux en lien direct avec la mission décrite ci-dessus. Un dossier justificatif des dépenses qui comprend les fiches de paie, le compte individuel annuel, les déclarations ONSS trimestrielles et un rapport d'activités est à transmettre au SPFB selon les modalités qu'il fixe. Si après contrôle du dossier de pièces justificatives, le montant que représentent les justificatifs acceptés est inférieur au montant octroyé, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés. Le SPFB récupère la partie non justifiée.

Une subvention annuelle de 50.000 euros est octroyée par le SPFB au Fonds de sécurité d'existence pour développer des campagnes et autres outils de promotion du secteur.

(Art. 96) Le non dépensé dégressif de la prime de fin d'année pour les années 2019, 2020 et 2021 est affecté aux missions du Fonds de sécurité d'existence. Le montant non dépensé établi par le SPFB est validé par le Membre du Collège chargé du budget.

### **3 & 4. Centres de jour et Centres d'hébergement**

Une subvention annuelle est octroyée aux centres. Elle comprend :

- 1) une subvention pour frais généraux ;

- 2) une subvention pour frais personnalisés ;
- 3) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées ;
- 4) une subvention pour la prise en charge du personnel.

La *subvention annuelle pour frais généraux* octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.

Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à 1 314 € multipliés par la capacité agréée de base.

Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à 3 248 € multipliés par la capacité agréée de base.

La capacité agréée prise en considération pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.

La *subvention annuelle pour frais personnalisés* octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais suivants :

- soins;
- éducation, rééducation et activités spécifiques;
- alimentation [ y compris la nourriture entérale et le matériel indispensable à son absorption ainsi que les substituts alimentaires];
- lingerie et habillement;
- transport accompagné ou non des personnes handicapées.

Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à 1 041 euro multipliés par la capacité agréée de base, hors prises en charge légères.

Pour les centres de jour qui accueillent des enfants, un montant complémentaire maximum par an de euro 645 est octroyé pour chacun d'eux. Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à 1 140 euro multipliés par la capacité agréée, hors prises en charge légères.

Pour les centres d'hébergement dont les personnes handicapées ne sont pas inscrites en centre de jour, un montant complémentaire maximum par an de 768 euro est octroyé pour chacune d'elles.

Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, pour les personnes handicapées en situation de court séjour ou de répit, la subvention forfaitaire accordée s'établit à 5 euro par demi-jour de prise en charge et à 15 euro par nuit de prise en charge.

Le montant maximum de la subvention ainsi calculée est réduit de 4 % ou de 2 % selon que le rapport entre le nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle et la capacité agréée n'atteint pas respectivement 90 % ou 95 %.

Pour les centres d'hébergement, selon que le résultat du rapport, calculé sur l'antépénultième année, entre la somme des journées de présence réelle des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux et la capacité agréée déduction faite de sa partie réservée à des prises en charge légère et multipliée par 180 en centre d'hébergement pour enfants ou par 138 en centre d'hébergement pour adultes, atteint un taux, soit compris entre 20 % et 29 %, soit compris entre 30 % et 49 %, soit compris entre 50 % et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, ils peuvent bénéficier, pour l'année en cours, d'une majoration s'établissant respectivement à 15 %, 25 %, 30 % ou à 40 % de la subvention calculée en vertu de cet article. Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure peut bénéficier d'une majoration de 15 % de sa subvention. Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures. Un jour d'absence représente toute absence de 24 heures consécutives.

*Une subvention annuelle en matière de frais de transport collectif*, fixée à maximum 1,09 euro (HTVA) par kilomètre ou à maximum 3,07 euro (HTVA) par kilomètre pour un véhicule adapté est octroyée aux centres de jour.

*Subvention pour la prise en charge du personnel*

Toute subvention pour frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement à aucun moment et quelle que soit la circonstance.

La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe Ire NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné arrêté par le Collège.

Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.

L'augmentation du taux de charge patronale doit être justifiée soit par une augmentation de 25 % au moins de la proportion de personnes évaluées en C soit par un changement de palier

du taux d'occupation du centre durant les week-ends, les vacances et les jour fériés.

Pour les centres agréés après le 1er janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales du même type d'agrément. Si le nouveau centre accueille ou héberge au moins 75 % de personnes évaluées en C, il bénéficie du taux moyen des centres qui accueillent ou hébergent au moins 75 % de personnes évaluées en C.

Le supplément de salaire pour les prestations effectuées la nuit entre 20 heures et 6 heures pris en compte dans la subvention pour frais de personnel est fixé à un plafond annuel de 4 545 heures pour un centre dont la capacité agréée de base hors prises en charges légères est inférieure ou égale à 25 et dont moins de 25 % des personnes handicapées sont évaluées en catégorie C.

La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.

En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :

- \* les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une ASBL dont dépend au moins un centre;
- \* les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1er janvier 2003;
- \* le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1er janvier 2003 est subventionné sur base d'un ETP dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures selon les montants maxima suivants :

30,85 € pour le médecin généraliste;

40,92 € pour le médecin spécialiste.

La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés. Elle est accordée comme suit :

- a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute;
- b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire.

La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée. Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

### **Centres de jour pour enfants scolarisés**

Une subvention annuelle est octroyée aux centres.

Elle comprend :

- 1) une subvention de fonctionnement ;
- 2) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées : scolarisées uniquement pendant les vacances scolaires ; en âge préscolaire pendant toute l'année ;
- 3) une subvention pour la prise en charge du personnel.

La *subvention de fonctionnement* octroyée est destinée à couvrir les frais personnalisés, de fonctionnement, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.

Le montant maximum par an équivaut à 2.227,72 € multipliés par la capacité agréée.

Dans les centres qui accueillent des enfants qui ne sont pas pris en charge dans un centre



d'hébergement, un montant complémentaire maximum de 310,90 € par an est octroyé pour chacun d'eux

La subvention est augmentée des frais d'activités médicales à l'exclusion de toute prestation figurant à la nomenclature des prestations de santé établie sur base de la législation relative à l'assurance obligatoire des soins de santé, à condition que la norme du personnel médical prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, la subvention couvre ces activités médicales dans les limites de cette norme non utilisée et selon les montants horaires maxima ci-dessous :

- 37,76 € pour le médecin généraliste en fonction dans le centre avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003 ;
- 24,49 € pour le médecin généraliste qui entre en fonction dans le centre à partir du 1<sup>er</sup> /01/03;
- 50,09 € pour le médecin spécialiste en fonction dans le centre avant le 1<sup>er</sup> /01/03;
- 32,49 € pour le médecin spécialiste qui entre en fonction dans le centre avant le 1<sup>er</sup> /01/03

La *subvention pour frais de personnel* est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 3 du présent arrêté.

Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.

Pour les centres agréés après le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales des centres de jour pour enfants scolarisés.

La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.

La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés.

Elle est accordée comme suit :

- a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute;
- b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire.

La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

## **5. Les services de participation par des activités collectives - PACT**

Des subventions sont octroyées au service de participation par des activités collectives en matière de frais de personnel, de frais généraux et pour les indemnités versées dans le cadre du volontariat.

La *subvention annuelle des frais de personnel* est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes établies par unité de la capacité agréée du service :

- Personnel de direction : 0,025 équivalent temps plein ;

- Personnel administratif et comptable : 0,025 équivalent temps plein, parmi les fonctions suivantes : secrétaire/assistant-e de direction, comptable, assistant-e comptable ou assistant-e administratif-ve ;
- Personnel paramédical, éducatif et technique : 0,2 équivalent temps plein, parmi les fonctions suivantes : fonctions paramédicales, éducateur-trice classe 1, 2 ou 3, ou technicien-ne classe 1, 2 ou 3.

Le nombre d'emplois subventionnés pour des travailleurs titulaires d'un titre de master ne peut dépasser 0,5 équivalent temps plein.

La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.

Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention pour frais de personnel est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

La *subvention annuelle des frais généraux* est limitée à 10.000,00 euros auquel est ajouté un montant de 200,00 euros par unité de la capacité agréée du service.

La *subvention annuelle pour les indemnités versées dans le cadre du volontariat* correspond à la somme des indemnités éventuellement versées aux personnes handicapées.

## **6. Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes**

Des subventions sont octroyées aux services d'interprétation pour sourds en matière de personnel et de frais généraux.

La subvention annuelle des frais de personnel est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :

2,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction et au moins 1 équivalent temps plein dans la fonction d'interprète, de translittérateur et/ou de vélotypiste.

La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour les frais de personnel pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

La subvention pour les frais généraux et les frais de formation des prestataires est limitée à 75.000 euros.

## **7. Les services d'appui à la communication alternative pour les personnes présentant des difficultés de compréhension (à partir de janvier 2021)**

Des subventions sont octroyées aux services d'appui à la communication alternative en matière de personnel et de frais généraux.

La subvention pour les frais de personnel contractuel couvre la masse salariale du personnel à concurrence :

De 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction et de 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de secrétaire/assistant-e de direction ou comptable ou assistant-e administratif-ve. La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM.

Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

La subvention pour les frais de fonctionnement du service est limitée à 18.000,00 euros.

## **8. Les services de soutien aux activités d'utilité sociale**

Des subventions sont octroyées au service de soutien aux activités d'utilité sociale en matière de frais de personnel et de frais généraux.

La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence de 1,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,25 équivalent temps plein dans la fonction de direction, le solde relevant de la fonction d'accompagnement.

La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées

à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

La subvention pour les frais de fonctionnement du service est limitée à 14.000,00 euros.

## **9. Les services d'accueil familial**

Des subventions sont octroyées au service d'accueil familial en matière de frais de personnel et de frais généraux.

La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence : de 1 à 2,5 équivalents temps plein (en fonction de la catégorie agréée).

La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

La subvention pour les frais de fonctionnement est de 6.000,00 à 42.000,00 euros (en fonction de la catégorie agréée).

## **10. Les services de loisirs inclusifs**

Des subventions sont octroyées au service de loisirs inclusifs en matière de frais de personnel et de frais généraux.

La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence : de 0,5 à 1 équivalent temps plein (en fonction de la catégorie agréée).

La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

La subvention pour les frais de fonctionnement est de 6.500,00 à 12.000,00 euros (en fonction de la catégorie agréée).

## **11. Les services d'appui à la formation professionnelle**

Des subventions sont octroyées au service de loisirs inclusifs en matière de frais de personnel et de frais généraux.

La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence : de 0,5 à 2 équivalents temps plein (en fonction de la catégorie agréée).

La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

La subvention pour les frais de fonctionnement est de 2.000,00 à 14.000,00 euros (en fonction de la catégorie agréée).

## **12. Les projets particuliers et innovants**

### **Octroi de la compensation par appel à projets**

#### **Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif.**

La décision d'agrément et de subvention des projets particuliers agréés de maximum 5 ans précise l'équipe du personnel subventionnée, en nombre et en fonctions, dans le respect des dispositions de l'arrêté NM , le montant annuel maximum des frais généraux subventionnés et les frais éligibles.

Les **modalités** habituelles de **remboursement** des **éventuelles** **surcompensations** et les **moyens d'éviter** ces **surcompensations**.

## **1. Les services d'accompagnement**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée visée à l'article 25, des actions spécifiques agréées visées à l'article 5, des missions conventionnées visées à l'article 6, de l'évolution du personnel repris à l'article 18 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 48, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Lorsque le SPFB constate que le trop-perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

## **2. Les entreprises de travail adapté**

### **Normes relatives à la gestion, à la comptabilité et aux rapports à établir**

(Art. 48 arrêté 2018/2292) S'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel. Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.

### **Modalités générales d'octroi des subventions**

(Art. 56) Les états trimestriels sont introduits par l'entreprise auprès de l'administration. Ces états comprennent une déclaration détaillant pour chacun des mois du trimestre considéré et pour chaque travailleur, le type de contrat, le nombre d'heures de travail prestées et assimilées, la rémunération horaire, le montant des cotisations de sécurité sociale versées, ainsi que tout renseignement demandé par l'administration qui fixe le modèle de la déclaration et le mode de transmission des données.

Ces états doivent être introduits avant l'expiration du deuxième mois qui suit le trimestre pour lequel l'intervention est demandée. A défaut, le Directeur d'administration se prononce sur la recevabilité de la demande.

Lorsque l'Administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions trimestrielles dues, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour le trimestre en cours.

Une récupération peut exceptionnellement, à la demande de l'entreprise, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit alors un plan d'apurement du trop-perçu.



### **Subventions aux investissements relatifs à l'immobilier**

(Art. 90) L'accord de principe et la décision définitive d'octroi d'une subvention pour des biens immeubles cesse d'avoir effet d'office et de plein droit si les travaux ne sont pas entamés ou les achats ne sont pas effectués avant l'expiration du semestre qui suit le trimestre qui a été retenu pour le début des travaux et la réalisation des achats. En outre, l'entreprise doit occuper, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'occupation des bâtiments achetés, construits ou transformés pour lesquels une subvention est accordée, le nombre de travailleurs handicapés prévu au quota.

En cas d'achat d'un terrain, l'entreprise doit entamer les travaux de construction dans un délai de deux ans à compter de son achat.

En cas d'inobservation des exigences précisées aux deux alinéas précédents, l'entreprise doit rembourser la subvention qui lui a été octroyée.

(Art. 91) Pour les biens immeubles, les pièces justificatives permettant la liquidation des subventions doivent être introduites à l'administration dans un délai de six mois à compter, soit de la date de la notification de la décision définitive lorsque les travaux ou achats étaient déjà réalisés à cette date, soit de la date de réalisation des travaux ou de la date des factures d'achats lorsque cette réalisation ou ces achats sont postérieurs à la notification de la décision.

(Art. 93) La subvention ne peut être affectée qu'à l'investissement pour lequel elle a été octroyée. Cette affectation ne peut être modifiée sans l'autorisation du Membre du Collège aux conditions qu'il détermine et après avis du SPFB.

En cas de changement de l'affectation de la subvention, le SPFB fait établir la valeur vénale des biens.

L'entreprise est alors tenue de rembourser la part de la valeur vénale correspondant au pourcentage de subventionnement des biens par le SPFB. Si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien immobilier ayant la même affectation, elle n'est tenue de rembourser la plus-value qu'à concurrence du montant de la vente qui n'a pas été réinvesti.

### **Subventions pour l'équipement**

(Art. 79) Au terme de chaque période quinquennale, et avec les renseignements transmis par l'entreprise dans son rapport d'activité et son détail comptable, le SPFB établit la différence

entre la subvention forfaitaire et les montants des investissements réalisés durant cette même période.

Le SPFB soumet au préalable une proposition de décision à l'entreprise qui dispose d'un délai d'un mois pour communiquer ses observations. Le SPFB transmet alors la décision définitive dans un délai d'un mois.

Lorsque le SPFB constate que les subventions annuelles forfaitaires versées à l'entreprise sont supérieures aux investissements réalisés, il récupère le trop perçu par compensation avec les prochaines subventions annuelles pour les frais d'investissements.

(Art. 78) L'entreprise ne peut, sans autorisation préalable du SPFB, procéder à la désaffectation ou modifier l'affectation des biens subsidiés.

En cas de vente avant l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention sans que cette somme puisse être inférieure à 50% du prix de vente. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser 50 % du prix de vente pour les biens dont la valeur d'achat initiale est supérieure à 5000 euros. Cependant, si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien d'équipement nécessaire à l'entreprise, elle n'est pas tenue de rembourser.

#### **Subventions pour frais de fonctionnement**

(Art. 72) Ces frais font l'objet de justificatifs qui sont repris dans les comptes transmis à l'administration. Les factures et preuves de paiements doivent être conservées sept ans et être produites à la demande du SPFB ou du service d'inspection du SPFB.

### **3 & 4. Les centres de jour y compris les centres de jour pour enfants scolarisés et les centres d'hébergement**

Chaque centre agréé doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans adoptés par le Collège.

L'exercice comptable correspond à l'année civile. Une comptabilité analytique par agrément et le bilan de l'ASBL sont transmis à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés des rapports d'un réviseur d'entreprise.

- s'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.

La subvention annuelle est versée aux centres sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues au présent chapitre.

L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, des normes d'encadrement auxquelles peut prétendre le centre et de l'évolution du personnel engagé en terme de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté.

Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le centre auprès de l'administration pour le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.

Le dossier est établi conformément au modèle fixé par l'administration et comprend au minimum les pièces justificatives suivantes :

Concernant la subvention pour frais généraux et la subvention pour frais personnalisés

- le grand livre des charges et des produits ;
- la balance générale ;
- les tableaux d'amortissement des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital ;
- le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle.

Concernant le transport collectif ;

- les factures accompagnées de pièces justificatives qui précisent de manière globale les dates des transports effectués, le nombre de personnes handicapées transportées, leurs noms, leurs adresses et le nombre de kilomètres parcourus.

Concernant la subvention pour frais de personnel :

- \* les comptes individuels de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction ;
- \* un détail des doubles pécules de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction pour l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention annuelle est déterminée;
- \* l'attestation C 450bis émanant de l'ONSS ;
- \* l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel ;
- \* le décompte définitif de l'assurance-loi ;
- \* pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le centre ;

- \* le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail ;
- \* le décompte définitif de la médecine du travail ;
- \* la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé.

Concernant les contributions financières des personnes handicapées les pièces justificatives déterminées par l'administration.

Si le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle dépasse la capacité agréée de base, les contributions financières déduites de la subvention accordée au centre sont réduites proportionnellement à la capacité agréée de base.

Lorsque l'administration constate que, pour une année considérée, les avances mensuelles versées à un centre sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère sur une période maximale de 12 mois le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

#### **5. Les services de participation par des activités collectives - PACT**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de la capacité agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 33, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Lorsque le SPFB constate que le trop-perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

## **6. Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

Les frais de prestations sont subventionnés en couvrant les frais de personnel et les frais généraux afférents aux missions décrites aux articles 3 et 4 dans les limites fixées au présent chapitre.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de l'évolution du personnel repris à l'article 15 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Lorsque le SPFB constate que le trop-perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

## **7. Les services d'appui à la communication alternative**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée visée à l'article 25, des actions spécifiques agréées visées à l'article 5, des missions conventionnées visées à l'article 6, de l'évolution du personnel repris à l'article 18 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 48, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Lorsque le SPFB constate que le trop-perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

## **8. Les services de soutien aux activités d'utilité sociale**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 33, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Lorsque le SPFB constate que le trop-perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

## **9. Les services d'accueil familial**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.



La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 34, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Lorsque le SPFB constate que le trop-perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

#### **10. Les services de loisirs inclusifs**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Lorsque le SPFB constate que le trop-perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

## **11. Les services d'appui à la formation professionnelle**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Lorsque le SPFB constate que le trop-perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

## **12. Les projets particuliers et innovants**

### **1° Projets particuliers de courte durée**

Introduction de pièces justificatives au terme de l'activité

Contrôle des pièces justificatives fournies

Visite et contrôle sur place

Remboursement du trop-perçu sur la base du dossier justificatif accepté

### **2° Projets innovants / Idem**

### **3° Projets particuliers agréés**

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.

Le service transmet au Service PHARE pour le 31 mai de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

#### **Montant des aides octroyées**

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

<b>2020</b>	<b>2021</b>

<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>		
	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>		
<b>Types de services</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Services d'accompagnement	8,617 (8.617.000)	8,864 (8.864.000)
Entreprises de travail adapté (salaire)	23,900 (23.900.305)	26,061 (26.060.979)
Entreprises de travail adapté (investissement)	0,064 (64.158)	0,593 (593.131)
Centres de jour/d'hébergement	80,366 (80.366.000)	82,072 (82.072.000)
Centres de jour pour enfants scolarisés	28,475 (28.475.000)	29,607 (29.607.000)
Services de participation par des activités collectives - PACT	0,096 (96.000)	0,234 (234.000)
Les services d'appui individuel (regroupent le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes et le service d'appui à la communication alternative pour les personnes présentant des difficultés de compréhension)	0,234 (234.000)	0,303 (303.000)
Le service de soutien aux activités d'utilité sociale	0,168 (168.000)	0,154 (154.000)
Services d'accueil familial	0,483 (483.000)	0,502 (502.000)
Services de loisirs inclusifs	0,049 (49.000)	0,106 (106.000)

Services d'appui à la formation professionnelle	0,221 (221.000)	0,233 (233.000)
Projets particuliers et innovants	2,364 (2.364.000)	3,033 (3.033.000)
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales		
2020	2021	
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)		
2020	2021	
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)		
2020	2021	

<p><b>Section : Inclusion sociale des groupes vulnérables</b></p> <p><b>Sous secteur : Cohésion sociale</b></p>
<p><b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés</b></p>
<p>Base légale :</p> <p>Décret du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale et Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 2005 portant exécution du décret du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale</p> <p>Décret du 30 novembre 2018 relatif à la Cohésion sociale et Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juin 2019 portant exécution du décret du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale.</p>
<p><b>1. Le contrat communal de cohésion sociale : 13 contrats communaux pour 189 projets (2020) et 188 (2021).</b></p> <p>Le Collège propose aux communes relevant de « l'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation » la négociation et la signature d'un contrat communal de cohésion sociale répondant à une des priorités suivantes pour le quinquennat 2016-2020</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1 Le soutien et l'accompagnement à la scolarité</li> <li>2 L'apprentissage et l'appropriation de la langue française en tant que citoyen actif</li> <li>3 La citoyenneté interculturelle</li> <li>4 Le « vivre ensemble »</li> </ol> <p>Par ailleurs, les actions menées doivent concourir à la mixité culturelle, la mixité de genre, la mixité d'âge et la mixité sociale.</p> <p>Afin de garantir la bonne exécution de ces contrats, le Collège peut financer une coordination locale chargée, en concertation avec les Services du Collège, de sélectionner les projets du milieu associatif après appel public à projets, d'en organiser la coordination, de les accompagner au niveau administratif et de les évaluer.</p> <p>Dans le cadre de leur enveloppe communale, les communes peuvent réserver d'une partie de cette enveloppe pour financer des projets ponctuels et non récurrent. Les communes suivantes disposent d'une réserve communale : Saint-Josse et Saint-Gilles.</p>

## **24 projets (2020) et 32 (2021)**

### **2. Le contrat régional de cohésion sociale : 59 projets (2020) et 59 (2021) contrats régionaux**

Le contrat régional de cohésion sociale détermine, pour une durée maximale de cinq ans, la manière dont les objectifs fixés par le Collège seront poursuivis par les associations.

Il fixe un ou plusieurs objectifs spécifiques aux associations concernées, et détermine le

projet qu'elles entendent développer, le public qu'elles visent, la finalité de leur action, le budget qui leur est alloué, ainsi que les critères et modalités d'évaluation de leur travail.

Les contrats régionaux de cohésion sociale sont précédés d'un appel à projet lancé par le Collège.

### **3. Le Centre régional d'appui à la cohésion sociale (CRACS) : dont les missions sont confiées au Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI)**

Le Centre régional est chargé d'élaborer, en concertation avec les coordinations locales, un rapport annuel sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région, et de proposer au Collège des orientations nouvelles pour cette politique. Ce rapport est communiqué à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Il organise la rencontre des acteurs de la cohésion sociale au niveau régional.

### **4. Le Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français (CREDAF) : dont les missions sont confiées à l'asbl Lire et Ecrire Bruxelles**

Ce centre régional est chargé de :

- 1° accueillir et orienter les adultes francophones et non francophones vers les dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français les plus adéquats;
- 2° coordonner sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale les dispositifs d'alphabétisation pour les adultes francophones et d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les adultes non francophones et apporter, à la demande de ses partenaires, son expertise méthodologique et pédagogique en cette matière;
- 3° dispenser des cours d'alphabétisation aux personnes adultes, quelle que soit leur origine, qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'écrit en français;
- 4° dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes



adultes peu ou non scolarisés dont la langue maternelle n'est pas le français et qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'oral et de l'écrit en français;  
5° former les personnes chargées de dispenser les cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français visés aux points 3° et 4° ainsi que les autres professionnels nécessaires à l'organisation de ces formations;  
6° détacher auprès de ses partenaires associatifs et publics des formateurs qualifiés pour dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes peu ou non scolarisées.

**5. Le Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté (CREDASC) : dont les missions sont confiées à la Coordination des écoles de devoirs (CEDD)**

Ce Centre régional est chargé de :

- 1° ) accompagner méthodologiquement les opérateurs de cohésion sociale agréés pour un action de l'axe prioritaire « soutien et accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté », en cohérence avec tous les acteurs en la matière, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et avec les missions de ceux-ci concernant le développement global de l'enfant et du jeune, et apporter, à la demande de ses partenaires, son expertise méthodologique et pédagogique en cette matière;
- 2° ) orienter les jeunes et les enfants, en cohérence avec tous les acteurs en la matière, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, vers les dispositifs d'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté;
- 3° ) orienter vers ou offrir des formations utiles pour ces opérateurs;
- 4° ) organiser la rencontre des opérateurs de terrain afin d'émettre des recommandations et remettre des avis sur la mise en pratique de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté à partir des constats de terrain et des rencontres organisées;
- 5° ) évaluer l'application et la mise en œuvre du décret particulièrement en ce qui concerne les actions de l'axe prioritaire « soutien et accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté ».

**6. Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI): 1 subvention annuelle octroyée**

Le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle est une association-relais entre les associations du terrain, les pouvoirs publics régionaux et les médias. Il constitue un soutien et un encouragement de la vie associative.

La subvention annuelle allouée par le Collège permet d'intervenir dans les missions suivantes :

- soutien des associations par une aide logistique ;
- organisation des manifestations propres à la cohésion sociale en suscitant une synergie entre les productions sociales et culturelles des différentes communautés ;

- organisation de formations de personnes issues de l'immigration et de professionnels des secteurs non-marchand dans le but d'améliorer l'implication de tous dans une société multiculturelle ;
- sensibilisation du public régional aux aspects positifs et constructifs d'une société interculturelle.

## **7. Fonds d'impulsion à la politique des Immigrés (FIPI) :**

**FIPI associatif : 101 projets (2020) 95 (2021)**

**FIPI communal : 92 (2020) 89 (2021)**

Le Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (F.I.P.I.) a été créé en 1991 par le Gouvernement fédéral. Son objectif est de soutenir des projets favorisant l'intégration sociale des personnes d'origine étrangère, la prévention des discriminations et le dialogue interculturel. Suite à la 6ème réforme de l'état et aux transferts de la sainte Emilie, le FIPI a été confié aux entités fédérées et donc pour partie à la Commission communautaire française (COCOF). Il y a 9 communes éligibles situées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale à savoir Anderlecht, Bruxelles ville, Etterbeek, Forest, Ixelles, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek.

Les demandes introduites doivent participer à la réalisation d'une ou plusieurs dimensions de l'intégration décrites ci-dessous :

- la promotion de l'égalité et de la diversité dans l'ensemble des secteurs de la vie sociale et culturelle et économique ;
- la participation à la vie sociale, culturelle, économique et politique, et l'acquisition de ressources utiles à l'exercice du libre choix et de l'autonomie de la personne ;
- l'amélioration de l'échange et de la connaissance mutuelle entre les différentes communautés, ainsi que le dialogue interculturel ;
- le soutien aux dynamiques locales favorisant la cohésion sociale ;
- la mixité sociale, culturelle, intergénérationnelle et de genre du public ;
- l'émancipation des femmes et des jeunes filles ;
- la lutte contre le racisme et les discriminations

Les activités subsidiaires par le FIPI doivent être destinées à titre principal à des

personnes d'origine ou de nationalité étrangère, avec une attention particulière pour les primo-arrivants et pour les femmes. Elles concourront à renforcer la mixité sociale et culturelle. Pour ce faire, le Fonds d'impulsion soutient la mise en œuvre de programmes relevant d'une des activités suivantes :

- la promotion de la réussite scolaire (mise à niveau, orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme) ;
  - l'amélioration des opportunités de formation des personnes d'origine étrangère et de leur position sur le marché du travail ;
  - l'enseignement des langues nationales ;
  - la promotion sociale (la mise à niveau des connaissances et l'alphabétisation) ;
  - les activités socioculturelles et les activités sportives ;
- 
- l'assistance psychologique, sociale ou médicale adaptée aux publics issus de l'immigration ;
  - la formation des professionnels travaillant avec un public multiculturel ;
  - la coordination d'un partenariat local oeuvrant à la cohésion sociale ;
  - la traduction et l'interprétariat social.

L'asbl est financée pour des frais de fonctionnement et de personnel et/ou des frais d'investissement et d'infrastructure. L'appel à projets IMPULSION remplace maintenant cet appel FIPI.

### **8. Initiatives : 73 projets (2020) et 88 (2021)**

Le Collège peut soutenir, dans la limite des moyens financiers inscrits au budget général des dépenses de la CoCof des projets ponctuels dits « d'initiatives » s'inscrivant dans des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, sans discrimination, l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu.

Ces processus visent en particulier la lutte contre toute forme de discrimination et d'exclusion sociale par le développement de politiques d'intégration sociale, d'interculturalité, de diversité socioculturelle et de cohabitation des différentes communautés locales.

L'asbl est financée pour des frais de fonctionnement et de personnel et/ou des frais d'investissement et d'infrastructure.

Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Contrat communal</b> : Convention spécifique signée entre l'association, l'autorité locale et l'autorité régionale</li> <li>- <b>Contrat régional</b> : Contrat spécifique signé entre l'association et l'autorité régionale</li> <li>- <b>Centre régional d'appui à la cohésion sociale</b> (CRACS), Centre régional de développement de l'alphabétisation (CREDAF), <b>Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté (CREDASC)</b> : Arrêté de désignation du Collège de la CoCof pour mener les missions décrétales</li> <li>- <b>Centre Bruxellois d'Action Interculturelle</b> : Arrêté de subventionnement</li> <li>- <b>FIPI communal ou Impulsion volet local</b>: Convention signée entre la commune et la COCOF</li> <li>- <b>Initiatives</b> : Arrêté de subventionnement</li> </ul>
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<p>5 ans pour les contrats communaux et régionaux de cohésion sociale. La durée a été prolongée de 2 ans en attente d'un refinancement du décret cohésion sociale, régionaux.</p> <p>Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021, les 3 Centres régionaux sont désignés à durée indéterminée conformément au Décret du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale.</p> <p>1 an pour le CBAI, les projets Impulsion (exFIPI) et pour les Initiatives</p>
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
Uniquement pour le Centre régional d'appui à la cohésion sociale, le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle, le Centre régional de développement de l'alphabétisation et

le <b>Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté</b>
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p><b>1. Le Contrat communal de cohésion sociale</b></p> <p>80 % du budget de la cohésion sociale sont répartis entre les communes. Le Collège fixe et pondère les critères qui déterminent la répartition du montant entre elles. Certaines communes cofinancent le dispositif de cohésion sociale. Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p><b>2. Le contrat régional de cohésion sociale.</b></p> <p>20 % du budget alloué à la cohésion sociale sont consacrés aux projets régionaux ou intercommunaux, à des projets qui n'ont pas été inclus dans un contrat communal de cohésion sociale</p> <p>Le financement des contrats de cohésion sociale s'opère par la liquidation de subventions aux associations.</p> <p>Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p><b>3. FIPI (maintenant IMPULSION) :</b></p> <p>Sont pris en charge :</p> <p>1°/ les frais de fonctionnement et de personnel</p> <p>Ou</p> <p>2°/ les frais d'investissement et/ou d'infrastructure : investissement pour l'acquisition, la rénovation ou l'aménagement d'une infrastructure ouverte au public pour des activités socioculturelles, éducatives, artistiques ou sportives</p> <p>Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p><b>4. Initiatives :</b></p>

**Octroi de la compensation suite à des demandes individuelles et ponctuelles adressées auprès du Membre du Collège ou de l'Administration**

**L'intervention financière porte sur des frais de personnel et de fonctionnement et est fonction du budget prévisionnel.**

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

Pour les contrats communaux et régionaux, une avance égale à 90 % de la subvention est liquidée au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, au profit des associations dont la subvention globale ne dépasse pas 10.000 euros. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.

Les associations dont la subvention globale est supérieure à 10.000 euros reçoivent, au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, une première avance de 50 % de la subvention, et au plus tard le 30 juin, une deuxième avance égale à 40 % de la subvention. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.

L'association tient une comptabilité en partie double par année budgétaire et fournit annuellement un bilan et un compte de recettes et de dépenses selon le modèle imposé par le Collège.

Le Collège désigne les agents de l'administration chargés du contrôle de l'application des dispositions du décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

Les coordinations locales et les associations subsidiées sont tenues de leur garantir le libre accès à leurs locaux et aux documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Introduction d'un rapport d'activités et de pièces justificatives au terme de l'activité

Remboursement du trop-perçu sur base des pièces justificatives admissibles. Celles-ci sont établies par circulaire.

Dans le cadre du FIPI - Impulsion, les instructions relatives aux modalités de justification des subsides sont établies par circulaire.

Dans les autres cas, les arrêtés de subventionnement contiennent les modalités de justification des montants alloués.

<p>Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG.</p>	
<p>Les appels à projets, les textes législatifs et les instructions pour les remises de justificatifs sont publiés sur le site internet de la COCOF</p>	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<p>COCOF – secteur Cohésion sociale : 12,8 millions € dont :</p> <p>Contrats communaux : 7,6 millions € Contrats régionaux : 1,75 million € CRACS : 0,262 million € CREDAF : 0,943 million €</p> <p>FIPI : 1,990 millions € Initiatives : 1,257 millions € Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : 0,170 million €.</p>	<p>COCOF – secteur Cohésion sociale : 12,18 millions € dont :</p> <p>Contrats communaux : 7,7 millions € Contrats régionaux : 1,768 million € CRACS : 0,260 million € CREDAF : 0,925 million € CREDASC : 0,056 million € FIPI : 1,959 millions € Initiatives : 1,117 million € Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : 0,170 million €</p>
<p><b>DIVERS</b></p> <p>Le dispositif d'accueil pour primo-arrivants, dispositif entièrement gratuit, qui organise les bureaux des primo-arrivants sont des SIGNE dans la mesure où il ne</p>	

s'agit en aucune manière d'une activité effectuée contre rétribution financière et ne sont donc pas repris dans cette actualisation.



<b>Section : L'accès et la réinsertion sur le marché du travail</b>
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés</b>
<p><b>Base légale :</b> Décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.</p>
<p><b>Ateliers de formation par le travail (AFT)</b>  Les AFT organisent des opérations de formation par le travail qui procèdent par une mise en situation de travail réel dans un cadre d'activités organisées au sein même de l'organisme, donnant lieu à la production, commercialisation ou non, de biens ou de services. Elles consistent en l'acquisition des pré-requis professionnels nécessaires à l'exercice d'un emploi ou la poursuite d'une formation qualifiante.</p>
<p>Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Arrêté portant agrément (ou renouvellement d'agrément) des organismes d'insertion socioprofessionnelle en application du décret du 27 avril 1995 ;</p> <p>Arrêté fixant les catégories de subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle agréés par la Commission communautaire française en application du décret du 27 avril 1995 et de l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001</p>
<p><b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Les agréments sont octroyés pour une durée de 3 ans et sont renouvelables  Les catégories de subventionnement sont fixées sur base annuelle .</p>
<p>Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de</p>

retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>La COCOF finance le personnel pédagogique et de coordination pédagogique.</p> <p>L'équipe de base subventionnée est définie en fonction du volume d'activité de l'organisme calculé sur la moyenne des trois dernières années et comprend les postes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisme de catégorie 1 jusque 15 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1 ETP formateur cl. 2 ou 0.75 ETP formateur cl. 1</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 2 de 15 à 25 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1.5 ETP formateur cl. 2 ou 1.25 ETP formateur cl. 1</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 3 de 25 à 35 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1.75 ETP formateurs cl. 2 ou 1.50 ETP formateur cl. 1</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 4 de 35 à 45 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 2 ETP formateurs cl. 2 ou 1.75 ETP formateurs cl.1</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 5 de 45 à 55 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 2.5 ETP formateurs cl. 2 ou 2.25 ETP formateurs cl.1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique</li> </ul> </li> <li>• Organisme de catégorie 6 Plus de 55 000 heures/an <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 3 ETP formateurs cl. 2 ou 2.75 ETP formateurs cl. 1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique</li> </ul> </li> <li>• Atelier de Formation par le Travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ + 0.5 ETP formateur cl. 2 en plus de l'équipe à laquelle leur donne droit leur catégorie de subventionnement</li> </ul> </li> </ul>

- Missions locales
  - 1 ETP coordinateur pédagogique

Des frais de fonctionnement forfaitaires sont octroyés aux organismes agréés. Ils sont modulés en fonction de la catégorie dans laquelle ils sont agréés.

Ces montants sont indexés chaque année et sont fixés comme suit :

- organisme de catégorie 1 5.276,36 euros
- organisme de catégorie 2 6.683,42 euros
- organisme de catégorie 3 8.442,17 euros
- organisme de catégorie 4 10.200,95 euros
- organisme de catégorie 5 11.959,74 euros
- organisme de catégorie 6 13.718,54 euros

Sauf modification de la décision d'agrément le concernant en fonction des dispositions de l'article 11 du décret "ISP", l'organisme reste dans la même catégorie de subventionnement durant toute la durée de l'agrément qui lui est octroyé. Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse). En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision. Toute modification d'affectation d'un poste subventionné doit être immédiatement notifiée à l'administration.

La subvention pour frais de formation continuée s'élève à 1 % de la masse salariale du personnel des organismes agréés affecté à des missions d'insertion socioprofessionnelle, à l'exception du personnel des missions locales.

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse).

En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision.

Les subventions sont liquidées par avances trimestrielles.

<p>Le solde de la subvention d'une année n'est versé qu'après remise des pièces justificatives, comptes et bilan et rapport d'activités.</p> <p>L'article 13, §4 du décret du 27 avril 1995 stipule que <i>les organismes sont tenus de s'assurer des financements complémentaires, nécessaires à la mise en œuvre des actions, auprès des pouvoirs publics, et d'éventuels fonds professionnels, compétents en matière de formation, d'emploi et d'éducation permanente.</i></p>	
<p>Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG.</p>	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Dix associations sont financées en 2020 pour un montant total de 1,549 million d'€ suivant le tableau détaillé ci-dessous	Dix associations sont financées en 2021 pour un montant total de 1,450 million d'€ suivant le tableau détaillé ci-dessous

Code	Nom de l'association	Total validé 2019	Total validé 2020	Total avances 2021	Catégorie	Formations
9601	APAJ	140.828,70	145.224,76	106.554,00	3	Rénovation bâtiment
9602	ARPAJE	103.310,72	109.187,71	95.305,00	3	Commis de cuisine
9611	BONNEVIE	208.891,52	198.820,10	181.729,00	6	Plafonneur; sanitaire; mécanicien
9604	BOULOT	138.714,74	159.118,20	160.196,00	4	Rénovation bâtiment
950	Convivialités	66.026,40	69.920,60	70.351,00	1	Préfo Menuiserie
9923	FOR.E.T.	212.909,40	223.143,84	221.345,00	6	Commis de salle et de cuisine
9629	Idée 53	207.680,87	215.620,15	218.153,00	5	Commis de cuisine
9932	JST	192.775,36	188.555,49	166.671,00	5	Préfo Jardinier; jardinier spécialisé en pose de toiture végétale; jardinier spécialisé en culture maraîchère; préfo menuisier; menuisier; ouvrier de voierie.
9634	Les Petits Riens	115.496,73	120.064,05	121.765,00	3	Electroménager, dépanneur
136	Molenbeek Formation	92.709,73	120.064,05	108.281,00	3	Commis de cuisine
	Total :	1.479.344,17	1.549.718,95	1.450.350,00		

## Annex 4: Vlaamse overheid

**1° Beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin**

**2° Beleidsdomein Werk en Sociale Economie**

**3° Beleidsdomein Wonen - Sociale huisvesting**

**4° Beleidsdomein Omgeving**

**5° Beleidsdomein Media**

**6° Beleidsdomein Economie, Wetenschap en Innovatie**

<u>DAEB-besluit in uw lidstaat</u>		<u>Totaal bedrag in € voor de Vlaamse Overheid</u>	
		<u>2020</u>	<u>2021</u>
<b><u>Artikel 2, lid 1, onder b)</u></b>	<u>Ziekenhuizen die medische zorg bieden, daaronder begrepen, in voorkomend geval, spoedeisende hulp</u>	-	-
<b><u>Artikel 2, lid 1, onder c)</u></b>	<u>Gezondheidszorg en langdurige zorg</u>	-	-
	<u>Kinderopvang</u>	<u>€ 682 979 715,59</u>	<u>€ 685 701 403,23</u>
	<u>Toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding</u>	-	-
	<u>Toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding</u>	<u>€ 76 802 790,70</u>	<u>€ 55 474 011,50</u>
	<u>Sociale huisvesting</u>	<u>€ 831 490 000,00</u>	<u>€ 778 290 000,00</u>
	<u>Zorg voor en sociale inclusie van kwetsbare groepen</u>	<u>€ 2 933 000,00</u>	<u>€ 3 875 000,00</u>
	<u>Andere sociale diensten</u>	-	-
<b><u>Artikel 2, lid 1, onder d)</u></b>	<u>Lucht- of zeeverbindingen</u>	-	-
<b><u>Artikel 2, lid 1, onder e)</u></b>	<u>Luchthavens en havens</u>	-	-
<b><u>Artikel 2, lid 1, onder a), minder dan 15 miljoen EUR per jaar</u></b>	<u>Postdiensten</u>	-	-
	<u>Energie</u>	-	-
	<u>Afvalinzameling</u>	<u>€ 808 000,00</u>	<u>€ 808 000,00</u>
	<u>Watervoorziening</u>	-	-
	<u>Cultuur</u>	-	-

	<u>Financiële diensten</u>	-	-
	<u>Andere sectoren</u>	<u>€ 4 796 328,94</u>	<u>€ 4 224 316,55</u>

## **1° Beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin**

Deelrapporteringen over de toepassing van het DAEB-besluit van 2012:

1° Kinderopvang

2° Serviceflats

3° Bijstandsorganisaties

Deelrapporteringen over de toepassing van de DAEB-kaderregeling van 2012:

Niet van toepassing

Klachten van derden en overige vragen:

/



<b>Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2b, kinderopvang)</b>
2) b) kinderopvang
<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd<sup>119</sup></b>
<p>A Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.</b></p>
<p><b>Situering van kinderopvang</b></p> <p>Kinderopvang kan alleen georganiseerd worden als de organisator een vergunning voor kinderopvang heeft. De organisator moet om de vergunning te krijgen en te behouden, voldoen aan vergunningsvoorwaarden. Die vergunningsvoorwaarden moeten een minimale kwaliteit garanderen. Hier staat geen subsidie tegenover, en geldt voor iedereen die kinderopvang wil organiseren in de Vlaamse Gemeenschap. Met andere woorden een organisator van kinderopvang moet altijd aan die vergunningsvoorwaarden voldoen zonder subsidie/staatssteun hiervoor te krijgen.</p> <p>Een organisator met een vergunning (die dus al voldoet aan de vergunningsvoorwaarden en bijgevolg zo een minimale kwaliteit garandeert) kan één of meer subsidies krijgen als hij aan bijkomende voorwaarden, namelijk subsidievoorwaarden, voldoet. Het gaat om voorwaarden die gekoppeld zijn aan specifieke dienstverlening en specifieke opdrachten die de organisatoren niet zouden opnemen zonder subsidie. Naargelang de subsidie moet de organisator aan specifieke subsidievoorwaarden voldoen. De overheid subsidieert die specifieke dienstverlening.</p> <p>Voor de volgende opdrachten zijn er specifieke subsidies voorzien:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Minimale openingsduur</li> <li>- De ouders betalen een prijs op basis van het inkomen</li> <li>- Extra opdrachten naar kwetsbare gezinnen toe</li> <li>- Inclusieve kinderopvang voor kinderen met een specifieke zorgbehoefte</li> <li>- Voor kinderopvang met flexibele openingstijden</li> </ul>

<p>B Wat zijn de (gebruikelijke) <b>vormen van toewijzing</b>? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.</p>
<p>De toewijzing gebeurt op basis van een overheidsbesluit voor kinderopvang op basis van het Subsidiebesluit van 22 november 2013. Op basis van dit overheidsbesluit volgt een beslissingsnota (globale nota met beslissing over alle aanvragen) die ondertekend wordt door de administrateur-generaal van het Intern Verzelfstandigd Agentschap (IVA) Kind en Gezin én een individuele toekenningsbeslissing aan de aanvrager.</p> <p>Die individuele toekenning gebeurt na een verdelingsoefening van het budget. De programmatieregels en bepalingen m.b.t. de algemene oproep zijn geregeld in het Procedurebesluit van 9 mei 2014 (besluit van de Vlaamse Regering) en een ministerieel besluit in uitvoering daarvan. De vermeldingen die, op basis van artikel 4 van het Besluit 2012/21/EU, in de toewijzingsbeslissing moeten opgenomen zijn, zitten vervat in de combinatie van deze verschillende documenten.</p>
<p>C <b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen <b>voor een periode van meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector.</p> <p>Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.</p>
<p>De toekenning van bijna alle subsidies geldt voor 10 jaar, met uitzondering van de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang die gekoppeld is aan de opvang van een specifiek kind en die dus maximaal voor die periode kan gelden (hetgeen in de praktijk overeenkomt met een periode van ongeveer maximaal 2 jaar).</p>
<p>D Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?</p>
<p>Er zijn geen bijzondere rechten.</p>
<p>E Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?</p>
<p>De steun bestaat uit rechtstreekse subsidies.</p>

De subsidies (basissubsidie, subsidie voor inkomenstarief en plussubsidie) zijn opgebouwd vanuit een trappensysteem. Dit betekent dat er zowel voor wat betreft de subsidievoorwaarden als voor wat betreft het subsidiebedrag met een getrapt systeem wordt gewerkt.

Bijvoorbeeld voor de plussubsidie:

- moet de organisator voldoen aan de voorwaarden voor specifieke dienstverlening gekoppeld aan de basissubsidie + de subsidie voor inkomenstarief + de plussubsidie,
- is het subsidiebedrag opgebouwd uit het subsidiebedrag voor de basissubsidie + de subsidie voor inkomenstarief + de plussubsidie.

Er wordt dus meer subsidie gegeven naarmate men meer diensten realiseert, de subsidie is hoger naargelang men meer kosten doet voor de realisatie van de specifieke dienstverlening. Er wordt niet meer subsidie gegeven dan nodig is om de specifieke dienstverlening te kunnen realiseren.

Trappensysteem: art 7 van het Subsidiebesluit:

“Art. 7. De basissubsidie, de subsidie voor inkomenstarief en de plussubsidie worden toegekend volgens het volgende trappensysteem:

1° een subsidieerbare kinderopvangplaats uit een hogere trap kan alleen worden toegekend als die plaats ook een subsidieerbare kinderopvangplaats is van een lagere trap, meer bepaald:

- a) de plussubsidie, vermeld in titel 4, kan alleen worden toegekend als de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, toegekend heeft gekregen;
- b) de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, kan alleen worden toegekend als de organisator de basissubsidie, vermeld in titel 2, toegekend heeft gekregen;

2° het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen van een hogere trap is nooit hoger dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen van een lagere trap, meer bepaald:

- a) het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, krijgt, kan nooit hoger zijn dan het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de basissubsidie, vermeld in titel 2, krijgt;
- b) het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de plussubsidie, vermeld in titel 4, krijgt, kan nooit hoger zijn dan het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, krijgt.”

Naast het trappensysteem, zijn er 2 subsidievormen (subsidie voor flexibele openingstijden en subsidie voor inclusieve kinderopvang) die eerder modulair zijn.

Toekenning ‘modulaire’ subsidie: art 7/1 van het Subsidiebesluit;

“Art. 7/1. De subsidies voor inclusieve kinderopvang worden op de volgende wijze toegekend:

1° de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang kan toegekend worden als de organisator een vergunning heeft;

2° de subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang of de subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang kan toegekend worden als de organisator minstens een subsidie voor inkomenstarief toegekend krijgt;

3° de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang kan gecombineerd worden met een subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang of met een subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang;

4° de subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang kan niet gecombineerd worden met de subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang binnen dezelfde zorgregio;

5° het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang is nooit hoger dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen vanuit het trappensysteem.

De subsidies voor kinderopvang met flexibele openingstijden worden op de volgende wijze toegekend:

1° de subsidie flexibele groepsopvang kan toegekend worden als de organisator een basissubsidie heeft. Het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een subsidie flexibele groepsopvang kan nooit hoger zijn dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een basissubsidie;

2° de subsidie flexibele gezinsopvang en de subsidie flexibele urenpakketten groepsopvang kunnen toegekend worden als de organisator ze inzet in een kinderopvanglocatie die een subsidie voor inkomenstarief heeft.”

F Wat is het gebruikelijke **compensatiemechanisme** voor de betrokken diensten? Geef

aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

De bedragen worden bepaald op basis van de kosten die de organisator heeft voor de realisatie van de specifieke dienstverlening.

De hoogte van de betaalde subsidiebedragen zijn met andere woorden afhankelijk van een aantal concrete parameters, die bepalend zijn voor de kosten waarmee de organisator geconfronteerd wordt, zoals het aantal kinderopvangprestaties dat de organisator levert, de gemiddelde leeftijd van de tewerkgestelde mensen aangezien dit ook een bepalende factor van de kosten uitmaakt.

Daarnaast legt de regelgeving een aantal kwantitatieve voorwaarden op die behaald moeten worden, waardoor de organisator in principe niet te veel subsidie zal ontvangen als hij die voorwaarden naleeft (vb. opvangen van een bepaald aandeel kinderen uit kwetsbare gezinnen, een bezetting halen van minstens 80%, minimale openingsduur per dag en per jaar, een bepaald prijssysteem hanteren ten

aanzien van de ouders,...) (die voorwaarden zijn te vinden onder rubriek a, bij de opgesomde artikels/bepalingen betreffende de specifieke dienstverlening per subsidie)

Subsidiebesluit van 22 november 2013:

“Art. 11. De basissubsidie voor gezinsopvang bedraagt 267,30 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Art. 12. De basissubsidie voor groepsopvang bedraagt 578,37 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Art. 13. Het bedrag, vermeld in artikel 11 en 12, wordt verhoudingsgewijs verminderd voor een gesubsidieerde kinderopvangplaats die geen volledig kalenderjaar toegekend wordt.

De minister bepaalt de nadere regels voor de berekening van die verhouding.”

“Art. 17. De subsidie voor inkomenstarief voor gezinsopvang is opgebouwd uit:

1° een deel op basis van kinderopvangprestaties;

2° een deel op basis van de leeftijd van de verantwoordelijken en van de medewerkers die in de kinderopvanglocatie instaan voor de systematische ondersteuning van de verantwoordelijke en die voldoen aan de voorwaarden over de kennis van het Nederlands en over de kwalificatie waaraan de verantwoordelijke moet voldoen.

Het deel op basis van kinderopvangprestaties, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 21,90 euro voor een kinderopvangprestatie die vijf tot elf uur duurt, en bedraagt 60% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die minder dan vijf uur duurt;

2° alle kinderopvangprestaties van elke kinderopvanglocatie gezinsopvang uit de subsidiegroep die voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 20 tot en met 36, tellen mee, met uitzondering van de volgende kinderopvangprestaties:

- a) de kinderopvangprestaties 's nachts;
- b) de kinderopvangprestaties voor de kinderen die tot het thuismilieu van de kinderbegeleider gezinsopvang behoren, en voor wie de kinderbegeleider de verantwoordelijkheid draagt;
- c) de kinderopvangprestaties waarvoor de organisator ervoor kiest om niet met het systeem inkomenstarief te werken als vermeld in artikel 27, tweede lid;

3° er worden niet meer kinderopvangprestaties gesubsidieerd dan 120% van het aantal gesubsidieerde kinderopvangplaatsen, vermenigvuldigd met het minimum aantal verplichte openingsdagen, vermeld in artikel 14. Voor de berekening van dat percentage tellen kinderopvangprestaties die vijf tot elf uur duren, mee voor 100%, en kinderopvangprestaties die minder dan vijf uur duren, voor 60%.

Het deel op basis van de leeftijd van de personen, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 431,42 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar als de gemiddelde leeftijd van die personen twintig jaar is;

2° voor elk jaar boven op de gemiddelde leeftijd van twintig jaar wordt de subsidie verhoogd met 7,42 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats, tot maximaal een gemiddelde leeftijd van zestig jaar;

3° de gemiddelde leeftijd wordt berekend op basis van alle leeftijden en de werkregeling van deze personen.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer op welke wijze de verantwoordelijken en de medewerkers, vermeld in het eerste lid, 2°, meetellen voor de berekening van de gemiddelde leeftijd en hoe hun werkregeling in rekening gebracht wordt.

Art. 18. De subsidie voor inkomenstarief voor groepsopvang is opgebouwd uit:

1° een deel op basis van kinderopvangprestaties;

2° een deel op basis van de leeftijd van de kinderbegeleiders, van de verantwoordelijken en van de medewerkers die in de kinderopvanglocatie instaan voor de systematische ondersteuning van de verantwoordelijke en die voldoen aan de voorwaarden over de kennis van het Nederlands en over de kwalificatie waaraan de verantwoordelijke moet voldoen.

Het deel op basis van kinderopvangprestaties, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 23,37 euro voor een kinderopvangprestatie die vijf tot elf uur duurt, en bedraagt 60% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die minder dan vijf uur duurt;

2° alle kinderopvangprestaties, met uitzondering van kinderopvangprestaties 's nachts, van elke kinderopvanglocatie groepsopvang uit de subsidiegroep die voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 20 tot en met 36, tellen mee;

3° er worden niet meer kinderopvangprestaties gesubsidieerd dan 120% van het aantal gesubsidieerde kinderopvangplaatsen, vermenigvuldigd met het minimum aantal verplichte openingsdagen, vermeld in artikel 14. Voor de berekening van dat percentage tellen kinderopvangprestaties die vijf tot elf uur duren, mee voor 100%, en kinderopvangprestaties die minder dan vijf uur duren, voor 60%.

Het deel op basis van de leeftijd van de personen, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 5529,66 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar als de gemiddelde leeftijd van deze personen twintig jaar is;

2° voor elk jaar boven op de gemiddelde leeftijd van twintig jaar wordt de subsidie verhoogd met 96,76 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats, tot maximaal een gemiddelde leeftijd van zestig jaar;

3° de gemiddelde leeftijd wordt berekend op basis van alle leeftijden en de werkregeling van deze personen.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer op welke wijze de verantwoordelijken, de kinderbegeleiders en de medewerkers, vermeld in het eerste lid, 2°, meetellen voor de berekening van de gemiddelde leeftijd en hoe hun werkregeling in rekening gebracht wordt.

Art. 19. Het bedrag van de subsidie, vermeld in artikel 17 en 18, wordt verrekend met het inkomenstarief, vermeld in artikel 28, in verhouding tot het aantal kinderopvangplaatsen met een subsidie voor inkomenstarief als vermeld in artikel 17 en 18.

Er is geen verrekening met:

1° een eventueel bijkomend tarief als vermeld in artikel 31;

2° het inkomenstarief, betaald voor afwezigheidsdagen die niet gerechtvaardigd zijn.

De minister bepaalt de nadere regels voor de verrekening.”

“Art. 37. De plussubsidie voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 647,50 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.”

“Art. 40/1. De subsidie flexibele gezinsopvang bedraagt:

1° per kinderopvangprestatie op flexibele openingstijden met een maximum van één subsidie per kind per dag: 2,87 euro;

2° per gesubsidieerde kinderopvangplaats met een subsidie voor inkomenstarief per kalenderjaar: 10,75 euro.

Bovendien bedraagt de subsidie, vermeld in artikel 17, tweede lid, 1°, 160% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die langer dan elf uur duurt of voor een kinderopvangprestatie 's nachts. In afwijking van artikel 17, tweede lid, 2°, tellen alle kinderopvangprestaties mee, met inbegrip van kinderopvangprestaties 's nachts.

Als binnen de perken van de daarvoor vastgelegde kredieten binnen de begroting nog budget overblijft na de betaling van de subsidie flexibele gezinsopvang per kinderopvangprestatie, vermeld in het eerste lid, 1°, en na de betaling van de subsidie flexibele gezinsopvang per gesubsidieerde kinderopvangplaats, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt dit resterende budget als volgt verdeeld:

1° het bedrag per kinderopvangprestatie, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt verhoogd met maximaal 0,50 euro;

2° als er nog budget overblijft na de betaling van de vergoeding, vermeld in punt 1°, wordt het bedrag per gesubsidieerde kinderopvangplaats verhoogd met maximaal 2 euro;

3° als er nog budget overblijft na de betaling van de vergoedingen, vermeld in punt 1° en 2°, wordt het bedrag per kinderopvangprestatie verder verhoogd met wat mogelijk is op basis van het resterende budget.”

“Art. 40/5. De subsidie flexibele groepsopvang bedraagt 113,64 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.”

“Art. 40/7. De subsidie flexibele urenpakketten groepsopvang bedraagt 2660,41 euro per urenpakket.

In afwijking van artikel 17, tweede lid, 2°, tellen alle kinderopvangprestaties mee, met inbegrip van de kinderopvangprestaties 's nachts.”

“Art. 41. De subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 9,54 euro per kinderopvangprestatie van een kind met een specifieke zorgbehoefte.”

“Art. 45. De subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 2891,49 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Per subsidiegroep komt maximaal een derde van het aantal vergunde kinderopvangplaatsen in aanmerking voor die subsidie.

Art. 46. Het bedrag, vermeld in artikel 45, wordt verhoudingsgewijs verminderd als de subsidieerbare kinderopvangplaats geen volledig kalenderjaar wordt toegekend.

De minister bepaalt de nadere regels voor de berekening van die verhouding.”

“Art. 50/1. De subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang bedraagt 32.845 euro per kalenderjaar, en wordt verhoudingsgewijs verminderd als het Centrum voor inclusieve kinderopvang geen volledig kalenderjaar werkt.”

**G Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.**

De regelgeving heeft in de praktijk verschillende mechanismes voorzien:

- bij minder geleverde prestaties, zal door Kind en Gezin minder subsidie uitbetaald worden aangezien een deel van de subsidie gebaseerd is op de effectieve prestaties die men geleverd heeft (aantal kinderen dat men opving)



- in het jaar na de betaling van de subsidies wordt de bezetting van het voorgaande jaar berekend en zal Kind en Gezin nagaan of de andere voorwaarden werden nageleefd. Is dat niet het geval, dan kan Kind en Gezin de te veel betaalde subsidie voor het voorgaande jaar terugvorderen op basis van het Handhavingsbesluit van 11 december 2015 (het besluit van de Vlaamse regering van 11/12/2015 over de maatregelen rond handhaving voor kinderopvang van baby's en peuters)
- elk jaar op 1 januari moet een organisator de leeftijden doorgeven van het personeel, waardoor de gemiddelde leeftijd steeds up to date is en de subsidiecomponent die daarop gebaseerd is steeds daarmee in verhouding is. Zo wordt ook overcompensatie vermeden.

Daarnaast zijn er een aantal verplichtingen in hoofde van de organisatoren waardoor controles zouden zichtbaar maken als er ondanks de hogere mechanismes toch nog sprake is van overcompensatie:

Art 4 en 5 van het Subsidiebesluit:

“Art. 4. De organisator maakt jaarlijks een begroting op met een overzicht van de voorzienbare inkomsten en de geraamde uitgaven voor de van toepassing zijnde specifieke dienstverlening, vermeld in dit besluit.

De organisator hanteert een boekhouding die inkomsten en uitgaven die verband houden met de activiteiten van kinderopvang, voor de toerekening van de kosten en inkomsten, transparant afzondert.

Art. 5. De organisator kan op in dit artikel beschreven wijze reserves opbouwen met de subsidies, vermeld in dit besluit

Art 7 van het Handhavingsbesluit

“Art. 7. Kind en Gezin beslist tot terugvordering van de subsidie overeenkomstig artikel 57 van het Rekendecreet, artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, en artikel 18 van het besluit van de Vlaamse Regering van 8 november 2013 betreffende de algemene regels inzake subsidiëring.”

H Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal

relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

Vlaanderen beschikt over een subsidieregister waarin alle subsidies van Vlaanderen gebundeld worden, ongeacht de bedragen. Die is echter nog in opbouw. Info hierover: <https://overheid.vlaanderen.be/subsidieregister>.

#### I Bedrag van de verleende steun

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). **Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)**

2020	2021
<b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
2020	2021
<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
2020	2021
682.979.715,59 euro	685.701.403,23 euro
<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
2020	2021

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument ( <b>rechtstreekse subsidie, garanties, enz.</b> ) (indien beschikbaar)	
2020	2021

<b>j. Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2020	2021
1872	1891

<b>Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2, b), kinderopvang)</b>
2) a) <b>Gezondheidszorg en langdurige Zorg: Serviceflats</b>
<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd</b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten</b> .
<p>Het zijn zelfstandige wooneenheden voor ouderen met gemeenschappelijke voorzieningen voor facultatieve zorgdienstverlening.</p> <p>Subsidiëring van realisatie van bijkomende serviceflats met de beleggingsvennootschap met vast kapitaal (BEVAK)formule.</p> <p>Tegemoetkoming in de einde-opstalvergoeding bij onroerende leasingovereenkomst van private en openbare serviceflat/BEVAK.</p> <p>De serviceflatgebouwen en woningcomplexen met dienstverlening werden voorzien met het oog op de integratie van ouderen in de samenleving, alsook vanuit het perspectief op het behoud van de optimale autonomie en de idee van een aangepaste en bescherming gevende woonvorm.</p> <p>Voor wat betreft de aangeboden dienstverlening stelt het woonzorgdecreet dat "<i>de dienstverlening binnen het bereik moet worden gebracht van bewoners, die er naar eigen keuze, telkenmale zulks nodig is, beroep kunnen op doen</i>". In een serviceflatgebouw ligt de klemtoon op het zelfstandig wonen. De</p>

dienstverlening (onderhoud, maaltijden, ....) is er bijkomend, additioneel, geen doel op zich maar een middel om de zelfstandigheid van de bewoner te ondersteunen.

De Vlaamse Regering koos ervoor om de bouw van serviceflats te subsidiëren vanuit de vaststelling dat er ten gevolge van de vergrijzing van de bevolking een blijvende nood is aan aangepaste huisvestingsmogelijkheden voor bejaarden, waarbij serviceflats – als onderdeel van een gedifferentieerd aanbod aan ouderenvoorzieningen - aan belang winnen als een geschikt woonalternatief voor ouderen. Tegelijk stelde men in 1994 vast dat het aantal gerealiseerde wooneenheden ver achterbleef op de programmatie, waardoor de beschikbare capaciteit ver onder de reële nood bleef. Daarom besliste men om dit te stimuleren via een nieuw financieringssysteem, waarbij investeringssubsidies van de Vlaamse overheid worden aangevuld met inbreng van privékapitaal.

De serviceflats worden gebouwd op basis van een opstalrecht dat de initiatiefnemer (OCMW of vzw) wenst toe te staan aan de BEVAK NV Serviceflats Invest tegen bepaalde voorwaarden, zodat Serviceflats Invest de volle eigendom van de serviceflats bekomt ("de opstalovereenkomst"). De initiatiefnemer verbindt zich ertoe de opgerichte serviceflats te gebruiken als erfpachter en de kosten en financiële lasten van oprichting terug te betalen aan Serviceflats Invest, tegen een minimum vergoeding ("de canon") op basis van een overeenkomst van erfpacht ("de erfpacht").

Wat zijn de (gebruikelijke) **vormen van toewijzing**? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

- Decreten inzake de voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd bij besluit van de Vlaamse Regering op 18 december 1991(B.S.20.VIII.1992);
- Woonzorgdecreet van 13 maart 2009 (B.S.14.V.2009);
- Woonzorgdecreet van 15 februari 2019 (B.S.3.V.2019);
- Besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 1985 tot vaststelling van de rechtspleging voor erkenning en sluiting van serviceflatgebouwen, woningcomplexen met dienstverlening, rusthuizen (B.S. 30.VIII.1985);
- Besluit van de Vlaamse Regering van 5 juni 2009 tot vaststelling van de regels voor het verlenen van de voorafgaande vergunning voor sommige woonzorgvoorzieningen (B.S. 4.IX/2009);
- Ministerieel besluit van 7 juni 1999 houdende de vastlegging van evaluatiecriteria zoals bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 maart 1998 houdende vaststelling van het programma voor serviceflatgebouwen, woningcomplexen met dienstverlening, rusthuizen en dagverzorgingscentra (B.S. 29.IX.1999)
- Besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen (B.S. 30.VIII.1985)
- Omzendbrief SFG/1/96 van 10/9/1996 betreffende de toelichting bij de werking van de serviceflatgebouwen en de woningcomplexen met dienstverlening

- Ministerieel besluit van 10 december 2001 inzake kwaliteitszorg in de rusthuizen, centra voor dagverzorging, centra voor kortverblijf, serviceflats en woningcomplexen met dienstverlening in de rusthuizen (B.S. 28.III. 2002)

- Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK (B.S. 21.XII.2001)

- Besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2008 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK. (B.S. 27.VIII.2008)

Het toekennen van de subsidie aan de initiatiefnemers is bedongen in artikel 12 van de Algemene Overeenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschap en de BEVAK Serviceflats Invest nv (B.S. 17 januari 1996).

De vereisten voor subsidiëring zijn bepaald in artikels 3, 4 en 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK:

o Art. 3: De subsidie wordt verleend vanaf het jaar dat volgt op het jaar waarin de serviceflats in kwestie erkend zijn krachtens de decreten inzake voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd op 18 december 1991. Ze wordt aan de initiatiefnemer uitbetaald in het eerste kwartaal van het jaar waarop ze betrekking heeft. De uitbetaling verloopt via de bewaarder van de BEVAK. De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn krachtens de in het eerste lid vermelde decreten.

o Art. 4: De subsidie is een tegemoetkoming in de vergoeding die de initiatiefnemer bij het einde van de onroerende leasingovereenkomst aan de BEVAK moet betalen voor het verwerven van de eigendom van de serviceflats. De initiatiefnemer stort elk jaar dat hij de subsidie ontvangt, een bedrag dat ten minste gelijk is aan die subsidie op een rekening tot waarborg van de verbintenis tot betaling van de in het eerste lid bedoelde vergoeding, zoals bepaald in de onroerende leasingovereenkomst die hij met de BEVAK heeft gesloten. De jaarlijks gestorte bedragen worden ononderbroken belegd en worden aangewend om de in het eerste lid bedoelde vergoeding te betalen.

o Art. 5:

§ 1. De initiatiefnemer levert jaarlijks vóór 31 januari aan de administratie het bewijs van de storting, die hij overeenkomstig artikel 4, tweede lid, tijdens het voorgaande jaar heeft verricht, aan de hand van een uittreksel uit de rekening in kwestie.

§ 2. De initiatiefnemer betaalt de vergoeding, bedoeld in artikel 4, eerste lid, aan de BEVAK zoals bepaald in de tussen hen gesloten onroerende leasingovereenkomst. Uiterlijk één maand na die

<p>betaling levert hij daarvan aan de administratie het bewijs aan de hand van een door de BEVAK uitgereikte kwitantie.</p> <p>§ 3. De administratie kan te allen tijde bij een initiatiefnemer stukken opvragen die verband houden met de subsidie.</p> <p>De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn (Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK). Om erkend te zijn, moet men voldoen aan de erkenningsnormen opgenomen in de bijlage A van het BVR van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen.</p>
<p><b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen voor een periode van <b>meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.</p>
<p>De jaarlijkse subsidie per serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening wordt steeds gedurende 18 jaar uitbetaald.</p>
<p>Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?</p>
<p>Neen</p>
<p>Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?</p>
<p>De compensatie werd bepaald op basis van de investeringskost voor de bouw van een serviceflat.</p> <p>Initieel bedroeg de subsidie 961,83 euro per jaar per flat gedurende 18 jaar (BVR 30/11/2001). Bij het bepalen van dit bedrag in 1995 werd dit berekend vanuit de optie dat de subsidie, uitgekeerd gedurende achttien jaar en gekapitaliseerd over 27 jaar, een bedrag zou constitueren dat gelijk was aan de nominale investeringskost van een serviceflat (toen geraamd op ongeveer 2,4 miljoen BEF). Deze kostprijs werd berekend op basis van de gegevens in verband met de bouwkosten van de woningen opgericht in het kader van het urgentieprogramma voor de sociale woningbouw.</p> <p>Inbegrepen in deze berekening zijn:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Netto-bouwkost voor serviceflat met 50 m<sup>2</sup> netto-vloeroppervlakte + 15% gemeenschappelijke ruimten.</li> <li>- Extra uitgave voor aangepast meubilair of extra m<sup>2</sup> (om plaatsen standaardmeubilair mogelijk te maken).</li> <li>- Andere vaste kosten (12% BTW, 6% studiekosten, 2% voor andere kosten zoals grondonderzoek, technische controle en decennale verzekering).</li> </ul> <p>Op 16 mei 2008 wijzigde de Vlaamse Regering haar besluit over het toekennen van subsidie aan OCMW's en vzw's als tegemoetkoming voor het verwerven van serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de Bevak. De subsidie aan de initiatiefnemers werd verhoogd van 961,83 euro tot 1140,43 euro per flat en per jaar gedurende 18 jaar, voor de initiatiefnemers die vanaf 1 januari 2007 een notariële overeenkomst van onroerende</p>

<p>leasing voor de bouw van serviceflats met de BEVAK afsluiten. Het verhogen van de totale subsidies die initiatiefnemers ontvangen vindt zijn argumentatie in de stijging van de bouwkost die sinds de opstartfase werd opgetekend. Initieel werd voorgesteld om de duur van de subsidies te verlengen tot 24 jaar. Om hetzelfde resultaat te halen met behoud van de subsidietermijn op 18 jaar moest het jaarlijks uitgekeerde subsidiebedrag toenemen. Gelet op het feit dat het kapitaliseren aan 4,77% rente van 24 jaarlijkse subsidiebedragen (961,83 euro per jaar) na 30 jaar leidt tot een kapitaal van 50.043 euro kan eenzelfde bedrag ook gehaald worden bij het uitkeren van 18 jaarlijkse subsidiebedragen van <math>961,83 \times 1,1857 = 1.140,43</math> euro per jaar.</p>
<p>Wat is het gebruikelijke <b>compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.</p>
<p>De compensatie gebeurt op basis van de kostentoerekeningsmethode.</p>
<p>Gebruikelijke <b>regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</b></p>
<p>In principe is geen overcompensatie mogelijk, aangezien de gemiddelde investeringskost per flat vandaag ongeveer 114.000 euro bedraagt en de totaal toegekende subsidie per flat maximaal 20.527,74 euro (<math>1140.43 \times 18</math> jaar) bedraagt.</p> <p>De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats waarvoor de subsidie wordt toegekend, erkend zijn.</p> <p>Voor elke uitbetaling (jaarlijks, gedurende 18 jaar) wordt nagegaan of het serviceflatgebouw nog erkend is, m.a.w. voldoet aan de erkenningsnormen zoals beschreven in de bijlage A van het Besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen.</p> <p>De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn. Als een serviceflatgebouw dat met Bevak gebouwd werd niet langer aan de erkenningsnormen zou voldoen, en dus zou gesloten worden, wordt ook de subsidie niet verder uitbetaald (BVR van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK).</p> <p>Bij inspectiebezoeken in de voorziening wordt nagegaan of er nog aan de erkenningsnormen wordt voldaan.</p> <p>De initiatiefnemer stuurt jaarlijks een rekeninguittreksel in, waaruit blijkt dat de jaarlijkse subsidie wordt gestort en belegd conform artikel 4, tweede lid van het Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK.</p> <p>Er is geen specifieke regeling voor terugbetaling van reeds uitbetaalde subsidies</p>

<p>Elk jaar, dus voor elke uitbetaling, wordt er door het agentschap zelf nagegaan of het serviceflatgebouw nog erkend is en of er een beleggingsbewijs werd ingestuurd.</p> <p>Er werd in nog geen enkel dossier een terugvordering gedaan.</p>	
<p>Geef kort aan hoe de <b>transparantievereisten</b> worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
<p>Voor geen enkel serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening bedraagt de steun in het kader van de bevaksubsidies meer dan 15 miljoen euro. Naast de bevaksubsidies is er geen subsidiëring voorzien voor serviceflatgebouwen of woningcomplexen met dienstverlening.</p>	
<p><b>Bedrag van de verleende steun</b></p>	
<p><b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR).</b> Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A + B + C)</p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<p><b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<p><b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<p><b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Openbare bevak: 1,6 mio euro	Openbare bevak: 1,5 mio euro
Private bevak: 0,07 mio euro	Private bevak: 0,07 mio euro
<p><b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)</p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>



<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<b>Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2, b), kinderopvang)</b>
2), f) <b>andere sociale diensten</b>
<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd<sup>120</sup></b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten</b> .
<p><b>Bijstandsorganisaties</b> (Besluit van de Vlaamse Regering van 11 december 2015 houdende de vergunningsvoorwaarden en de subsidieregeling van bijstandsorganisaties om budgethouders bij te staan in het kader van persoonsvolgende financiering)</p> <p>Een bijstandsorganisatie voorziet zowel individuele bijstand (gefinancierd met eigen middelen van de budgethouder) als collectieve bijstand (gefinancierd met subsidies) om budgethouders bij te staan bij de besteding van het cashbudget, de aanwending van de voucher en de organisatie van de zorg en ondersteuning als vermeld in artikel 14 van het decreet van 25 april 2014 (inclusief de onderhandelingen met vergunde aanbieders van niet-rechtstreeks toegankelijke zorg en ondersteuning). Daarnaast voorziet een bijstandsorganisatie in een aantal sessies gratis individuele bijstand voor nieuwe budgethouders persoonsvolgend budget (PVB) of persoonlijk assistentiebudget (PAB) (gefinancierd met subsidies) bij de opstart van de besteding van het budget. De taakomschrijving van de collectieve bijstand ten aanzien van zowel de budgethouder als het Vlaams agentschap voor personen met een handicap (VAPH) wordt verder verduidelijkt in artikel 10 van het BVR van 11-12-2015.</p> <p>Het takenpakket t.a.v. de budgethouder bestaat uit het volgende:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communicatiekanalen ontwikkelen</li> <li>• Hulpmiddelen ontwikkelen</li> <li>• Initiatieven om bestaanskwaliteit te verhogen</li> </ul>

- Kennis opbouwen rond budgetbesteding

- Kennis en expertise ontwikkelen omtrent intersectoraal aanbod en samenwerking

Het takenpakket t.a.v. het VAPH bestaat uit het volgende:

- Feedback over ontwikkeling markt van zorgaanbieders ter verbetering persoonsvolgende financiering (PVF) systeem
- Mee uitwerken van signalisatiesysteem wat betreft oneigenlijk gebruik van budget
- Melding fraude of misbruik
- Kennis en expertise delen betreffende beschikbare aanbod en kostprijs De kwaliteit van de dienstverlening wordt gewaarborgd door de vergunningsvoorwaarden (zie artikel 6 van het BVR van 11-12-2015).

De gratis bijstand voor nieuwe budgethouders heeft als doel om de besteding van het PVB of PAB tijdig en correct op te starten. Daarvoor wordt een methodiek gebruikt die het VAPH samen met de bijstandsorganisaties vaststelt (zie artikel 16/0 van het BVR 11-12-2015).

Wat zijn de (gebruikelijke) **vormen van toewijzing**? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

De bijstandsorganisatie moet voldoen aan volgende wettelijke opgelegde vergunningsvoorwaarden en vergunningsvoorschriften (artikel 6 van het BVR 11-12-2015):

Het agentschap kan aan maximaal 5 organisaties een vergunning als bijstandsorganisatie toekennen als ze voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in hoofdstuk 3 Vergunningsvoorwaarden en vergunningsvoorschriften van het van BVR 11-12-2015. Procedureel dient iedere kandidaat bijstandsorganisatie een aanvraagdossier in te dienen bij het VAPH. Hierbij dient een vragenlijst te worden ingevuld, waarbij onder andere de voorwaarden in het BVR van 11-12-2015 getoetst worden. Na goedkeuring van deze aanvraag door het VAPH, wordt een vergunning verleend. Deze aanvraagprocedure wordt ook verder verduidelijkt in artikel 15 van het BVR 11-12-2015.

**Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen** en aandeel van de toewijzingen voor een periode van **meer dan 10 jaar** (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.

De vergunning geldt voor onbepaalde duur maar de subsidie aan een individuele bijstandsorganisatie wordt voor maximaal tien jaar verleend. De subsidie kan stopgezet worden na evaluatie door het VAPH (i.s.m. Zorginspectie).

Concreet stelt de onderliggende regelgeving het volgende: *“Zolang de bijstandsorganisatie voldoet aan de voorwaarden voor de realisatie van specifieke dienstverlening, vermeld in dit besluit, geldt de subsidie voor een duur van tien jaar vanaf de eerste toekenning van de basissubsidie, vermeld in artikel 16. (Artikel 3 van het BVR 11-12-2015).”*

De toegekende vergunning van de bijstandsorganisatie is echter van onbepaalde duur (zie artikel 6 van het BVR 11-12-2015).
Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?
Neen
Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
<p>Bijstandsorganisaties krijgen een jaarlijkse werkingssubsidies waarvan de hoogte afhankelijk is van het ledenaantal. (zie artikel 16 van het BVR 11-12-2015).</p> <p>Per budgethouder die bij een bijstandsorganisatie is aangesloten kent het agentschap een subsidie van 236 euro toe aan de bijstandsorganisatie waarbij de budgethouder is aangesloten. Als een budgethouder zich bij meer dan een bijstandsorganisatie aansluit als lid wordt de subsidie toegekend aan de bijstandsorganisatie waarbij de budgethouder zich het eerst heeft aangesloten.</p> <p>Daarnaast hebben nieuwe budgethouders PVB of PAB recht op gratis lidmaatschap en gratis bijstand wanneer ze zich binnen het jaar na toekenning of terbeschikkingstelling aansluiten bij een bijstandsorganisatie. De bijstandsorganisatie ontvangt daarvoor een forfaitair bedrag van 800 euro per nieuwe budgethouder. Als een budgethouder zich aansluit bij meerdere bijstandsorganisaties, wordt deze subsidie toegekend aan de bijstandsorganisatie bij wie de budgethouder zich het eerst aansloot.</p>
Wat is het gebruikelijke <b>compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Bijstandsorganisaties wordt jaarlijks een bedrag toegekend, berekend aan de hand van het aantal aangesloten leden (zie hierboven).
Gebruikelijke <b>regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</b>
<p>Bijstandsorganisaties moeten voor de dienst van algemeen economisch belang een aparte boekhouding bijhouden voor het geheel van de subsidies die men conform het besluit ontvangt, de opbouw en de aanwending van reserves zijn aan strikte voorwaarden onderworpen en ze moeten hun uitgaven met betrekking tot die dienst van algemeen economisch belang kunnen verantwoorden (hoofdstuk 2 en artikel 18 van het BVR 11-12-2015). Op regelmatige basis en uiterlijk om de drie jaar wordt toezicht gehouden op de naleving van dit besluit (artikel 3, tweede lid van het BVR 11-12-2015).</p> <p>Subsidies waarvan de aanwending niet kan worden verantwoord, worden teruggevorderd (hoofdstuk V van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de 24 gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof).</p>
Geef kort aan hoe de <b>transparantievereisten</b> worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de

link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).	
/	
<b>Bedrag van de verleende steun</b>	
<b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR).</b> Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. <b>(A + B + C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
1,263 miljoen EUR	2,305 miljoen EUR
<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

## **2° Beleidsdomein Werk en Sociale Economie**

### **1. Overzicht van de uitgaven**

<b>Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)</b>		
<b>Totale compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
1) Totale compensatie op grond van het DAEB-besluit	€76.802.790,7	€55.474.011,5
2) Totale compensatie op grond van het DAEB-kader	nvt	nvt

### **2. Beschrijving van de toepassing van het DAEB-besluit van 2012**

In de periode 2020-2021 waren er binnen het beleidsdomein WSE 4 maatregelen operationeel die gebaseerd zijn op het DAEB Besluit. Het gaat specifiek over de volgende maatregelen:

- activiteitencoöperaties;
- lokale diensteneconomie;
- begeleiding van leefloongerechtigden in een traject tijdelijke werkervaring
- ESF-oproepen inzake sociale inclusie en armoedebestrijding.

Hieronder volgt een beknopte algemene beschrijving van deze maatregelen binnen het beleidsdomein WSE, met inbegrip van hun algemene kenmerken.

#### **Punt 2) sociale diensten c) toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding**

De maatregelen:

- Activiteitencoöperaties
- Lokale diensteneconomie (deel WSE)
- Begeleiding tijdens tijdelijke werkervaring
- ESF-oproepen

vallen onder punt 2) sociale diensten, c) toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding (art. 2 lid 1 onder c)).

**Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd**

De Vlaamse Overheid heeft voor elk van deze maatregelen bepaald dat het een dienstverlening is die de samenleving ten goede komt en dat deze diensten op een hoogstaande en kwalitatieve wijze worden aangeboden.

De uitvoerders van deze diensten ontvangen een mandaat van de Vlaamse Overheid indien ze aan de vooropgestelde voorwaarden voldoen; dit is voorzien in de bijhorende regelgeving. Deze voorwaarden zijn evenredig en niet-discriminatoir, en hebben betrekking op de eisen inzake kwaliteit en uitvoering van de dienst. In een aantal gevallen kunnen de gemandateerde dienstverleners ook worden gekozen op basis van een openbare aanbestedingsprocedure of een open oproep.

De periode voor toewijzing varieert meestal van 2 tot 6 jaar afhankelijk van de maatregel. Soms kunnen er ook kortlopende opdrachten worden toegewezen van 6 maanden tot 1 jaar. Voor de maatregel "begeleiding tijdens tijdelijke werkervaring" zijn de mandaten toegekend op 10 jaar aan de OCMW's.

In geen enkele maatregel, worden er uitsluitende of bijzondere rechten toegekend.

Het compensatiemechanisme op basis waarvan de subsidies worden toegekend, varieert ook tussen de verschillende maatregelen. De prijs kan bepaald worden als gevolg van een openbare aanbestedingsprocedure, in combinatie met vooraf bepaalde richtprijzen of kan een vast bedrag zijn dat op voorhand op basis van objectieve parameters is vastgesteld.

Voor alle maatregelen geldt dat er controlemomenten zijn ingebouwd om na te gaan of de prijs en de parameters nog steeds in overeenstemming zijn en eventueel moeten worden aangepast voor een volgende periode. Daarnaast is er ook controle voorzien op de uitvoering en wanneer hierop misbruiken worden vastgesteld, worden de compensaties teruggevorderd.

#### **Totaalbedrag van toegekende steun**

Het totaalbedrag van de toegekende steun en het aantal mandaten varieert sterk per maatregel, zie onderstaande tabel:

<b>Maatregel</b>	<b>2020</b>		<b>2021</b>	
	<b>Bedrag</b>	<b>Mandaten</b>	<b>Bedrag</b>	<b>Mandaten</b>
<b>Tijdelijke werkervaring - OCMW</b>	€19.642.260,00	300	€17.655.655,00	300
<b>Activiteitencoöperaties</b>	€867.129,00	5	€736.155,38	5
<b>Lokale diensteneconomie</b>	€28.408.588,71	180	€25.357.536,65	157

<b>ESF</b>	€27.884.813	54	€11.724.664,56	29
<b>Totaal</b>	€76.802.790.7	/	€55.474.011,5	/

### 3. Klachten van derden

Nihil

### 4. Overige vragen

De basisprincipes inzake compensatie, berekening kosten en redelijke winst in de huidige DAEB regelgeving zijn geschreven vanuit een economische logica die hoofdzakelijk toepasbaar is voor economische dienstverleningen, inzake netwerkindustrieën of vergelijkbare sectoren. Dit toepassen op de dienstverlening en subsidiëring in het kader van Werk en Sociale Economie is moeilijker en zeker niet in alle aspecten toepasbaar.

Werken met begrippen als redelijke winst, rendement op kapitaal of andere winstgevendheidsindicatoren en swaprentes passen in een bedrijfscontext, maar zijn niet zomaar in te passen bij bijvoorbeeld de subsidiëring van opleidingen, herintredingsmaatregelen voor werkzoekenden of dienstverleningen waarbij het sociale karakter primeert en waarbij het verwerven van winst niet altijd een doel is. Als er vergoedingen worden bepaald voor het uitvoeren van een dienstverlening, wordt dit veelal bepaald op verwachte kosten maar zonder rekening te houden met een redelijke winstpercentage. Het toepassen van redelijke winst in een dergelijke context roept vooral veel vragen en onduidelijkheden op bij zowel beleidsmakers als bij de dienstverleners op het terrein.

De controle op de uitvoering van een publieke opdracht en de daarvoor gebruikte financiële middelen is vanzelfsprekend belangrijk, maar de manier waarop de huidige DAEB-regels zijn opgesteld zijn in de praktijk niet werkbaar als er zeer groot aantal dienstverleners voor een bepaalde maatregel een mandaat krijgen toegewezen. De administratieve last die momenteel wordt opgelegd binnen de DAEB regelgeving is zeker voor kleinere maatregelen (<15 miljoen euro) zwaar en vereist een extra overheidsinvestering die niet proportioneel is.

Om er voor te zorgen dat de financiering van dienstverleners in het kader van meer sociale DAEB's in de toekomst op een correcte en rechtszekere wijze gewaarborgd blijft, is het een noodzaak om de DAEB-regelgeving in dit opzicht te herschrijven en rekening te houden met de eigenheid van diverse dienstverleners. Momenteel is er op het terrein en in de praktijk veelal sprake van een onduidelijkheid die naar best vermogen wordt ingevuld, maar zonder enige juridische zekerheid.

### **3° Beleidsdomein Sociale huisvesting**

**Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd**

*Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.*

In het Vlaamse Gewest worden huurwoningen aangeboden aan een omlijnde doelgroep tegen gunstige voorwaarden. De doelgroep wordt afgebakend op basis van een inkomensvoorwaarde en voorwaarden inzake onroerend bezit. In 2020 komt ongeveer 15,7 % van alle huishoudens in het Vlaamse Gewest in aanmerking voor een sociale huurwoning. Deze sociale verhueringen worden als DAEB aangemerkt.

**Sociale huurwoningen** worden aangeboden door (artikel 1.3, §1, 49°, Vlaamse Codex Wonen van 2021):

- Vlaamse Maatschappij voor Sociale Wonen of sociale huisvestingsmaatschappijen (SHM's)
- erkende sociale verhuurkantoren (SVK's)
- het Vlaams Woningfonds (VWF)
- lokale besturen (gemeente, intergemeentelijk samenwerkingsverband, OCMW of welzijnsvereniging)

De DAEB houdt in dat woningen worden verhuurd aan een omlijnde doelgroep tegen gunstige voorwaarden. Sociale huurwoningen moeten worden verhuurd aan huishoudens die voldoen aan de toelatingsvoorwaarden. De contractuele relatie tussen de sociale verhuurder en de huurder wordt beheerst door dwingende bepalingen die zijn opgenomen in Boek 6 van de Vlaamse Codex Wonen van 2021 en Boek 6 van het Besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021. Aanvullend is het private woninghuurrecht, zoals vastgelegd in het Vlaams Woninghuurdecreet, van toepassing.

Andere instanties dan de in de tweede alinea vermelde categorieën van sociale verhuurders kunnen de in de derde alinea vermelde DAEB niet uitvoeren en hebben ook geen toegang tot de met de DAEB samenhangende overheidssteun.

*Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.*

Sociale verhuurders vervullen een opdracht van algemeen belang. Bij de toewijzing van deze opdracht moet een onderscheid gemaakt worden tussen de verschillende categorieën van sociale verhuurders.

1. De VMSW en de lokale besturen zijn overheden. Zij handelen steeds in het algemeen belang. Zij staan in hun hoedanigheid van sociale verhuurder onder toezicht van de toezichthouder van de sociale huisvesting, die een orgaan van het Vlaamse Gewest is en er op toeziet dat de sociale verhuurders het dwingend regelgevend kader volgen.

- De VMSW is opgericht door het Vlaamse Gewest als een publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap (artikel 4.7 Vlaamse Codex Wonen van 2021). De opdrachten van de VMSW worden vastgelegd in de Vlaamse Codex Wonen van 2021 (artikel 4.13 e.v.).
- De lokale besturen zijn entiteiten die in de Belgische Grondwet worden erkend en staan in voor aangelegenheden van uitsluitend gemeentelijk belang (artikel 41 Grondwet).



2. De andere sociale verhuurders zijn private entiteiten die worden erkend door het Vlaamse Gewest en aan wie opdrachten van algemeen belang op het vlak van sociale huisvesting worden toegekend. De regelgevende bepalingen beperken hun activiteiten tot de opdrachten van algemeen belang die zij moeten uitvoeren. Zij kunnen geen andere activiteiten uitvoeren. Zij staan onder toezicht van de toezichthouder van de sociale huisvesting, die een orgaan van het Vlaamse Gewest is en er op toeziet dat de sociale verhuurders het dwingend regelgevend kader volgen.

- Het Vlaams Woningfonds (VWF) is een private coöperatieve vennootschap die door de decreetgever werd erkend (artikel 4.60 Vlaamse Codex Wonen van 2021). Het VWF heeft o.m. als decreetale opdracht de woonvoorwaarden van woonbehoeftige gezinnen en alleenstaanden te verbeteren door aangepaste woningen beschikbaar te stellen.
- Sociale huisvestingsmaatschappijen (SHM) worden erkend door de Vlaamse Regering. Het gaat over private vennootschappen met een maatschappelijk doel dat beantwoordt aan de bijzondere doelstellingen van het Vlaamse woonbeleid. De erkenningsvoorwaarden zijn in de regelgeving vastgelegd (artikel 4.36 Vlaamse Codex Wonen van 2021 en Boek 4, Titel 3, Hoofdstuk 1, Besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021), evenals de opdrachten van een SHM (artikel 4.39/7 e.v., Vlaamse Codex Wonen van 2021). Eén van de opdrachten van een SHM is het verbeteren van de woonvoorwaarden van de woonbehoeftige gezinnen en alleenstaanden, inzonderheid van de meest behoeftige gezinnen en alleenstaanden, door te zorgen voor een voldoende aanbod van sociale huurwoningen of sociale koopwoningen, eventueel met inbegrip van gemeenschappelijke voorzieningen, met aandacht voor hun integratie in de lokale woonstructuur.
- Sociale verhuurkantoren (SVK) worden eveneens erkend door de Vlaamse Regering. Het gaat over verenigingen zonder winstoogmerk of welzijnsverenigingen. SVK's zijn erkende huurdiensten, die bijdragen tot het helpen realiseren van het recht op wonen en zij behartigen de belangen van de meest behoeftige gezinnen en alleenstaanden op de privéhuurwoningmarkt. De erkenningsvoorwaarden zijn decretaal vastgelegd (artikel 4.54 Vlaamse Codex Wonen van 2021 en Boek 4, Deel 1, Titel 4, Hoofdstuk 2, Vlaamse Codex Wonen van 2021), evenals de opdrachten van een SVK (artikel 4.55 Vlaamse Codex Wonen van 2021). Eén van de opdrachten van een SVK is het op de private huurmarkt huren of in erfpacht nemen van woningen of kamers om kwaliteitsvolle woningen of kamers te verhuren aan woonbehoeftige gezinnen en alleenstaanden tegen een redelijke huurprijs en met aandacht voor het bieden van woonzekerheid.

*Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.*

De VMSW en de lokale besturen vervullen de vermelde DAEB zonder dat de DAEB uitdrukkelijk aan hen werd toegewezen. Indien zij voor de uitvoering van de DAEB middelen krijgen van het Vlaamse Gewest, zijn zij verplicht de daarmee verworven woningen te verhuren tegen gunstige voorwaarden aan een omliggende doelgroep. Indien zij de verworven woningen niet langer voor de DAEB willen inzetten, zijn zij verplicht om de ontvangen middelen terug te betalen, de woningen over te dragen aan andere sociale verhuurders of de middelen op een andere wijze in te zetten in het algemeen belang.

Het Vlaams Woningfonds en de SHM's werden erkend voor onbepaalde duur. Zij bouwen zelf sociale huurwoningen die zij nadien verplicht tegen gunstige voorwaarden moeten verhuren aan een omliggende doelgroep. Op deze manier blijven de geïnvesteerde middelen ingezet voor sociale huisvesting en wordt verzekerd dat er geen middelen uit de sociale huisvesting weglekken.

Sociale verhuurkantoren worden erkend voor onbepaalde duur, maar worden gesubsidieerd voor een periode van vijf jaar. Zij verhuren tegen gunstige voorwaarden aan een omliggende doelgroep woningen die zij zelf huren op de private woninghuurmarkt. Zij doen dus geen structurele investeringen in woningen.

Na verloop van de vijfjarige subsidieperiode kan het SVK een verlengingsaanvraag indienen als ze aantoonst dat de subsidievoorwaarden voldaan zijn.

*Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?*

De bijzondere rechten voor sociale verhuurders die samenhangen met het uitvoeren van de DAEB bestaan uit hierna genoemde vormen van compensatie:

- Gesubsidieerde financiering (voor SHM's, lokale besturen en VWF).
- Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's).
- Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF).
- Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's).
- Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF).
- Werkingssubsidies en groeiusubsidies (voor SVK's).
- Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's).
- Subsidies voor personeelskosten (voor bepaalde SHM's en SVK's).

*Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?*

De organisaties die de vermelde DAEB uitvoeren, ontvangen de volgende vormen van compensatie:

- Gesubsidieerde financiering FS3 (voor SHM's, lokale besturen en VWF): voor het financieren van de bouw van nieuwe sociale huurwoningen of de renovatie/vervangingsbouw van bestaande sociale huurwoningen.
- Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's): dit is een subsidie voor SHM's die verlies lijden doordat de huurprijzen voor hun woningen lager zijn dan gemiddeld, doordat hun huurders een lager dan gemiddeld inkomen hebben.
- Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF): subsidies voor infrastructuurwerken, bouwrijp maken van gronden, gemeenschapsvoorzieningen en ingrepen in de woonomgeving.
- Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's): subsidie ter compensatie van kosten die komen kijken bij fusie-operaties/herstructureringen, die voortvloeien uit de erkenningsvoorwaarde m.b.t. een minimale schaalgrootte.
- Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen: subsidie voor SHM's en het VWF om hen te stimuleren in de bestaande sociale huurwoningen energetische investeringen te doen op vlak van verwarming, isolatie, beglazing, ventilatie,...
- Werkingssubsidies en groeiusubsidies (voor SVK's): subsidie voor het dekken van bepaalde personeels- en administratiekosten, frictieleegstand en waardeverminderingen op huurvorderingen.
- Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's): subsidie die wordt toegekend voor de projectbegeleiding bij de bouw en renovatie van sociale huurwoningen op basis van de FS3-leningen die SHM's hebben opgenomen in de periode 2014 – 2017 en a rato van het aandeel van de SHM in de toewijzingen op een jaarbudget voor de bouw en renovatie van sociale

huurwoningen door de VMSW in 2017 – geen standaardsubsidie, maar enkel indien een bijzondere beslissing daartoe wordt genomen.

- Subsidies voor loonkosten aan bepaalde SHM's en SVK's met geregulariseerde gesco-projecten.

*Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoe rekening dan wel de Net Avoided Costmethode wordt toegepast.*

De verschillende types van overheidssteun zijn:

- Gesubsidieerde financiering FS3 (voor SHM's, lokale besturen en VWF): voor het financieren van de bouw van nieuwe sociale huurwoningen of de renovatie van bestaande sociale huurwoningen. SHM's, lokale besturen en het VWF die sociale huurwoningen willen bouwen, komen in aanmerking voor een gesubsidieerde lening met een looptijd van 33 jaar aan een rente van -1%. Zij moeten vervolgens deze woningen verhuren volgens het regelgevend kader, waarbij de huurprijs dwingend wordt geregeld op basis van het inkomen van de huurder, zijn gezinssamenstelling en de staat van de woning. Deze financieringsmethode voorziet een quasi break-even situatie na ca 32 jaar wanneer rekening wordt gehouden met de gewestelijk gemiddelde verwervings- en bouwkosten van nieuwbouwprojecten, een renovatiekost van 80% van de nieuwbouwkost na 33 jaar, een verhuring aan gezinnen die de gewestelijk gemiddelde sociale huurprijs betalen, jaarlijks geïndexeerd met 2%, een jaarlijkse stijging van de grondwaarde met 2%, een jaarlijkse stijging van de bouwkosten met 4,01%, een jaarlijks met 2% te indexeren beperkt onderhoudskostenforfait, en een restwaarde van het geheel na die 32 jaar. Eventuele winst moet bovendien verplicht opnieuw ingezet worden voor het doel van de sociale verhuurder, zodat er geen overheidssteun kan weglekken naar andere activiteiten.
- Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's): deze subsidie wordt toegekend aan een SHM als de genormaliseerde inkomsten van de SHM in het referentiejaar lager zijn dan de genormaliseerde uitgaven in het referentiejaar, en is gelijk aan het verschil tussen beide. Hoe de inkomsten en uitgaven genormaliseerd worden, is bepaald in Boek 5, Deel 2, Titel 4, Besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021. Belangrijk om daarbij te duiden is dat er niet enkel rekening wordt gehouden met inkomsten uit de projecten die via FS3 werden gefinancierd, maar met alle inkomsten van de SHM, dus ook de inkomsten uit niet gesubsidieerde projecten of onderdelen van projecten (zoals winkels of garages – deze worden door SHM's enkel gebouwd indien hen die verplichting wordt opgelegd door de vergunningverlenende overheid). De normalisatie van de inkomsten en uitgaven is vooral bedoeld om het efficiëntiestreven bij de SHM's te verhogen. Zo wordt o.m. rekening gehouden met een uiterst beperkt huurdersachterstal- en leegstandsforfait.
- Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF): subsidies voor infrastructuurwerken, bouwrijp maken van gronden, gemeenschapsvoorzieningen en ingrepen in de woonomgeving. De subsidie wordt berekend volgens de modaliteiten die zijn opgenomen in Boek 5, Deel 2, Titel 3, Besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021.. De subsidie wordt steeds beperkt tot de reële kostprijs van de werken.
- Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's): subsidie ter compensatie van kosten voor fusie-operaties/herstructureringen, die voortvloeien uit de gewestelijke erkenningsvoorwaarde m.b.t. een minimale schaalgrootte. De subsidie wordt berekend volgens de modaliteiten die zijn opgenomen in Boek 4, Deel 1, Titel 3, Hoofdstuk 5, Afdeling 1, Besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021. De toelage is beperkt, kan bovendien in geen geval de reële kosten verbonden aan de herstructurering overstijgen en wordt in voorkomend geval gereduceerd tot de werkelijk uitgegeven en aangetoonde bedragen.
- Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF): subsidie ter compensatie van kosten die worden gemaakt bij de energetische renovatie van

sociale huurwoningen. Het subsidiabel bedrag is beperkt, wordt ook afgetopt op de reële kostprijs van de investering en eventuele andere tussenkomsten worden in mindering gebracht. Deze regeling is opgenomen in Boek 5, Deel 2, Titel 2, Besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021.

- Werkingssubsidies en groeiusubsidies (voor SVK's): subsidie voor het dekken van bepaalde personeels- en administratiekosten, frictieleegstand en waardeverminderingen op huurvorderingen. De subsidie wordt berekend op basis van het aantal woningen dat het SVK in beheer heeft. In de subsidie-afrekening enkel wordt rekening gehouden met de netto werkings- en personeelskosten. Kosten die gerecupereerd worden bij de huurder en/of eigenaar, en diverse bedrijfsopbrengsten worden afgetrokken van de subsidiabele kosten. De subsidie aan het SVK voor personeels- en werkingskosten kan nooit hoger zijn dan de werkelijk gemaakte netto-kosten. Bovendien dekt de subsidie van het Vlaams Gewest niet alle kosten van een SVK. In het merendeel van de gevallen liggen de totale kosten hoger dan de gesubsidieerde kosten. Bovendien wordt een belangrijke kostencomponent niet gesubsidieerd, nl. de herstellingskosten die door het SVK moeten worden gedragen en niet recupereerbaar zijn bij de onderhuurder.
- Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's): subsidie die wordt toegekend voor de projectbegeleiding bij de bouw en renovatie van sociale huurwoningen op basis van het bedrag aan FS3-leningen die SHM's hebben opgenomen. Het gaat over een compensatie van kosten die de SHM maakt in de aanloop van nieuwe bouwprojecten, waarmee geen rekening werd gehouden in de berekening van de basissubsidie.
- Subsidies voor personeelskosten aan bepaalde SHM's en SVK's met geregulariseerde Gesco-projecten. De subsidie is forfaitair, maar wordt jaarlijks pro rata verminderd als de geregulariseerde gesco-personeelsleden niet meer in dienst zijn. In het ministerieel besluit is bovendien bepaald dat de gesubsidieerde loonkosten niet mogen worden gebruikt voor de verantwoording van andere subsidies die verstrekt worden ten laste van de uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap.

*Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.*

Alle subsidiesystemen zijn opgezet zodat ze geen of slechts zeer beperkte winsten kunnen genereren. De subsidies worden immers altijd beperkt tot de werkelijke kosten of tot geforfaitariseerde kosten die nooit hoger liggen dan de kosten die worden aangerekend in een niet-sociale verhuuringscontext.

Op basis van de resultaten van het boekjaar van elke SHM gebeurt een jaarlijkse toets: het rendement dat wordt getoetst aan het begrip 'redelijke winst', vertrekt van het courante resultaat (zie punt (8) van het DAEB-vrijstellingsbesluit van 20 december 2011). Dit stemt overeen met het resultaat uit de gewone bedrijfsuitoefening in de Belgische jaarrekening. O.m. de meerwaarde op de verkoop van vaste activa (zoals huurwoningen) maakt hierdoor geen deel uit van het te toetsen rendement (deze meerwaarde is een deel van het uitzonderlijk resultaat). Bij de meting van het rendement laat het DAEB-vrijstellingsbesluit aan de lidstaten de keuze om een andere rendementsberekening te gebruiken dan het rendement op het kapitaal. In het kader van de activiteit van de SHM's is het te verantwoorden om de 'Return on capital employed' te gebruiken ('Rendement van de totale activa' - ROA). Dit is een meer passende maatstaf voor kapitaalintensieve ondernemingen (= ondernemingen met grote activa) die in belangrijke mate of overwegend met vreemd vermogen worden gefinancierd. Het rendement op het kapitaal (= eigen vermogen) slaat bij deze ondernemingen op een dusdanig beperkt aandeel van het ingezette vermogen, dat enkel het rendement van het eigen vermogen meten, een onvolledig beeld geeft van het rendement van de ingezette activa. Concreet wordt het resultaat uit de gewone bedrijfsuitoefening voor aftrek van de rente en bijtelling van rentesubsidies, en na aftrek van belastingen, genomen. Dit is het resultaat dat beschikbaar is om het totale ingezette vermogen (vreemd vermogen en eigen vermogen) te vergoeden. De norm waaraan dit rendement wordt afgetoetst is de relevante swaprente, verhoogd met 100 basispunten. Daarvoor werd de OLO 30 jaar genomen. Omdat wordt gewerkt met de gemiddelde ROA van de voorbije 5 jaren, werd bij de toetsing ook gewerkt met de

mediaanwaarde van deze OLO tijdens de voorbije 5 jaren (deze heeft immers aanzienlijk gefluctueerd in deze periode):

- hoogste peil = 1,90%
- laagste peil = 0,21%
- mediaanwaarde = 1,055%

Een redelijke winst is dan gelijk aan de mediaan van swaprente OLO 30 jaar van voorbije 5 jaren + 1% (= 100 basispunten) = 1,055% + 1% = 2,055%.

Die berekening voor de periode 2016-2020 toont aan dat het rendement op sectorniveau voor de sociale verhuuractiviteiten op nauwelijks 0,91 % ligt. De berekening van het rendement over de periode 2017-2021 kon op het moment van het afsluiten van deze rapportering nog niet gebeuren, maar er zijn geen aanwijzingen dat het rendement van de SHM's voor de sociale verhuuractiviteiten sterk gestegen zou zijn.

Daarnaast wordt de financiële gezondheid van SHM's nauwgezet opgevolgd, vooral met het oogmerk om de financiële risico's te beheersen die het Vlaams Gewest loopt door de uitgebreide kredietverstrekking. Het risico op overcompensatie (bijvoorbeeld bij financieel erg gezonde SHM's) wordt vermeden door decretale bepalingen die ervoor zorgen dat de eventuele opgebouwde eigen middelen enkel voor welbepaalde sociale huisvestingsdoelen kunnen worden ingezet. SHM's worden ook verplicht om de middelen die ze niet nodig hebben voor een dagelijkse werking te parkeren op een rekening bij de VMSW, waarvoor ze niet meer dan een marktconforme vergoeding krijgen (die opnieuw enkel kan aangewend worden voor sociale huisvestingsprojecten). De controle op de besteding van de middelen gebeurt door een Toezichthouder en de frequentie ervan wordt bepaald op basis van een risk assessment.

Bij SVK's bestaat er een rapporteringsverplichting op jaarbasis op basis waarvan de subsidiabele kosten van het afgelopen werkingsjaar worden vastgesteld (artikel 4.177, §3, Besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021). Als blijkt dat de subsidie hoger is dan de subsidiabele kosten wordt het saldo van de subsidie niet volledig uitbetaald. Er is ook bepaald dat de minister in bepaalde omstandigheden de subsidie kan/zal stopzetten en de al uitbetaalde subsidie kan terugvorderen. Dat is onder meer het geval wanneer het SVK ten onrechte een erkenning of subsidiëring heeft ontvangen op grond van onjuiste informatie of de controle op de aanwending van de toegekende subsidie verhindert (artikel 4.180, Besluit Vlaamse Codex Wonen van 2021).

*Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).*

Niet van toepassing (sociale verhuurders vervullen geen activiteiten buiten de DAEB).

Enkel SVK's kunnen ook andere activiteiten van algemeen belang vervullen. De steun aan SVK's werd zo uitgewerkt dat de steun enkel kan ingezet worden voor de activiteit van sociale verhuring volgens de voorwaarden van het sociaal huurstelsel.

- SVK's zijn verplicht om een analytische boekhouding te voeren als de SVK-werking deel uitmaakt van een breder opdrachtenpakket. De toezichthouder oefent hier toezicht op uit.
- Als een SVK de subsidie niet volledig benut, dan wordt het saldo van de subsidie niet (volledig) uitbetaald. Een SVK kan het overschot van zijn subsidie niet gebruiken om een bestemd fonds voor waardeverminderingen op huurvorderingen aan te leggen.

*Bedrag van de verleende steun*

*Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)*

	2020	2021
Gesubsidieerde financiering (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	742 (FS3) 0,23 (SBE) 0,16 (SV)	679 (FS3) 0,19 (SBE)
Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's)	8	12,7
Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	39	39
Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's)		
Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF)	18	21
Werkingsubsidies en groeiusubsidies (voor SVK's)	23,9	26,2
Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's)	0	0
Subsidies voor personeelskosten (voor bepaalde SHM's en SVK's)	0,2	0,2

*A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)*

	2020	2021

*B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)*

	2020	2021

Gesubsidieerde financiering (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	742 (FS3) 0,23 (SBE) 0,16 (SV)	679 (FS3) 0,19 (SBE)
Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's)	8	12,7
Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	39	39
Subsidies voor kosten van fusies/herstructurerings (voor SHM's)		
Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF)	18	21
Werkingssubsidies en groeiusubsidies (voor SVK's)	23,9	26,2
Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's)	0	0
Subsidies voor personeelskosten (voor bepaalde SHM's en SVK's)	0,2	0,2

*C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)*

	2020	2021

*Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)*

	2020	2021

*Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)*

	2020	2021

## 4° Beleidsdomein Omgeving

### KRINGLOOPCENTRA

Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2b, kinderopvang)
5g) Afvaldiensten, die het hergebruik van goederen verzorgen met inbegrip van het inzamelen, sorteren en verkopen van die goederen
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten</b> .

De kringloopcentra zorgen voor de inzameling, de sortering en de verloop van herbruikbare goederen. Ze streven naar een maximaal producthergebruik van de ingezamelde goederen en dragen zo zorg voor het milieu.

Wat zijn de (gebruikelijke) **vormen van toewijzing**? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

Een kringloopcentrum moet beschikken over een erkenning inzake artikel 9, §2 van het Materialendecreet. De verdere regels inzake deze erkenning zijn vastgelegd in het besluit van de Vlaamse regering van 20 mei 2005 tot vaststelling van de bijzondere regelen inzake de erkenning en de subsidiëring van kringloopcentra.

Om erkend te worden, moet een kringloopcentrum voldoen aan de volgende erkenningsvoorwaarden:  
1° het kringloopcentrum combineert ten minste de volgende drie doelstellingen, die opgenomen zijn in de statuten van de rechtspersoon \:

a) de zorg voor het milieu door maximaal producthergebruik na te streven van de ingezamelde goederen;  
b) tewerkstelling voor personen met arbeidsbeperkingen en voor personen met afstand tot reguliere arbeidsmarkt ontwikkelen en waarborgen;  
c) in geval van verenigingen, het niet toekennen van vermogensvoordeel aan de leden; in geval van vennootschappen mag het beperkte rechtstreekse vermogensvoordeel dat de vennootschap aan de vennoten uitkeert, niet hoger zijn dan de rentevoet die vastgesteld is door de koning ter uitvoering van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, toegepast op het werkelijk gestorte bedrag van de aandelen;

2° het kringloopcentrum heeft een rechtspersoonlijkheid die verenigbaar is met de onder punt 1° vermelde doelstellingen;

3° de natuurlijke personen die de vereniging of vennootschap kunnen verbinden, voldoen aan volgende



voorwaarden :

a) hun burgerlijke en politieke rechten bezitten;  
b) de laatste vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning geen effectieve strafrechtelijke veroordeling hebben opgelopen voor een overtreding op de milieuwetgeving in België. Als het personen betreft die niet van Belgische nationaliteit zijn, mogen ze de milieuwetgeving niet overtreden hebben in de staat waarvan zij onderdaan zijn;

4° de maatschappelijke zetel van het kringloopcentrum bevindt zich in een gemeente die in het Vlaamse Gewest ligt. De zetel kan niet overgebracht worden naar een plaats buiten het Vlaamse Gewest;

5° het verzorgingsgebied omvat minstens 75 000 inwoners;

6° het kringloopcentrum organiseert de dienstverlening voor zowel de verkoop van de goederen als de inzameling van de goederen maximaal zodat alle burgers er vlot en klantvriendelijk gebruik van kunnen maken. Dat houdt in dat er voldoende winkel- en inzamelingspunten zijn, met ruime en gevarieerde openingsuren en dienstverlening;

7° de winkelpunten van het kringloopcentrum zijn voor iedereen toegankelijk en hebben ruime openingstijden. De winkelpunten beperken zich tot twee sluitingsdagen per week en zijn wekelijks minstens dertig uur open;

8° er wordt een representatief aanbod van herbruikbare goederen te koop aangeboden, al dan niet per productgroep gespreid over verscheidene winkelpunten. Als er één winkelpunt is in het verzorgingsgebied, verkoopt dat winkelpunt minstens zes productgroepen. Als er meerdere winkelpunten zijn in het verzorgingsgebied, verkopen die samen minstens zes productgroepen. Onder productgroepen wordt verstaan :

- a) elektrische en elektronische apparaten;
- b) textiel;
- c) meubelen;
- d) vrijetijdsartikelen;
- e) huisraad;
- f) diverse artikelen.

Tijdens de duur van de erkenning moet het kringloopcentrum de volgende voorwaarden naleven :

1° het kringloopcentrum is verplicht om elke wijziging van zijn statuten en formele wijziging van de administratieve gegevens onmiddellijk met een aangetekende brief aan de OVAM mee te delen, zoals onder meer :

a) naam, rechtsvorm, zetel en ondernemingsnummer van de houder;  
b) woonplaats, adres of fax- en telefoonnummer van de houder en in voorkomend geval van de maatschappelijke zetel en de administratieve of exploitatiezetel of van de standplaats binnen het Vlaamse Gewest;

2° het kringloopcentrum beperkt zijn inzamelactiviteiten en het openhouden van winkelpunten tot de gemeenten die behoren tot zijn verzorgingsgebied zoals vastgelegd in de erkenning. In gemeenten die niet behoren tot zijn verzorgingsgebied, zal het kringloopcentrum alleen een inzameling van herbruikbare goederen organiseren of in zijn opdracht doen organiseren in overeenstemming met het erkende kringloopcentrum waartoe die gemeenten overeenkomstig zijn erkenning behoren;

3° het kringloopcentrum moet op eenvoudig verzoek van de OVAM medewerking verlenen aan sensibiliserings- en informatiecampagnes die door de OVAM worden opgezet;

4° binnen de door de OVAM gestelde termijnen bezorgt het kringloopcentrum jaarlijks de door de OVAM gevraagde gegevens van het voorgaande jaar. Wijzigingen in het erkenningsdossier worden onmiddellijk aan de OVAM gemeld.

<p><b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen voor een periode van <b>meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.</p>
<p>Sinds 22 augustus 2016 geldt de erkenning als kringloopcentrum voor onbepaalde duur. Sinds 2005 werken de kringloopcentra gestructureerd en ondertussen zijn de kringloopcentra stabiele, autonome en onafhankelijk bedrijven die al jaren voldoen aan de erkenningsvoorwaarden. Daarom is er gekozen om nu te werken met een erkenning voor onbepaalde duur. De resultaten en werking wordt nog jaarlijks gemonitord en de mogelijkheid bestaat om de erkenning in te trekken.</p> <p>De staatssteun wordt toegekend aan het kringloopcentra voor het verwezenlijken van hun doelstelling 'de zorg voor het milieu door maximaal producthergebruik na te streven van de ingezamelde goederen'. Dit is een doelstelling zonder eindduur aangezien de zorg voor het milieu door maximaal hergebruik niet in de tijd beperkt kan worden. Mocht blijken dat een kringloopcentra toch niet aan de voorwaarden voldoet, bestaat steeds de mogelijkheid om de erkenning in te trekken dus de erkenning van onbepaalde duur is voorzien van beschermingsmechanismes.</p>
<p>Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?</p>
<p>Het inzamelen, sorteren en verkopen van herbruikbare goederen is niet het exclusief terrein van de kringloopcentra. Om recht te hebben op de tegemoetkoming is erkenning als kringloopcentrum wel vereist.</p> <p>Het kringloopcentrum beperkt zijn inzamelactiviteiten en het openhouden van winkelpunten tot de gemeenten die behoren tot zijn verzorgingsgebied zoals vastgelegd in de erkenning. In gemeenten die niet behoren tot zijn verzorgingsgebied, zal het kringloopcentrum alleen een inzameling van organiseren of in zijn opdracht doen organiseren in overeenstemming met het erkende kringloopcentrum waartoe die gemeenten overeenkomstig zijn erkenning behoren.</p>
<p>Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?</p>
<p>Rechtstreekse subsidies</p>
<p>Wat is het <b>gebruikelijke compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.</p>
<p>De subsidie wordt toegekend voor de algemene werking van het kringloopcentrum met het oog op het verwezenlijken van de doelstelling 'zorg voor het milieu door maximaal productgebruik na te streven van de ingezamelde goederen'. Voor het criterium Verzorgingsgebied wordt gebruik gemaakt van een vast bedrag (404.000,00 euro), dat geïndexeerd wordt, per inwoner van het verzorgingsgebied. Dit bedrag is lager dan wat nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbaredienstverplichting, met inbegrip van een redelijke winst.</p> <p>Voor het criterium Hergebruik wordt het overgebleven saldo (404.000,00 euro) (totale beschikbare subsidie, zijnde 808.000,00 euro, verminderd met de som van de bedragen die berekend zijn op basis van criterium verzorgingsgebied, zijnde 404.000,00 euro) gedeeld door het totaal aantal kilogram hergebruik van het voorgaande jaar van alle erkende kringloopcentra. Door het bedrag van deze uitkering te linken aan een bestaand cijfer dat gecontroleerd wordt (kilogram hergebruik) wordt ook hier nooit meer uitbetaald dan wat nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbaredienstverplichting, met inbegrip van een redelijke winst.</p>

Verscheidene kringloopcentra krijgen subsidiebedragen die lager zijn dan 500.000,00 euro over de drie voorgaande belastingenjaren, waardoor ze vallen onder de Verordening (EU) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen.

Gebruikelijke **regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.**

**De OVAM kan een volledige of gedeeltelijke controle van het kringloopcentrum doorvoeren. Hierbij wordt nagegaan in welke mate het kringloopcentrum voldoet aan de subsidievoorwaarden, waaronder ook het niet overschrijden van het subsidiebedrag dan hetgeen nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbaredienstverplichting, met inbegrip van de redelijke winst. De cijfers die gebruikt worden voor de berekening van de subsidie volgens criterium hergebruik (kilogram hergebruik) worden jaarlijks gecontroleerd en goedgekeurd door de OVAM, in samenwerking met KOMOSIE (overkoepelend orgaan).**

**Daarenboven is er driejaarlijks een revisorencontrole op de rapportage die de kringloopcentra jaarlijks moeten indienen, waarbij ook de cijfers die gebruikt worden voor de subsidietoekenning worden gecontroleerd. Deze revisorencontrole behelst ook een controle op de jaarrekening en een financiële doorlichting.**

De subsidies worden teruggevorderd overeenkomstig de vigerende bepalingen van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB- besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

Niet van toepassing

#### **Bedrag van de verleende steun**

**Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR).** Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. **(A+B+C)**

<b>2020</b>	<b>2021</b>
xx	xx

#### **A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)**

<b>2020</b>	<b>2021</b>
-------------	-------------

<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
808.000,00 €	808.000,00 €
<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

### 3. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012

<b>Punt (bijvoorbeeld iii. Afvalinzameling of viii. Financiële diensten)</b>
<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd<sup>11</sup></b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten</b> .
Wat zijn de (gebruikelijke) <b>vormen van toewijzing</b> ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

<b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen voor een periode van <b>meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.
Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?

Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?	
Wat is het <b>gebruikelijke compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.	
Gebruikelijke <b>regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen</b> .	
Geef kort aan hoe de <b>transparantievereisten</b> (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).	
<b>Bedrag van de verleende steun</b>	
<b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)<sup>14</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)<sup>15</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) <sup>16</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

#### 4. KLACHTEN VAN DERDEN

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter, betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB-kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sector waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

--

#### 5. OVERIGE VRAGEN

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

--

--

--

## Milieu- en natuurbeheer

### 14. OVERZICHT VAN DE UITGAVEN

Vul de onderstaande tabel in:

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
	2020	2021
<b><i>Totale compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)</i></b>		
1) Totale compensatie op grond van het DAEB-besluit		
2) Totale compensatie op grond van het DAEB-kader		

### 15. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012

<b>Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2, b), kinderopvang)</b>
<b>h) Andere sectoren: milieu- en natuurbeheer</b>
<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd<sup>121</sup></b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten</b> .
<p>In uitvoering van het besluit van de Vlaamse Regering van 28 maart 2014 houdende toekenning van compensatie aan verschillende actoren voor milieugerelateerde taken, uitgevoerd door doelgroepwerknemers worden diensten door actoren (niet zijnde gemeenten), die verband houden met behoud van biodiversiteit, habitats en soorten vergoed.</p> <p>Actoren (elke grondgebruiker, grondeigenaar, bosgroep, regionaal landschap of wildbeheereenheid) kunnen compensatie ontvangen voor natuurgebonden taken (groenjobs) die ze door doelgroepwerknemers laten uitvoeren en op voorwaarde dat de werkzaamheden betrekking hebben op de volgende soorten terreinen:</p> <p>1° erkende natuurreservaten als vermeld in artikel 32 tot en met 36 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbewoud en het natuurlijk milieu;</p>



<p>2° natuurgebieden waarvoor de procedure voor erkenning conform artikel 32 tot en met 36 van het voormelde decreet niet is afgerond;</p> <p>3° bossen waarin werkzaamheden worden uitgevoerd onder coördinatie van een bosgroep;</p> <p>4° terreinen die toegankelijk zijn voor het publiek.</p> <p>Deze regeling valt onder het toepassingsgebied van artikel 2.1.a en 2.1.c van het DAEB-besluit. Dit laatste dient te worden beschouwd als een afgeleide voor de sociale inclusie van kwetsbare groepen. In het luik “biodiversiteitsbeleid” van de ministeriële beleidsnota 2014-2019 wordt immers gesteld dat Vlaanderen maximaal dient in te zetten op samenwerking en integratie tussen beleidsvelden en sectoren met het oog op behoud en versterking van de biodiversiteit.</p> <p>Doelgroepwerknemers zijn de werknemers, vermeld in:</p> <p>a) artikel 5 van het decreet van 14 juli 1998 inzake sociale werkplaatsen;</p> <p>b) artikel 79, § 1, van het decreet van 23 december 2005 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2006;</p> <p>c) artikel 2, 3°, van het decreet van 22 december 2006 houdende de lokale diensteneconomie.</p> <p>De activiteiten die in aanmerking komen voor compensatie worden in hetzelfde besluit gespecificeerd.</p> <p>Bron: <a href="http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/besluit/2014/03/28/2014202552/justel">http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/besluit/2014/03/28/2014202552/justel</a></p>
<p>Wat zijn de (gebruikelijke) <b>vormen van toewijzing</b>? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.</p>
<p>Er wordt geen standaardmodel gebruikt. De ingediende aanvragen worden afgetoetst aan de voorwaarden van het besluit van de Vlaamse Regering van 28/03/2014. De aangevraagde compensatie wordt toegekend wanneer zij voldoet aan deze voorwaarden en er voldoende beschikbare kredieten zijn.</p>
<p><b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen voor een periode van <b>meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.</p>
<p>De duur waarvoor de DAEB wordt toegewezen aan een actor is 3 jaar, gekoppeld aan het indienen van een toetredingscontract en werkplannen. Er wordt geopteerd voor een periode van drie jaar om het werkveld de mogelijkheid te bieden flexibel in te spelen op het bereiken van natuurdoelen zoals de instandhoudingsdoelstellingen voor de speciale beschermingszones en de Europees te beschermen soorten of uitvoering van soortenbeschermingsprogramma's.</p>
<p>Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?</p>
<p>Niet van toepassing</p>
<p>Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?</p>
<p>subsidies</p>
<p>Wat is het gebruikelijke <b>compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.</p>

<p>Per takenpakket (= 600 uren) bedraagt de compensatie forfaitair 5.250 euro. De compensatie omvat alleen de vergoeding voor de taken die worden uitgevoerd door de doelgroepwerknemer.</p>	
<p>Gebruikelijke <b>regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</b></p>	
<p>De compensatie omvat alleen de vergoeding voor de taken uitgevoerd door de doelgroepwerknemer. Ze kan niet worden gecombineerd met andere compensaties van de Vlaamse Overheid voor dezelfde taken.</p> <p>De ministeriële besluiten die de compensaties toekennen bepalen systematisch dat de actor de verleende compensatie moet terugbetalen als de voorwaarden waaronder de compensatie werd verleend, niet werden nageleefd; de compensatie niet werd aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd verleend of het uitoefenen van controle door het Agentschap voor Natuur en Bos op het aanwenden van de compensatie wordt verhinderd.</p>	
<p>Geef kort aan hoe de <b>transparantievereisten</b> worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
<p>Niet van toepassing</p>	
<p><b>Bedrag van de verleende steun</b></p>	
<p><b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR).</b> Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. <b>(A + B + C)</b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<p><b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<p><b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
€ 1.295.633,04	Maximaal € 1.352.705,65 (saldi 2021 nog te evalueren tegen uiterlijk 1 juli 2022 conform BVR)
<p><b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b></p>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

**Gelieve ook het overzicht in het excel-bestand “SGEI Decision 2020\_2021” (DAEB-besluit 2020\_2021) in bijlage in te vullen met de totale bedragen per punt voor de hele lidstaat (niet per regio, lokale autoriteit of gemeente).**

#### **16. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012**

**Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:**

DAEB-compensaties van meer dan 15 miljoen EUR die niet onder het DAEB-besluit vallen (vermeld in voorkomend geval het besluit van de Commissie tot goedkeuring van de verschillende maatregelen):

- x. Postdiensten
- xi. Energie
- xii. Afvalinzameling
- xiii. Watervoorziening
- xiv. Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, punt d), vastgestelde maxima
- xv. Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, punt e), vastgestelde maxima
- xvi. Cultuur
- xvii. Financiële diensten
- xviii. Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

**Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:**

<b>Punt (bijvoorbeeld iii. Afvalinzameling of viii. Financiële diensten)</b>
<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd<sup>122</sup></b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten</b> .
Wat zijn de (gebruikelijke) <b>vormen van toewijzing</b> ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
<b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen voor een periode van <b>meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.
Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?
Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Wat is het gebruikelijke <b>compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Gebruikelijke <b>regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen</b> .
Geef kort aan hoe de <b>transparantievereisten</b> (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

<b>Bedrag van de verleende steun</b>	
<b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A + B + C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

Gelieve ook het overzicht in het excel-bestand “SGEI Framework 2020\_2021” (\*DAEB-kaderregeling in 2020 2021) in bijlage in te vullen met de totale bedragen per punt voor de hele lidstaat (niet per regio, lokale autoriteit of gemeente).

#### 17. KLACHTEN VAN DERDEN

**18. OVERIGE VRAGEN**

## **5° BELEIDSDOMEIN MEDIABELEID**

### **a. STEUN VLAAMSE REGIONALE TELEVISIEOMROEPORGANISATIE**

<b>Punt (bijvoorbeeld iii. Afvalinzameling of viii. Financiële diensten)</b>
<b>Mediabeleid – structurele steun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties + noodfondssteun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties 2020</b>
<b>Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd</b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.</b>
<p>1) Structurele steun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– vzw Antwerpse Televisie (ATV)</li> <li>– vzw Regionale Omroep Brabant (ROB)</li> <li>– vzw TV-Kempen en Mechelen (RTV)</li> <li>– vzw Regionale Televisie Aalst – Dendermonde – Sint-Niklaas, Dagelijkse Regionale Informatie en Educatie (TV Oost)</li> <li>– vzw Audio Video Studio Oost-Vlaamse Televisie (AVS)</li> <li>– vzw Vlaams Brusselse Media (VBM/ BRUZZ)</li> <li>– vzw Tele-Visie-Limburg (T.V.L.)</li> <li>– vzw West-Vlaamse Televisie Regio Zuid (WTV)</li> <li>– vzw FOCUS Televisie – Regionale televisie voor het Noorden van West-Vlaanderen</li> <li>– vzw Regionale Televisie Vlaams-Brabant, Halle-Vilvoorde (Ring TV)</li> </ul> <p>2) (Corona)noodfondsmiddelen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties - m.u.v. vzw Vlaams Brusselse Media (VBM/ BRUZZ) - in 2020</p>
Wat zijn de (gebruikelijke) <b>vormen van toewijzing</b> ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
<p>1) Decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie (= mediadecreet). Samenwerkingsovereenkomst (2018-2022) met de Vlaamse regionale televisieomroepen (geen standaardmodel).</p> <p>2) Decreet van 19 juni 2020 tot het nemen van dringende maatregelen met betrekking tot de noodfondsen voor cultuur, jeugd, sport, media en de lokale besturen, en met betrekking tot de armoedebestrijding naar aanleiding van de COVID-19-pandemie, artikel 6, § 2. Besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 2020 tot toekenning van steun aan regionale televisieomroeporganisaties (noodfonds).</p>
<b>Gemiddelde periode (in jaren)</b> waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een <b>periode van meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector.  Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
<p>1) Normale duur van de samenwerkingsovereenkomst = 5 jaar</p> <p>2) Éénmalige tussenkomst in de werkingskosten voor periode 14 maart 2020 tot en met 31 augustus 2020</p>
Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?
Neen
Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Rechtstreekse werkingssubsidie.
Wat is het gebruikelijke <b>compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef



<b>Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</b>	
<p>1) De steunmaatregel betreft slechts een fractie van de werkelijke kosten. De nadruk van de samenwerkingsovereenkomst ligt op na te komen verbintenissen om de uitvoering van de maatschappelijke opdracht en de economische leefbaarheid van de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties te verbeteren en te garanderen. In de samenwerkingsovereenkomst (2018-2022) staat het volgende opgenomen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indien de voorwaarden waaronder de subsidie werd toegekend niet worden nageleefd of wanneer de subsidie niet wordt aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend, vordert de administratie de subsidie volledig terug.</li> <li>- Indien de subsidie de netto kosten van het gesubsidieerde project overstijgt, vordert de administratie het gedeelte van de subsidie dat overcompensatie vormt terug.</li> </ul> <p>2) De noodfondssteun die werd toegekend was bedoeld om te kunnen blijven uitzenden en de invulling van de decretale opdracht, zoals bepaald in artikel 151 en 165 van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie, te blijven garanderen, ondanks de minderinkomsten ten gevolge van de omstandigheden die veroorzaakt zijn door COVID-19.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indien de voorwaarden waaronder de subsidie werd toegekend niet worden nageleefd of wanneer de subsidie niet wordt aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend, vordert de administratie het niet verantwoorde deel van de noodfondsfinanciering terug.</li> </ul> <p>Geef kort aan hoe de transparantievereisten (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p> <p><a href="#">Website departement CJM</a> + Mediadecreet + Begrotingsdecreet + jaarlijks subsidiebesluit en antwoorden op parlementaire vragen (website Vlaams Parlement)</p> <p><a href="#">Overzicht gesubsidieerde organisaties mediabeleid.</a></p>	
<b>Bedrag van de verleende steun</b>	
<b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<p>1) <u>Uitvoering samenwerkingsovereenkomst</u> In 2020 werd op de totaaltoelage aan de regionale televisieomroep-organisaties een éénmalige besparing van 6% toegepast. In 2021 werd die besparing teruggedroefd.</p> <p>1,763 mio euro</p> <p>= een subsidie van 173.970 euro per Vlaamse regionale televisieomroep + 24.000 euro voor RTV voor het verzorgen van 2 nieuwsgebieden (RTV Mechelen en RTV Kempen).</p> <p>18,8 keuro aan NORTV</p> <p>Het overkoepelend orgaan NORTV krijgt op basis van de meerjarenovereenkomst een subsidie voor het organiseren van een jaarlijkse waarderingsmeting van alle omroepen. Die toelage bedroeg voor 2020 18.800 euro.</p> <p>2) <u>Noodfonds regionale tv = coronafonds</u> Vanuit mediabeleid werd in 2020 een noodfondsfinanciering opgezet om de leefbaarheid van deze omroepen te kunnen garanderen. In totaal werd een budget van 2,946 mio euro toegekend aan de regionale televisieomroeporganisaties samen.</p> <p>Elke regionale televisieomroep, met uitz. van VBM(BRUZZ) en RTV, kreeg in dit kader 300keuro toegekend als noodfondssteun. Ten aanzien van RTV werd een hogere financieringsbehoefte vastgesteld waardoor deze omroep een hogere bedrag van 546keuro toegekend kreeg. VBM (BRUZZ) werd uitgesloten bij deze noodfondsregeling.</p> <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op <u>andere financiële stromen</u> aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties</p>	<p><u>Subsidie aan Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties</u></p> <p>1,876 mio euro</p> <p>= een subsidie van 185.100 euro per Vlaamse regionale televisieomroep + 25.000 euro voor RTV voor het verzorgen van 2 nieuwsgebieden (RTV Mechelen en RTV Kempen).</p> <p><u>Subsidies aan NORTV, de koepelorganisatie van de Vlaamse Regionale Televisie omroepen</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NORTV krijgt op basis van de meerjarenovereenkomst een subsidie van 20 keuro voor het organiseren van een jaarlijkse waarderingsmeting van alle omroepen. Die toelage bedraagt 20.000 euro per jaar.</li> <li>• Aan NORTV werd in 2021 een projectsubsidie van 96 keuro toegekend voor een opstart van een traject rond contentadaptatie bij de regionale televisieomroeporganisaties</li> <li>• <a href="#">Projectsubsidie aan NORTV van 2 mio euro relancemiddelen voor het digitale transformatieplan regionale televisie</a>. Deze projectsubsidie kan in schijven opgenomen worden naargelang het trajectverloop en loopt tot uiterlijk 30 september 2023.</li> </ul> <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op <u>andere financiële stromen</u> aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties</p>
--	---

--	--

<b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bij v. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

## **b. TOEGANKELIJKHEIDSSTEUN TELEVISIEPROGRAMMA'S**

Punt (bijvoorbeeld iii. Afvalinzameling of viii. Financiële diensten)
Mediabeleid – toegankelijkheidssteun voor televisieprogramma's aan private televisieomroeporganisaties
Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.
<p>Toegankelijkheidssteun voor televisieprogramma's aan private televisieomroeporganisaties:</p> <p>1) DPG Media/ Medialaan</p> <p>2) N.V. SBS Belgium</p>
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
<p>1) Artikel 151 van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie (= mediadecreet).</p> <p>2) Besluit dd. 14 december 2012 van de Vlaamse Regering betreffende de vastlegging van een tijdspad en quota voor het toegankelijk maken van omroepprogramma's en betreffende het verstrekken van subsidies ter uitvoering van artikel 151 van het mediadecreet (=uitvoeringsbesluit).</p>
<p>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector.</p> <p>Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.</p>
10 jaar beginnend vanaf de datum van inwerkingtreding van het uitvoeringsbesluit (d.i. datum van publicatie in BS, m.n. 19 december 2012)
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Neen
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Projecttoelage
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Jaarlijkse rapportering over de uitvoering van de steunmaatregel voor het desbetreffende jaar conform het ministerieel besluit; d.i. eerder resultaatgericht
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.
De steunmaatregel betreft slechts een fractie van de werkelijke kosten. De nadruk van deze steunmaatregel ligt op het toegankelijk maken van televisiejournals en actualiteitsprogramma's



Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

[Website departement CJM](#) + Mediadecreet (art. 151) en uitvoeringsbesluit + Begrotingsdecreet + jaarlijks subsidiebesluit en antwoorden op parlementaire vragen (website Vlaams Parlement)

[Overzicht gesubsidieerde organisaties mediabeleid](#).

#### Bedrag van de verleende steun

**Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)**

2020	2021
0,446 mio euro	0,446 mio euro
Dit bedrag werd via een verdeelsleutel als volgt verdeeld:	Dit bedrag werd via een verdeelsleutel als volgt verdeeld:
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Medialaan: 0,408 euro</li> <li>- SBS Belgium: 0,038 euro</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Medialaan/DPG Media: 0,408 euro</li> <li>- SBS Belgium: 0,038 euro</li> </ul>
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties

#### A: Door de nationale centrale overheden betaald **totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)**

2020	2021
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties

#### B: Door de regionale overheden betaald **totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)**

2020	2021
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties

#### C: Door de lokale overheden betaald **totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)**

2020	2021
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2020	2021
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bij v. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2020	2021

#### KLACHTEN VAN DERDEN

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter, betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB-kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sector waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

Nihil

#### 5. OVERIGE VRAGEN

- a. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van het DAEB-besluit van 2012 en neem met name de volgende punten in aanmerking:
- het opstellen van een toewijzingsbesluit dat in overeenstemming is met artikel 4 van het DAEB-besluit;
  - het specificeren van het compensatiebedrag overeenkomstig artikel 5 van het DAEB- besluit;
  - het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig artikel 5, leden 5 tot en met 8, van het DAEB-besluit;
  - het regelmatig controleren op overcompensatie, zoals vereist krachtens artikel 6 van het DAEB- besluit;



Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

Neen

- b. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van de DAEB-kaderregeling van 2012, en neem met name de volgende punten in aanmerking:

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

Neen

- c. Indien u opmerkingen heeft over de toepassing van het DAEB-besluit en de DAEB-kaderregeling met betrekking tot andere kwesties dan de hierboven genoemde, kunt u deze hieronder vermelden.

Neen

## 6° Beleidsdomein Economie, wetenschap, innovatie –

### Agentschap Innovatie en Ondernemen

#### 1. OVERZICHT VAN DE UITGAVEN

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
	2020	2021
<b><i>Totale compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)</i></b>		
1) Totale compensatie op grond van het DAEB-besluit	€ 1.291.695,90	€ 549.610,90
2) Totale compensatie op grond van het DAEB-kader	nvt	nvt

#### 2) BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012

11) DAEB-compensatie van maximaal 15 miljoen EUR per jaar (art. 2, lid 1, punt a))

a) Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Op basis van het decreet betreffende het economisch ondersteuningsbeleid van 16 maart 2012 dat in art. 2 Toepassingsgebied §4 de toegewezen trajecten als volgt definieert:

*§ 4. Het toegewezen traject, vermeld in paragraaf 2, is een dienst van algemeen economisch belang waarop de richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt van toepassing is.*

*Het toegewezen traject heeft als doel de deelnemers sterker in te bedden binnen het ondernemerschap door hen opleidingen aan te bieden of technieken aan te leren om hun ondernemerscompetenties te verhogen.*

*De toegewezen trajecten kunnen uitgevoerd worden door de erkende centra, de professionele en interprofessionele organisaties of andere private of publieke opleidingsverstrekkers.*

<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd</b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten</b> .
<b>Cfr. supra.</b>
Wat zijn de (gebruikelijke) <b>vormen van toewijzing</b> ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
<b>Overheidsopdrachten.</b>
<b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen voor een periode van <b>meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.
<b>De opdrachten worden toegewezen voor 1 tot 2 jaar.</b>
Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?
<b>Neen.</b>
Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
<b>Cfr. supra.</b>
Wat is het gebruikelijke <b>compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
<b>Kostentoerekening.</b>

<b>Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</b>
De inschrijvers dienen een gedegen budgetplan op te maken dat in de gunningscriteria door de aangestelde jury van interne (en soms externe) adviseurs/experten beoordeeld wordt. Er is naderhand kwantitatief en kwalitatief toezicht op de uitvoering, in eerste lijn altijd op basis van de ingediende facturatie. Wat niet of niet goed is uitgevoerd, wordt niet uitbetaald.  VLAIO doet evenwel geen toezicht op overcompensatie. Er is terzake dan ook geen terugbetalingsregeling. Het toezicht is wel nog gebeurd – en gebeurt nog steeds – voor de overeenkomsten die gesloten zijn op basis van tenders gegund in de periode van SYNTRA Vlaanderen (opgeheven eind 2020).
Geef kort aan hoe de <b>transparantievereisten</b> worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel

gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).	
<b>NVT</b>	
<b>Bedrag van de verleende steun</b>	
<b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR).</b> Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. <b>(A + B + C)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
€ 1.291.695,90	€ 549.610,90
<b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
€ 1.291.695,90	€ 549.610,90
<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>64 lopende, gestarte of beëindigde overeenkomsten in 2020</b>	<b>51 lopende, gestarte of beëindigde overeenkomsten in 2021</b>

**3) BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012**

NVT

**4) KLACHTEN VAN DERDEN**

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter, betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB-kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sector waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

Geen klachten.

## 5) OVERIGE VRAGEN

g. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van het DAEB-besluit van 2012 en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- het opstellen van een toewijzingsbesluit dat strookt met artikel 4 van het DAEB-besluit;
- het specificeren van het compensatiebedrag overeenkomstig artikel 5 van het DAEB-besluit;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig artikel 5, leden 5 tot en met 8, van het DAEB-besluit;
- het regelmatig controleren op overcompensatie, zoals vereist krachtens artikel 6 van het DAEB-besluit.

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

Dit gebeurt niet meer voor opdrachten die gegund worden bij VLAIO (sinds 2021).

h. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van de DAEB-kaderregeling van 2012, en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- het houden van een publieke raadpleging overeenkomstig punt 14 van de DAEB-kaderregeling;
- het in acht nemen van de regels inzake het plaatsen van overheidsopdrachten overeenkomstig punt 19 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de Net Avoided Cost overeenkomstig de punten 25-27 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig de punten 33-38 van de DAEB-kaderregeling.

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

NVT

Indien u opmerkingen heeft over de toepassing van het DAEB-besluit en de DAEB-kaderregeling met betrekking tot andere kwesties dan de hierboven genoemde, kunt u deze hieronder vermelden.

Geen opmerkingen.

## Annex 5: Communauté germanophone

### **Contribution de la Communauté germanophone pour la Commission européenne**

Les services sociaux :

- a) Soins de santé et de longue durée
- b) Garde d'enfants

## 19. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2020	2021
<b>Compensation totale des services d'intérêt économique général (1+2)</b>	24.337.126 €	30.278.377 €
(1) Compensation totale octroyée sur la base de la décision SIEG	24.337.126 €	30.278.377 €
(2) Compensation totale octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	N/A	N/A

## 20. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

12) les hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment, s'il y a lieu, des services d'urgence [article 2, paragraphe 1, point b)];

13) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:

- a) les soins de santé et de longue durée;
- b) la garde d'enfants;
- c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
- d) le logement social;
- e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
- f) d'autres services sociaux (le cas échéant);

14) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);

15) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);

16) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)];

- a) les services postaux;
- b) l'énergie;



- c) la collecte des déchets;
- d) l'approvisionnement en eau;
- e) la culture;
- f) les services financiers;
- g) d'autres secteurs (à préciser).

**Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:**

<b>Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]</b>
2 a) Les <u>soins de santé et de longue durée</u> - article 2, paragraphe 1, point c)
<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre<sup>123</sup></b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<b>Description générale de services</b>  Les <b>centres de repos et de soins pour personnes âgées</b> sont régis par le décret du 13 décembre 2018 concernant les offres pour personnes âgées ou dépendantes ainsi que les soins palliatifs et par l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010 relatif à la procédure d'autorisation, d'agrément et d'inspection pour les structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées et les maisons de soins psychiatriques.  Les centres de repos et de soins pour personnes âgées sont définis à l'article 24 du même décret : <i>« Les centres de repos et de soins pour personnes âgées sont des structures d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dont le classement dans une catégorie de soutien est attesté ; leur offre, dans un ou plusieurs bâtiments, comprend les prestations suivantes :</i> <i>1° offrir un espace de vie ;</i>

<sup>123</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

- 2° fournir des prestations de santé ;
- 3° garantir un encadrement médical ;
- 4° offrir un soutien psychosocial ;
- 5° proposer des mesures d'activation, de soutien et de mobilisation ;
- 6° offrir une revalidation gériatrique ;
- 7° fournir des prestations en matière de promotion de la santé et de prévention des maladies ;
- 8° co-organiser les loisirs ;
- 9° proposer des prestations ménagères ;
- 10° proposer des courts séjours.

Les prestations suivantes peuvent aussi être proposées dans un centre de repos et de soins :

- 1° l'accueil de jour ;
- 2° les soins de jour ;
- 3° les soins de jour axés sur la revalidation ;
- 4° les soins de nuit ;
- 5° les courts séjours axés sur la revalidation ;
- 6° les résidences-services.

Le Gouvernement peut :

- 1° fixer d'autres prestations fournies dans le cadre des centres de repos et de soins pour personnes âgées ;
- 2° dans des cas exceptionnels, permettre aux personnes dépendantes dont le classement dans une catégorie de soutien est attesté d'avoir recours à cette offre. Le Gouvernement fixe les exigences pour les demandes y relatives. »

Actuellement, il existe 8 centres de repos et de soins pour personnes âgées en Communauté germanophone. En 2021, le gouvernement de la Communauté germanophone a pris la décision de fermer le 9<sup>ème</sup> centre de repos pour personnes âgées.

On distingue entre l'autorisation de planification et l'autorisation d'exploitation. Les bases décrétales concernant ces deux autorisations sont :

« Art. 31 - Principe de l'autorisation

§ 1er - En ce qui concerne les offres de soutien mentionnées à l'article 30, les prestataires introduisent une demande d'autorisation auprès du Gouvernement dans les cas suivants :

- 1° pour la création ou la proposition, selon le cas, d'une offre de soutien ;
- 2° pour la modification de la capacité de soutien ;
- 3° pour la modification des contingents d'heures.

Lors de son octroi, l'autorisation consiste en une autorisation de planification, suivie par une autorisation d'exploitation si l'offre est fournie.

§ 2 - L'autorisation de planification mentionnée au § 1er, alinéa 2, habilite le prestataire à mener les travaux de planification et d'exécution nécessaires à la concrétisation des projets mentionnés au § 1er, alinéa 1er.

*§ 3 - L'autorisation d'exploitation mentionnée au § 1er, alinéa 2, habilite le prestataire à proposer son offre. Elle présuppose une autorisation de planification.  
Les prestataires demandent l'autorisation d'exploitation trois mois avant de prester le service et au plus tard à l'expiration de l'autorisation de planification.*

#### *Art. 32 - Conditions mises à l'autorisation*

*§ 1er - Le Gouvernement octroie l'autorisation de planification si :*

*1° l'offre ou la modification de la capacité de soutien ou des contingents d'heures répond, au moment de la demande, aux critères de programmation conformément à l'article 28 ;*

*2° les normes physiques et les mesures spécifiques de sécurité fixées par le Gouvernement sont respectées.*

*La condition mentionnée à l'alinéa 1er, 2°, n'est applicable qu'aux offres résidentielles et semi-résidentielles.*

*§ 2 - Le Gouvernement octroie l'autorisation d'exploitation si une autorisation de planification avait été accordée.*

*Le Gouvernement détermine les conditions supplémentaires pour l'octroi de l'autorisation d'exploitation. Elles concernent surtout :*

*1° la forme juridique du prestataire ;*

*2° la comptabilité ;*

*3° le concept relatif à l'organisation de l'offre de soutien ;*

*4° le droit de regard des personnes dépendantes, âgées ou non, et des personnes de référence, notamment en ce qui concerne la participation à l'organisation des conditions de vie dans les offres semi-résidentielles et résidentielles ;*

*5° les droits et devoirs du représentant, sans préjudice de dispositions contraires ;*

*6° la conclusion, entre le prestataire et la personne dépendante, âgée ou non, d'un accord prenant la forme d'un contrat de fourniture de services ;*

*7° les heures d'ouverture, le service de garde, l'accès et les modalités de résiliation du contrat de fourniture de services ;*

*8° la gestion de la qualité, y compris la gestion des plaintes ;*

*9° l'indication de la composition envisagée au niveau du personnel. Le Gouvernement peut déterminer des exceptions à l'obligation de remplir les conditions mentionnées à l'alinéa 2.*

#### *Art. 33 - Procédure d'autorisation*

*§ 1er - En vue d'obtenir une autorisation de planification et d'exploitation, les prestataires introduisent une demande auprès du Gouvernement.*

*La demande est accompagnée de documents dont il ressort que les conditions mentionnées à l'article 32 sont remplies.*

*L'autorisation de planification a une durée de validité de trois ans.*

*Au plus tard trois mois avant l'expiration de l'autorisation de planification, les prestataires peuvent introduire une demande motivée de prolongation pour une durée maximale d'un an. Le Gouvernement statue sur cette demande de prolongation dans les trois mois suivant la réception de la demande complète.*

*L'autorisation d'exploitation est en principe octroyée pour une durée indéterminée. Le Gouvernement fixe les éventuels cas exceptionnels où une autorisation d'exploitation est accordée pour une durée déterminée. Le cas échéant, elle peut être délivrée en même temps que l'autorisation de planification.*

*§ 2 - Les prestataires qui disposent d'une autorisation introduisent une nouvelle demande ou demande partielle d'autorisation :*

*1° lorsque l'autorisation, éventuellement accordée pour une durée déterminée, est arrivée à échéance ;*

*2° si le prestataire, le Gouvernement ou les inspecteurs constatent que les données mentionnées sur l'autorisation ne correspondent plus à la réalité ou qu'il est nécessaire, pour d'autres raisons, de modifier lesdites données ;*

*3° si le prestataire souhaite proposer une offre de soutien supplémentaire, à condition qu'il s'agisse d'une offre mentionnée à l'article 30.*

*§ 3 - Le Gouvernement fixe ce qui suit :*

*1° la forme et le contenu de la demande d'autorisation ou, selon le cas, de prolongation de l'autorisation de planification ;*

*2° la procédure et les autres modalités et conditions pour l'obtention de l'autorisation d'exploitation et de planification ;*

*3° la procédure de prolongation de l'autorisation de planification ;*

*4° les procédures d'octroi de l'autorisation d'exploitation, le cas échéant, à durée déterminée ou non ;*

*5° les procédures de modification de l'autorisation ;*

*6° les possibilités de recours lorsque la demande a été rejetée. »*

### **L'autorisation de planification**

L'autorisation de planification, auparavant « autorisation », est régie par le chapitre 3, section 2, du décret (articles 30 à 40). L'autorisation de planification a une durée de validité de 3 ans et peut être prolongée d'un an au maximum si l'établissement rentre une demande motivée.

L'ancien vocabulaire est encore utilisé dans l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010 relatif à la procédure d'autorisation, d'agrément et d'inspection pour les structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées et les maisons de soins psychiatriques.

L'arrêté du 26 août 2010 précise à ce sujet dans son chapitre 3 relatif à l'autorisation :

« **Art. 3.** La demande d'autorisation visée à l'article 3 du décret est adressée au département et contient les documents et données suivants :

*1° pour créer ou proposer une offre de soins ou une maison de soins psychiatriques :*

*a) l'identité du demandeur ;*

*b) lorsqu'il s'agit d'une personne morale, les statuts de l'association ou de la société ;*

*c) un plan de la commune indiquant la situation géographique de l'offre de soins ou de la maison de soins psychiatriques ;*

*d) la capacité d'accueil ;*

*e) une déclaration du demandeur dont il ressort que le projet répond à un besoin réel et s'inscrit d'une part dans le programme fixé par le Gouvernement et d'autre part dans l'ensemble des offres de soins existantes et prévues ;*

*2° pour pouvoir transformer ou mettre en service un bâtiment existant conformément à l'article 3, 2°, du décret et pour modifier la capacité d'accueil d'une offre de soins ou d'une maison de soins psychiatriques existante conformément à l'article 3, 3°, du décret :*

- a) l'identité du demandeur ;*
- b) le plan des bâtiments existants ;*
- c) la capacité d'accueil liée à la transformation ou à la mise en service ;*
- d) une déclaration telle que celle visée au 1°, e). »*

### **L'autorisation d'exploitation**

L'autorisation d'exploitation, auparavant « agréation », est également régie par le chapitre 3, section 2, du décret (articles 30 à 40). Pour recevoir une autorisation d'exploitation, il faut avoir obtenu l'autorisation de planification. L'autorisation d'exploitation a en principe une durée de validité indéterminée (art. 33, § 1<sup>er</sup>, al. 5 du décret).

L'ancien vocabulaire est encore utilisé dans l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010 relatif à la procédure d'autorisation, d'agréation et d'inspection pour les structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées et les maisons de soins psychiatriques.

L'arrêté du 26 août 2010 précise dans son chapitre 4 relatif à l'agréation :

« **Art. 6.** *La demande d'agréation est introduite auprès du département et contient les documents suivants :*

- 1° l'autorisation visée au chapitre 3 ;*
- 2° l'identité du directeur de l'offre de soins ou de la maison de soins psychiatriques et une liste nominative des membres du personnel indiquant leurs fonction, qualification et numéro d'immatriculation auprès du Service public fédéral de la Santé publique ainsi que, pour le directeur et l'ensemble du personnel occupé, un certificat de bonnes vie et mœurs qui ne peut dater de plus d'un mois lors de l'introduction de la demande ;*
- 3° une déclaration signée par le responsable du pouvoir organisateur et par laquelle il s'engage à adapter continuellement l'effectif aux normes de personnel en fonction des places agréées ;*
- 4° un plan indiquant par niveau les différentes pièces, leurs dimensions et leur destination ainsi que le nombre de lits par chambre resp. le nombre de places ;*
- 5° une attestation basée sur le rapport établi par le service d'incendie compétent, signée par le bourgmestre et dont il ressort que l'offre de soins ou la maison de soins psychiatriques satisfait aux normes de sécurité spécifiques. L'attestation et le rapport d'incendie y annexé ne peuvent dater de plus de trois mois lors de l'introduction de la demande d'agréation ;*
- 6° un exemplaire du règlement d'ordre intérieur ;*
- 7° un modèle de contrat conclu entre le pouvoir organisateur de l'offre de soins ou de la maison de soins psychiatrique et le résident ou l'utilisateur ;*
- 8° à la demande du Ministre, un plan de financement prouvant que le pouvoir organisateur dispose d'un capital suffisant pour satisfaire aux conditions d'agréation. Ce plan de financement doit être contresigné par un réviseur d'entreprise ou un comptable indépendant du pouvoir organisateur ;*

9° le concept de l'établissement ;

10° la participation aux frais prévue pour les résidents resp. les utilisateurs ;

11° tout autre document sollicité par le département pour examiner la demande.

Art. 7. Dans les quarante jours de l'introduction de la demande complète, le Ministre statue sur l'octroi ou le refus de l'agrération provisoire en se basant sur l'avis du département.

Art. 8. Durant la période de validité de l'agrération provisoire, l'inspection mène un contrôle pour vérifier la conformité aux normes d'agrération. Le rapport d'inspection, accompagné de la demande d'agrération, est transmis au Ministre et à la commission consultative.

Art. 9. § 1er. En vue de l'agrération, la Commission consultative établit un avis dans les soixante jours suivant la réception de la demande et du rapport d'inspection visés à l'article 8. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

§ 2. Le Ministre octroie ou refuse l'agrération en se basant sur l'avis de la commission consultative, et ce dans les quarante jours suivant la réception dudit avis et en tout cas avant l'expiration de l'agrération provisoire. L'agrération mentionne la capacité d'accueil maximale resp. le nombre de places.

Art. 10. § 1er. Durant la période de validité de l'agrération, le pouvoir organisateur de l'offre de soins ou de la maison de soins psychiatriques communique au département tout changement concernant les données mentionnées à l'article 6. Les changements relatifs aux données mentionnées à l'article 6, 2°, ne seront communiqués qu'en cas de nouvelle attribution de la fonction de directeur ou lorsque les conditions de logement ou les soins sont modifiés en raison d'un changement du personnel.

§ 2. Tous les six ans suivant l'entrée en vigueur de l'agrération, le pouvoir organisateur transmet au département une attestation telle que visée à l'article 6, 5°, de l'arrêté. En outre, une telle attestation doit être introduite à chaque modification du bâtiment abritant l'offre de soins ou la maison de soins psychiatriques ou à tout moment sur demande de l'inspection. »

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Le mandat se base sur le décret du 13 décembre 2018 concernant les offres pour personnes âgées ou dépendantes ainsi que les soins palliatifs et sur l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010 relatif à la procédure d'autorisation, d'agrération et d'inspection pour les structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées et les maisons de soins psychiatriques. En outre, la Communauté germanophone conclut annuellement un contrat avec chaque centre de repos et de soins pour personnes âgées.

Les subventions d'infrastructure sont accordées sur base du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure (section 4), qui prévoit les conditions liées à l'obtention d'un subside.
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<p>Conformément aux dispositions du décret du 13 décembre 2018 concernant les offres pour personnes âgées ou dépendantes ainsi que les soins palliatifs et sur l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010 relatif à la procédure d'autorisation, d'agrément et d'inspection pour les structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées et les maisons de soins psychiatriques, l'autorisation de planification (auparavant « autorisation ») est accordée pour une période de 3 ans, l'autorisation d'exploitation (auparavant « agrément ») elle, est en principe valable pour une durée indéterminée. Avant d'être accordée pour une durée indéterminée, il existe cependant une autorisation d'exploitation provisoire qui a une validité durant une période de 6 mois. Il a été décidé d'accorder l'autorisation d'exploitation pour une durée déterminée en vertu de l'article 11 de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.</p> <p>En vertu des articles 6 à 10 de l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010, un contrôle relatif à la conformité aux normes d'agrément (en vertu du nouveau vocabulaire choisi dans le décret, il faut lire « aux normes d'exploitation ») est effectué durant la période de validité de l'agrément provisoire (lire « durant la validité de l'autorisation d'exploitation provisoire »). En outre, en vertu du chapitre 11 du décret du 13 décembre 2018, la conformité aux normes est également contrôlée par des inspecteurs désignés par le gouvernement de la Communauté germanophone. Le pouvoir organisateur du centre de repos et de soins pour personnes âgées transmet en outre tous les 6 ans une attestation.</p>
Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
Il s'agit de droits exclusifs. L'autorisation d'exploitation (dont la prémisse est l'autorisation de planification) est indispensable à l'exploitation d'un centre de repos et de soins pour personnes âgées en Communauté germanophone. Lorsqu'il est constaté qu'un établissement est exploité sans disposer d'une telle autorisation ou que cette autorisation est retirée, une procédure de fermeture est initiée (articles 38 et 39 du décret du 13 décembre 2018).
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?



Du côté de la Communauté germanophone, des jours de présence sont fixés annuellement dans le contrat avec le centre de repos et de soins pour personnes âgées et ceux-ci donnent droit à une subvention forfaitaire liquidée en 12 avances mensuelles (subside lié aux résidents).

D'après l'article 56 du décret du 13 décembre 2018, les centres de repos et de soins peuvent recevoir un subventionnement sous la forme d'un subside lié au personnel. Ce subside est décrit à l'article 58 du décret.

En outre, des subsides d'infrastructure sont octroyés dans le cadre des centres de repos et de soins pour personnes âgées. Ils sont régis par le décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Le subside lié aux résidents (forfait journalier) est lié aux jours de présence et au besoin de soutien des résidents. D'après l'article 57, § 3 du décret du 13 décembre 2018, si 97% du nombre de jours de présence fixés sont atteints, cela équivaut à une pleine occupation. Si, par contre, un prestataire n'atteint pas la pleine occupation, le Gouvernement exige, l'année suivante, le remboursement du forfait journalier pour tout jour de présence manquant sur la base de la répartition de la capacité de soutien ou déduit ce montant du subside octroyé pour ladite année. Les jours de présence sont contrôlés sur base d'une application informatique, dans laquelle les centres de repos et de soins doivent introduire consciencieusement les données relatives aux résidents et à leurs jours de présence.

« Art. 57 – Subside lié aux résidents

*§ 1er - Pour déterminer le subside lié aux résidents, le Gouvernement fixe un nombre annuel de jours de présence.*

*Le Gouvernement détermine les conditions pour le subside lié aux résidents octroyé aux prestataires de structures d'hébergement. Ce subside se compose comme suit :*

*1° un subside de base ;*

*2° un subside pour des offres spécifiques ;*

*3° un forfait de fonctionnement.*

*L'octroi du subside de base mentionné à l'alinéa 2, 1°, est subordonné au respect des conditions mises à l'autorisation.*

*L'octroi du subside pour des offres spécifiques, mentionné à l'alinéa 2, 2°, est subordonné à l'introduction par le prestataire de concepts visant à améliorer la qualité de la structure d'hébergement et à créer des offres spécifiques ; ces concepts doivent être approuvés par le Gouvernement.*

*Le forfait de fonctionnement mentionné à l'alinéa 2, 3°, est octroyé moyennant le respect des prescriptions relatives au nombre minimal de membres du personnel administratif et leur qualification ; il peut comporter des forfaits en matériel.*

*§ 2 - Dans le respect des éléments mentionnés au § 1er, le subside lié aux résidents*



*est calculé en multipliant la répartition de la capacité de soutien par un forfait journalier dépendant de la catégorie d'aide dont relèvent les résidents, un forfait journalier défini par le Gouvernement pour les courts séjours et le nombre de jours de présence.*

*§ 3 - Si les 97 % du nombre de jours de présence fixé sont atteints, cela correspond à une pleine occupation.*

*§ 4 - Si un prestataire n'atteint pas la pleine occupation, le Gouvernement exige, l'année suivante, le remboursement du forfait journalier pour tout jour de présence manquant sur la base de la répartition de la capacité de soutien ou déduit ce montant du subside octroyé pour ladite année.*

*§ 5 - Le Gouvernement détermine :*

*1° le montant du forfait journalier par catégorie de soutien, le forfait journalier des courts séjours et de leurs composantes ;*

*2° la forme et le contenu des concepts mentionnés au § 1er, alinéa 4, visant à améliorer la qualité des offres et à créer des offres spécifiques ;*

*3° les prescriptions relatives au personnel administratif, mentionnées au § 1er, alinéa 5 ;*

*4° la procédure pour la demande et la liquidation du subside ;*

*5° d'autres critères de calcul, le cas échéant ;*

*6° d'autres catégories de subsides, le cas échéant. »*

Concernant le subside lié au personnel, l'article 58 du décret décrit comment résulte ce subside.

*« Art. 58 – Subside lié au personnel*

*Le subside lié au personnel résulte :*

*1° de la qualification professionnelle du personnel ;*

*2° des mesures applicables à la fin de carrière qui ont été sollicitées ;*

*3° des bases de calcul pour le subventionnement des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé.*

*Le Gouvernement :*

*1° détermine les autres conditions et modalités ainsi que le montant du subside mentionné au premier alinéa ;*

*2° peut déterminer d'autres bases de subventionnement. »*

Le taux du subside d'infrastructure est établi conformément à l'article 16 alinéa 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure, qui stipule que *« Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 5° et 7° à 10°, le subside représente 60 % du montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subsidiation. »*

La base de calcul des subsides en infrastructure est déterminée conformément à l'article 17 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure :

« § 1er. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, 3° à 5° et 7° à 10°, le montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subside comprend tous les coûts réellement engagés en rapport avec les projets d'infrastructure, notamment le coût de la main d'œuvre et des matériaux, la révision de prix prévue par la loi, les coûts découlant du coordinateur en matière de sécurité prévu par la loi, de l'assurance-chantier et/ou de la surveillance du chantier, la T.V.A. lorsqu'elle n'est pas récupérée, et les honoraires des gestionnaires de projet, architectes, ingénieurs et autres experts.

Les coûts découlant, dans le cadre des plafonds accordés, de dérogations au projet approuvé peuvent être pris en considération comme dépenses acceptables si les dérogations envisagées ont été communiquées au Gouvernement avant l'exécution des travaux et si elles ne comportent pas de modification fondamentale du projet. Des modifications fondamentales du projet nécessitent l'approbation préalable du Gouvernement.

Au plus tard lors du décompte final, le demandeur introduit les documents suivants auprès du Gouvernement :

- une motivation circonstanciée de la dérogation;
- les documents nécessaires pour le projet d'infrastructure, prévus à l'article 21, s'ils n'ont pas encore été remis.

Des dépenses acceptables encourues avant la promesse définitive du Gouvernement en vue de préparer la demande visée à l'article 21 ne sont subsidiables que lorsque le projet d'infrastructure concerné est subsidié.

§ 2. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 2°, le subside est calculé sur une base qui ne peut dépasser l'estimation réalisée par le receveur de l'enregistrement compétent, l'agent compétent du comité d'acquisition d'immeubles de l'Etat ou par un estimateur agréé par le Gouvernement), (majorée des frais de me9+surage et de notaire et éventuellement majorée de l'indemnité de remploi ou emphytéotique prévue par la loi ou payée par les autorités.

Le montant total des dépenses subsidiables et relatives aux projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 6°, comprend le prix de vente approuvé par le Gouvernement, la T.V.A. dans la mesure où elle n'est pas récupérée, et les honoraires des auteurs du projet.

§ 3. Lorsqu'un projet d'infrastructure peut être subsidié par d'autres autorités, ce subside doit être sollicité. A l'exception de celui de la commune d'implantation du demandeur, ces subsides sont déduits du coût global du projet avant que ne soit calculé le subside octroyé en application du présent décret. Ceci vaut également pour chaque indemnité accordée par d'autres autorités ou établissements publics ainsi que pour toutes les participations obligatoires aux frais, sauf pour la participation aux frais payée par l'utilisateur de l'infrastructure s'il est lui-même subsidiable. »

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

En cas de surcompensation, l'article 57, § 4 du décret du 13 décembre 2018 s'applique : « Si un prestataire n'atteint pas la pleine occupation, le Gouvernement

*exige, l'année suivante, le remboursement du forfait journalier pour tout jour de présence manquant sur la base de la répartition de la capacité de soutien ou déduit ce montant du subside octroyé pour ladite année ».*

Pour les subsides d'infrastructure, une surcompensation n'est en principe pas possible dans la mesure où « *le subside est liquidé après achèvement ou réception des travaux ou après l'achat, sur la base des pièces comptables et preuves de paiement et après notification des polices d'assurance visées à l'article 13.* » (Article 18 § 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).

Par ailleurs, « *le subside total peut être liquidé sous forme de tranches proportionnelles. Les états d'avancement détaillés, introduits à cette fin, doivent être approuvés par le maître de l'ouvrage ou l'architecte et correspondre chaque fois à un montant minimal de euro 10.000.* », mais « *les liquidations proportionnelles ne peuvent dépasser 90 % du subside total.* » (Article 18 § 2 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure). « *Après achèvement ou réception des travaux, un décompte final est opéré au moyen de tous les justificatifs nécessaires, toutes les dérogations aux travaux mentionnés dans le cahier des charges faisant l'objet d'un relevé motivé.* » (Article 18 § 3 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

#### **Montant des aides octroyées**

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>124</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

<b>2020</b>	<b>2021</b>
Le montant total de subside lié aux résidents et lié au personnel pour l'année 2020 s'élève à 20.514.803,18	Le montant total de subside lié aux résidents et lié au personnel pour l'année 2021 s'élève à 24.230.569,13 EUR pour les centres de repos et de soins.

<sup>124</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<p>EUR pour les centres de repos et de soins.</p> <p>Ce montant se décline de la manière suivante :</p> <p>Katharinenstift : 2.371.443,21 EUR  Hof Bütgenbach : 3.834.591,47 EUR  St. Elisabeth : 2.503.662,15 EUR  Golden Morgen : 1.438.369,77 EUR  Haus Katharina : 366.029,68 EUR  Marienheim : 4.492.155,10 EUR  St. Franziskus : 1.692.587,07 EUR  St. Joseph : 3.815.964,73 EUR</p> <p>Le montant total de subsides d'infrastructure pour l'année 2020 s'élève à 366.780,00 EUR.</p> <p><b>Au total, des subsides à hauteur de 20.881.583,20 EUR ont été payés en 2020.</b></p>	<p>Ce montant se décline de la manière suivante :</p> <p>Residenz Leoni : 1.786.419,66 EUR  Katharinenstift : 2.204.830,04 EUR  Hof Bütgenbach : 3.968.325,56 EUR  St. Elisabeth : 2.801.456,51 EUR  Golden Morgen : 1.724.583,36 EUR  Haus Katharina : 441.928,38 EUR  Marienheim : 4.982.701,76 EUR  St. Franziskus : 1.948.271,58 EUR  St. Joseph : 4.372.052,28 EUR</p> <p>Le montant total de subsides d'infrastructure pour l'année 2020 s'élève à 865.766,27 EUR.</p> <p><b>Au total, des subsides à hauteur de 25.096.335,40 EUR ont été payés en 2020.</b></p>
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>125</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>126</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>127</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<sup>125</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

<sup>126</sup> Voir la note de bas de page 3.

<sup>127</sup> Voir la note de bas de page 3.

Part des dépenses par instrument d’aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)							
2020			2021				
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>128</sup>							
2020			2021				
En 2020, il y a eu au total <b>794</b> résidents dans les 8 centres de repos et de soins de la Communauté germanophone. Ceux-ci peuvent être répartis comme suit par centre de repos et de soins et par catégorie de soutien :			En 2021, il y a eu au total <b>823</b> résidents dans les 9 centres de repos et de soins de la Communauté germanophone. Ceux-ci peuvent être répartis comme suit par centre de repos et de soins et par catégorie de soutien :				
WPZS	nombre de places 2020			WPZS	nombre de places 2021		
	supérieur	peu élevé	court séjour		supérieur	peu élevé	court séjour
Golden Morgen	40	28	4	Golden Morgen	46	22	4
Haus Katharina	0	27	3	Haus Katharina	0	27	3
Marienheim	114	30	5	Marienheim	117	25	3
St Franziskus	40	19	0	St Franziskus	43	15	3
Katharinenstift	60	40	3	Residenz Leoni	56	16	3
				Katharinenstift	56	13	4
St. Joseph	95	50	3	St. Joseph	101	40	3
Hof Bütgenbach	111	28	6	Hof Bütgenbach	101	20	6
St. Elisabeth	68	17	5	St. Elisabeth	71	14	5
Total par cat.	528	239	27	Total par cat.	591	192	40
Total places	794			Total places	823		

**Veuillez également remplir le fichier Excel récapitulatif «SGEI Decision 2020 2021» joint en annexe en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).**

## 21. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

N/A

<sup>128</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<b>22. PLAINTES DE TIERS</b>
------------------------------

N/A

<b>23. QUESTIONS DIVERSES</b>
-------------------------------

N/A

---

Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
2 b) La <b>garde d'enfants</b> - article 2, paragraphe 1, point c)
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre <sup>129</sup>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p>L'accueil d'enfants est organisé par le décret du 31 mars 2014 relatif à l'accueil d'enfants, par l'arrêté du Gouvernement du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants.</p> <p>Selon l'article 1, 12° de l'arrêté du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants, les services d'accueil regroupent les prestataires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les <b>services d'accueillants d'enfants</b> (prestataires qui assurent principalement l'accueil de jeunes enfants et, le cas échéant, l'accueil extrascolaire par le biais d'accueillants conventionnés) ;</li> <li>• les <b>crèches</b> (prestataires qui assurent l'accueil de jeunes enfants sous forme collective et a une capacité d'accueil d'au moins 18 places article 1, 9° de l'arrêté du 22 mai 2014) ;</li> <li>• les <b>lieux d'accueil extrascolaires</b> (prestataires qui assurent l'accueil d'enfants en dehors du temps scolaire ainsi que lors des journées de conférence pédagogique).</li> </ul>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Le mandat se base sur le décret du 31 mars 2014 relatif à l'accueil d'enfants. Un mandat spécifique basé sur ledit décret prend la forme d'un contrat de gestion, conformément à l'article 13 du décret qui stipule que « <i>la subside et les missions peuvent être fixées dans le cadre d'un contrat de gestion conclu entre un prestataire agréé et le Gouvernement conformément à l'article 105 du décret du 25 mai 2009 relatif au règlement budgétaire de la Communauté germanophone</i> ».

<sup>129</sup> Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats.** Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Le contrat de gestion 2016-2019 a été prolongé pour 2020, mais pas pour 2021 puisqu'il a été décidé de transformer l'ASBL *Regionalzentrum für Kleinkindbetreuung* en institution paracommunautaire.

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Selon l'article 12 alinéa 1er du décret du 31 mars 2014, « *Seuls les prestataires agréés peuvent obtenir, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des subsides en lien avec l'accueil d'enfants* ».

Conformément à l'article 13 du décret du 31 mars 2014, la subsidiation peut être fixée dans le cadre d'un contrat de gestion conclu entre un prestataire agréé et le gouvernement. Ledit contrat de gestion prévoit une subsidiation sous forme de 12 acomptes mensuels.

Par ailleurs, l'agrément accordé par le Gouvernement conformément au chapitre 2 du décret du 31 mars 2014 implique que sont remplies les conditions suivantes (Article 7 du décret du 31 mars 2014) :

« Article 7. Pour être agréés, les prestataires doivent au moins remplir les conditions suivantes :

1° les personnes actives dans l'accueil d'enfants produisent un extrait du casier judiciaire (modèle 2) pour elles-mêmes ainsi que, si l'accueil des enfants a lieu dans leur habitation, pour toutes les personnes majeures qui font partie du ménage et/ou seront régulièrement en contact avec les enfants gardés. Si ces personnes sont domiciliées à l'étranger, elles produisent un document équivalent établi par une autorité compétente et permettant l'accès à une activité relevant du domaine de l'éducation, de la guidance psycho-médicosociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection des enfants, de l'animation ou de la garde de mineurs d'âge ;

2° les personnes actives dans l'accueil d'enfants produisent un certificat médical de moins de deux mois de date et attestant qu'elles sont en mesure de garder des enfants ;

3° dans la mesure où cela ne ressort pas du certificat médical mentionné au 2°, les personnes de sexe féminin actives dans l'accueil d'enfants et âgées de moins de 55 ans présentent un certificat médical attestant qu'elles-mêmes et, si l'accueil des enfants a lieu dans leur habitation, les membres féminins de leur ménage âgés de moins de 55 ans sont immunisés contre la rubéole. Le refus d'une éventuelle future vaccination n'est admis que sur présentation d'un certificat médical ad hoc dûment justifié ;

4° les personnes actives dans l'accueil d'enfants s'engagent à n'exercer aucune activité, professionnelle ou non, incompatible avec l'accueil d'enfants ou qui pourrait les empêcher d'accueillir les enfants pendant les heures de prestation.

L'accueil se déroule dans un environnement adapté et dans des locaux suffisamment grands, sûrs et propres. Le Gouvernement fixe les critères applicables à cet égard et



*vérifie les locaux dans le cadre de la procédure d'agrération mentionnée à l'article 8. La sécurité des locaux est notamment prouvée par un avis positif en matière de sécurité incendie établi par le commandant des pompiers compétent. Si l'accueil des enfants se déroule dans les locaux d'un établissement d'enseignement ou des locaux qui y sont rattachés, l'avis positif en matière de sécurité incendie établi par le commandant des pompiers compétent n'est pas requis.*

*L'accueil se déroule moyennant le respect de la capacité d'accueil et du nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis simultanément. Le Gouvernement fixe le cadre général.*

*Le Gouvernement précise les conditions d'agrération mentionnées au premier alinéa et peut en fixer d'autres dans la mesure où elles peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'accueil. »*

*Conformément à l'article 9 du décret du 31 mars 2014, « Pour conserver l'agrération, les prestataires agréés respectent les obligations mentionnées dans le présent décret, y compris les obligations mises à l'agrération, mentionnées à l'article 7.*

*Le Gouvernement peut déterminer d'autres obligations à remplir pour conserver l'agrération, dans la mesure où elles peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'accueil. »*

*L'article 45 de l'arrêté du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants précise en outre que l'agrération est octroyée pour une durée indéterminée.*

*Pendant la durée de l'agrération, les services d'accueil sont soumis à certaines obligations de rapportage conformément à l'arrêté du 22 mai 2014 :*

*« Article 33. À l'exception de la première année d'accueil, les services d'accueil introduisent auprès du département, pour le 1er février de chaque année au plus tard, une liste récapitulative reprenant le personnel effectivement occupé l'année calendrier précédente.*

*Cette liste reprend les données suivantes pour chacun des membres du personnel : nom, date de naissance, diplôme ou qualification, fonction, entrée en service, ancienneté effective, régime de travail, nature d'éventuels subsides accordés dans le cadre de mesures favorisant l'emploi, échelles de traitement appliquées et traitement annuel brut.*

*Article 34. § 1er - Sauf pour la première année d'activité, les services d'accueil introduisent auprès du département, pour le 1er juin au plus tard, un rapport d'activités relatif à l'année calendrier précédente. Ce rapport d'activités mentionne :*

*1° le nombre de jours d'ouverture et les heures d'ouverture ;*

*2° le nombre total de présences ;*

*3° le nombre total des présences moyennes ;*

*4° les demandes introduites pour l'accueil de jeunes enfants qui ont été satisfaites et celles qui ne l'ont pas été ;*

*5° l'analyse et l'évaluation des activités ;*

*6° les perspectives quant à l'avenir de la structure d'accueil ;*

*7° le nombre et la fonction des personnes effectivement occupées, y compris - le cas échéant - les accueillants conventionnés ;*

<p>8° une moyenne des formations continues fréquentées.</p> <p>§ 2 - Les services d'accueil subsidiés par la Communauté germanophone introduisent auprès du département, en même temps que le rapport d'activités mentionné au § 1er, un compte de résultats et un bilan de l'année d'accueil précédente ainsi qu'une prévision budgétaire pour l'année d'accueil suivante.</p> <p>§ 3 - En cas d'introduction tardive du rapport d'activités, du bilan, du compte de résultats ou de la proposition budgétaire, une retenue peut être opérée sur le subside ; elle représente 5 % pour un retard d'un mois et 10 % pour un retard de deux mois ou plus.</p> <p>Article 35. Les services d'accueil tiennent un registre des présences. Pour chaque enfant gardé, ils tiennent un dossier reprenant au moins les données suivantes :</p> <p>1° les nom, prénom et adresse de l'enfant ;</p> <p>2° les nom, adresse et numéro de téléphone de la/des personne(s) de contact ;</p> <p>3° les nom, adresse et numéro de téléphone du médecin traitant ;</p> <p>4° des données particulières quant à l'état de santé de l'enfant lorsqu'elles sont pertinentes pour les contacts quotidiens avec lui. »</p> <p>Par ailleurs, les services d'accueil restent soumis au contrôle du Gouvernement conformément à l'article 49 du ledit arrêté du 22 mai 2014 :</p> <p>« § 1er - Le département signale à l'inspection tous les cas où il présume, sur la base des informations dont il dispose, qu'un service d'accueil ne remplit pas une ou plusieurs des obligations mentionnées dans le décret ou le présent arrêté.</p> <p>§ 2 - Si l'inspection conclut, sur la base d'un signalement conformément au § 1er ou de tout autre signalement ou renseignement, que le service d'accueil ne remplit pas une ou plusieurs des obligations mentionnées dans le décret ou le présent arrêté, elle l'invite à se mettre en ordre dans un délai de 30 jours. Sur demande motivée, le service d'accueil peut, au plus tard dix jours avant l'expiration du délai mentionné au premier alinéa, demander à l'inspection une prolongation unique dudit délai pour 30 jours au plus.</p> <p>§ 3 - En cas d'urgence, l'inspection peut imposer une adaptation immédiate par décision particulièrement motivée. »</p>	<p>Expliquer si des <b>droits</b> (habituellement) <b>exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.</p>
<p><b>N/A</b></p>	<p>Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Des subsides d'infrastructure sont octroyés, régis par le décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure, ainsi qu'un subventionnement des frais de personnel, conformément à l'arrêté du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants.</p>	

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

### **Subsides en infrastructure**

Le taux du subside est établi conformément à l'article 16 alinéa 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure, qui stipule que « *Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 5° et 7° à 10°, le subside représente 60 % du montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subside.* »

La base de calcul des subsides en infrastructure est déterminée conformément à l'article 17 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure :

« *§ 1er. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, 3° à 5° et 7° à 10°, le montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subside comprend tous les coûts réellement engagés en rapport avec les projets d'infrastructure, notamment le coût de la main d'œuvre et des matériaux, la révision de prix prévue par la loi, les coûts découlant du coordinateur en matière de sécurité prévu par la loi, de l'assurance-chantier et/ou de la surveillance du chantier, la T.V.A. lorsqu'elle n'est pas récupérée, et les honoraires des gestionnaires de projet, architectes, ingénieurs et autres experts.*

*Les coûts découlant, dans le cadre des plafonds accordés, de dérogations au projet approuvé peuvent être pris en considération comme dépenses acceptables si les dérogations envisagées ont été communiquées au Gouvernement avant l'exécution des travaux et si elles ne comportent pas de modification fondamentale du projet. Des modifications fondamentales du projet nécessitent l'approbation préalable du Gouvernement.*

*Au plus tard lors du décompte final, le demandeur introduit les documents suivants auprès du Gouvernement :*

- une motivation circonstanciée de la dérogation ;*
- les documents nécessaires pour le projet d'infrastructure, prévus à l'article 21, s'ils n'ont pas encore été remis.*

*Des dépenses acceptables encourues avant la promesse définitive du Gouvernement en vue de préparer la demande visée à l'article 21 ne sont subsidiables que lorsque le projet d'infrastructure concerné est subsidié.*

*§ 2. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 2°, le subside est calculé sur une base qui ne peut dépasser l'estimation réalisée par le receveur de l'enregistrement compétent, l'agent compétent du comité d'acquisition d'immeubles de l'Etat ou par un estimateur agréé par le Gouvernement, majorée des frais de mesurage et de notaire et éventuellement majorée de l'indemnité de emploi ou emphytéotique prévue par la loi ou payée par les autorités.*

*Le montant total des dépenses subsidiables et relatives aux projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 6°, comprend le prix de vente approuvé par le Gouvernement, la T.V.A. dans la mesure où elle n'est pas récupérée, et les honoraires des auteurs du projet.*

*§ 3. Lorsqu'un projet d'infrastructure peut être subsidié par d'autres autorités, ce subside doit être sollicité. A l'exception de celui de la commune d'implantation du demandeur, ces subsides sont déduits du coût global du projet avant que ne soit calculé le subside octroyé en application du présent décret. Ceci vaut également pour chaque*

*indemnité accordée par d'autres autorités ou établissements publics ainsi que pour toutes les participations obligatoires aux frais, sauf pour la participation aux frais payée par l'utilisateur de l'infrastructure s'il est lui-même subsidiable. »*

### **Subventionnement des frais de personnel**

Le montant du subventionnement des frais de personnel est déterminé sur base des dispositions de l'arrêté du 22 mai 2014 :

*« Article 159. Sans préjudice d'un éventuel contrat de gestion conclu conformément à l'article 13 du décret, les centres d'accueil agréés peuvent obtenir des subsides conformément aux dispositions du présent chapitre dans les limites des crédits budgétaires disponibles.*

*Article 160. § 1er - Peuvent être subsidiés les frais de personnel des centres d'accueil suivants :*

*1° 1 équivalent temps plein pour la direction mentionnée à l'article 156 ;*

*2° 1 équivalent temps plein pour l'encadrement pédagogique mentionné à l'article 157 ;*

*3° 1 équivalent temps plein pour une assistance administrative.*

*Les professionnels mentionnés à l'alinéa 1er sont porteurs des diplômes suivants :*

*1° pour les professionnels mentionnés aux 1° et 2° : un diplôme de master ou tout diplôme y assimilé ;*

*2° pour les professionnels mentionnés au 3° : un diplôme de bachelor ou tout diplôme y assimilé.*

*§ 2 - Peuvent être subsidiés les frais de personnel des centres d'accueil suivants :*

*1° 1 équivalent temps plein pour un service de l'administration, des finances et des technologies de l'information ;*

*2° 1 équivalent temps plein pour un service de l'administration du personnel.*

*Les professionnels mentionnés à l'alinéa 1er sont porteurs d'un diplôme de bachelor ou de master ou d'un diplôme y assimilé.*

*§ 3 - Les frais de personnel des centres d'accueil peuvent être subsidiés à concurrence d'un équivalent temps plein pour un gestionnaire de projets et de croissance.*

*Le professionnel mentionné à l'alinéa 1er est porteur d'un diplôme de bachelor ou de master ou d'un diplôme y assimilé ;*

*§ 4 - Peuvent être subsidiés les frais de personnel des centres d'accueil suivants :*

*1° 1 équivalent temps plein pour un service de l'accueil de jeunes enfants ;*

*2° 1 équivalent temps plein pour un service du lieu d'accueil extrascolaire ;*

*3° 0,5 équivalent temps plein pour un collaborateur des technologies de l'information ;*

*4° 1 équivalent temps plein pour un comptable ;*

*5° 1 équivalent temps plein pour un aide-comptable ;*

*6° 1 équivalent temps plein pour un rédacteur pour le portail en ligne ;*

7° 1 équivalent temps plein pour un rédacteur pour les planifications de lieux d'accueil extrascolaires ;  
8° 0,75 équivalent temps plein pour un rédacteur pour la prévention ;  
9° 0,25 équivalent temps plein pour un rédacteur par crèche ;  
10° 1 équivalent temps plein pour un concierge pour les lieux d'accueil extrascolaire et le centre d'accueil.

*Les professionnels mentionnés à l'alinéa 1er sont porteurs des diplômes suivants :*

1° pour les professionnels mentionnés aux 1° à 3° : un diplôme de bachelor ou de master ou tout diplôme y assimilé ;  
2° pour le professionnel mentionné au 4° : un diplôme de bachelor ou tout diplôme y assimilé ;  
3° pour le professionnel mentionné au 5° : le diplôme de comptable de 2e classe, conformément à l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subside des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé, ou un diplôme y assimilé ;  
4° pour les professionnels mentionnés aux 6° à 9° : le diplôme de rédacteur, conformément à l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subside des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé, ou d'un diplôme y assimilé ;  
5° pour le professionnel mentionné au 10° : le diplôme d'ouvrier d'entretien qualifié ou de premier ouvrier spécialisé, conformément à l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subside des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé, ou un diplôme y assimilé.

*§ 5 - Peuvent être subsideés les frais de personnel des centres d'accueil suivants :*

1° 1 équivalent temps plein pour un collaborateur chargé du service client, de la communication et de la gestion des réclamations ;  
2° 0,5 équivalent temps plein pour un collaborateur chargé de la logistique ;  
*Les professionnels mentionnés à l'alinéa 1er sont porteurs d'un diplôme de bachelor ou d'un diplôme y assimilé.*

*§ 6 - Les postes mentionnés aux § 1er à 5 peuvent être assumés respectivement par un ou plusieurs membres du personnel.*

*§ 7 - L'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subside des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé s'applique au subventionnement des frais relatifs au personnel.*

*Par dérogation à l'article 5, alinéa 1er, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subside des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé, seuls sont pris en compte les frais des membres du personnel qui sont porteurs des diplômes fixés respectivement aux § 1er à 5.*

*Par dérogation à l'alinéa 2 du présent article et à l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subside des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé, le ministre peut étendre le subventionnement aux personnes titulaires d'autres qualifications pour autant qu'elles disposent d'une expérience professionnelle utile exceptionnelle ou d'une formation spécifique pour la fonction concernée. Le ministre statue dans les soixante jours de la réception de la demande écrite complète en se basant sur l'avis du département. A défaut de décision dans le délai imparti, la demande est censée être refusée.*

*Les éventuels subsides reçus pour les mesures en faveur de l'emploi sont déduits.*

*Article 160.1 - Les centres d'accueil peuvent recevoir un forfait annuel de maximum 8 615,74 euros pour l'organisation de formations continues.*

*Article 160.2 - Les centres d'accueil peuvent recevoir un forfait annuel de maximum 17 231,48 euros pour l'achat de prestations de services informatiques.*

*Article 160.3 - Pour une durée limitée, les centres d'accueil peuvent recevoir un subside destiné au financement de conseils aux entreprises.*

*Article 160.4 - Pour une durée limitée, les centres d'accueil peuvent recevoir un subside destiné à la prise en charge d'un déficit, conformément aux conditions fixées par le ministre.*

*Article 161. Au plus tard six semaines après la fin de chaque trimestre, le centre d'accueil introduit auprès du département les justificatifs trimestriels pour le subventionnement.*

*En cas d'introduction tardive des justificatifs trimestriels, 5 % des subsides peuvent être retenus si le retard est d'un mois, 10 % s'il est de deux mois ou plus.*

*Article 162. Sans préjudice de l'article 159 et après vérification par le département, le ministre octroie les subsides mentionnés dans la présente section au centre qui en fait la demande. Les demandes de subsides sont introduites auprès du département avec les justificatifs éventuellement requis. »*

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

#### **Subsides en infrastructure**

En principe, une surcompensation n'est pas possible pour les subsides en infrastructure dans la mesure où « le subside est liquidé après achèvement ou réception des travaux ou après l'achat, sur la base des pièces comptables et preuves

*de paiement et après notification des polices d'assurance visées à l'article 13. » (Article 18 § 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).*

*Par ailleurs, « le subside total peut être liquidé sous forme de tranches proportionnelles. Les états d'avancement détaillés, introduits à cette fin, doivent être approuvés par le maître de l'ouvrage ou l'architecte et correspondre chaque fois à un montant minimal de euro 10.000. », mais « les liquidations proportionnelles ne peuvent dépasser 90 % du subside total. » (Article 18 § 2 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure). « Après achèvement ou réception des travaux, un décompte final est opéré au moyen de tous les justificatifs nécessaires, toutes les dérogations aux travaux mentionnés dans le cahier des charges faisant l'objet d'un relevé motivé. » (Article 18 § 3 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).*

### **Subventionnement des frais de personnel**

Une surcompensation n'est, ici aussi, en principe pas possible, dans la mesure où le subside est octroyé trimestriellement après dépôt des pièces justificatives et contrôle de celles-ci par le département compétent. Par ailleurs, en cas d'introduction tardive des justificatifs trimestriels, 5 à 10 % des subsides peuvent être retenus. (Article 161 et 162 de l'arrêté du 22 mai 2014)

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

N/A

### **Montant des aides octroyées**

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>130</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

2020	2021
3.455.543 €	5.182.042 €
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales<sup>131</sup></b>	

<sup>130</sup>Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

<sup>131</sup> Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.



2020	2021
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales<sup>132</sup></b>	
2020	2021
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales<sup>133</sup></b>	
2020	2021
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>134</sup>	
2020	2021
1 bénéficiaire (forme juridique : ASBL)	1 bénéficiaire (forme juridique : ASBL)

**Veuillez également remplir le fichier Excel récapitulatif «SGEI Decision 2020 2021» joint en annexe en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).**

#### **24. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012**

N/A

#### **25. PLAINTES DE TIERS**

<sup>132</sup> Voir la note de bas de page 3.

<sup>133</sup> Voir la note de bas de page 3.

<sup>134</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.



N/A

## 26. QUESTIONS DIVERSES

N/A

Annex 6: BPOST

**Diensten van algemeen economisch belang: instructies voor het overeenkomstig het DAEB-besluit van 2012 en de DAEB-kaderregeling van 2012 in te dienen verslag**

**De verslagleggingsverplichtingen** zijn uiteengezet in artikel 9 van het DAEB-besluit van 2012:

*Elke lidstaat dient om de twee jaar bij de Commissie een verslag in over de uitvoering van dit besluit. Die verslagen geven voor de in artikel 2, lid 1, genoemde verschillende categorieën diensten een gedetailleerd overzicht van de toepassing van dit besluit en omvatten:*

- a) een beschrijving van de toepassing van dit besluit op de diensten die binnen het toepassingsbereik van dit besluit vallen, met inbegrip van interne opdrachten;*
- b) het totale bedrag dat overeenkomstig dit besluit aan steun is verleend, uitgesplitst naar de economische sector van de begunstigden;*
- c) een vermelding of, voor een bepaald type dienst, de toepassing van dit besluit tot moeilijkheden of klachten van derden heeft geleid, alsmede*
- d) alle overige gegevens met betrekking tot de toepassing van dit besluit die de Commissie verlangt en tijdig vóór de indieningstermijn van het verslag aangeeft.*

Punt 62 van de DAEB-kaderregeling van 2012 bevat in beginsel dezelfde verslagleggingsverplichtingen voor op grond van de DAEB-kaderregeling van 2012 verleende steun.

Houd in het verslag de volgende structuur aan:

**27. OVERZICHT VAN DE UITGAVEN**

Vul de onderstaande tabel in:

<b>Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)</b>		
	2020	2021
<b><i>Totale compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)</i></b>		
1) Totale compensatie op grond van het DAEB-besluit		
	166.540.514,13	166.540.514,13
2) Totale compensatie op grond van het DAEB-kader		

**28. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012**

**Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:**

- 17) Ziekenhuizen die medische zorg bieden, daaronder begrepen, in voorkomend geval, spoedeisende hulp (artikel 2, lid 1, punt b))
- 18) Sociale diensten (art. 2, lid 1, punt c))
  - a) Gezondheidszorg en langdurige zorg
  - b) Kinderopvang
  - c) Toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding
  - d) Sociale huisvesting
  - e) Zorg voor en sociale inclusie van kwetsbare groepen
  - f) Andere sociale diensten (in voorkomend geval)
- 19) Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in art. 2, lid 1, punt d), vastgestelde maximum
- 20) Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in art. 2, lid 1, punt e), vastgestelde maximum
- 21) DAEB-compensatie van maximaal 15 miljoen EUR per jaar (art. 2, lid 1, punt a))
  - a) Postdiensten
  - b) Energie
  - c) Afvalinzameling
  - d) Watervoorziening
  - e) Cultuur
  - f) Financiële diensten
  - g) Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

<b>Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2, b), kinderopvang)</b>
<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd<sup>135</sup></b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten</b> .
Wat zijn de (gebruikelijke) <b>vormen van toewijzing</b> ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
<b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen voor een periode van <b>meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.
Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?
Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

<sup>135</sup> Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector slechts een klein aantal individuele DAEB's wordt verricht, zouden wij een gedetailleerde beschrijving van die diensten willen krijgen. **Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector een groot aantal diensten wordt toegewezen (omdat zij bijvoorbeeld tot de bevoegdheid van regionale of lokale overheden behoren), zouden individuele gegevens over de toegewezen diensten onevenredig zijn.** Een duidelijke en beknopte algemene beschrijving van hoe de sector is georganiseerd, met inbegrip van de gemeenschappelijke kenmerken van de toegewezen individuele diensten, blijft evenwel van cruciaal belang.

Wat is het gebruikelijke <b>compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.	
Gebruikelijke <b>regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</b>	
Geef kort aan hoe de <b>transparantievereisten</b> worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).	
<b>Bedrag van de verleende steun</b>	
<b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR)</b> <sup>136</sup> . Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A + B + C)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b> <sup>137</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</b> <sup>138</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

<sup>136</sup>Zoals bepaald in artikel 9, punt b), van het DAEB-besluit van 2012.

<sup>137</sup>Indien het steunbedrag niet kan worden uitgesplitst naar centrale, regionale en lokale overheden, dient alleen het totaalbedrag van de verleende steun voor alle overheden samen te worden opgegeven.

<sup>138</sup>Zie voetnoot 3.

<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)<sup>139</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument</b> (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens</b> (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) <sup>140</sup>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

**Gelieve ook het overzicht in het excel-bestand “SGEI Decision 2020 2021” (DAEB-besluit 2020 2021) in bijlage in te vullen met de totale bedragen per punt voor de hele lidstaat (niet per regio, lokale autoriteit of gemeente).**

## **29. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012**

**Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:**

DAEB-compensaties van meer dan 15 miljoen EUR die niet onder het DAEB-besluit vallen (vermeld in voorkomend geval het besluit van de Commissie tot goedkeuring van de verschillende maatregelen):

- i. Postdiensten
- ii. Energie
- iii. Afvalinzameling
- iv. Watervoorziening

<sup>139</sup> Zie voetnoot 3.

<sup>140</sup> De Commissie zou graag eventueel beschikbare gegevens van u ontvangen over op grond van het DAEB-besluit van 2012 verleende steun, zoals het aantal begunstigden per sector, het gemiddelde steunbedrag, het bedrag per steuninstrument, de omvang van de ondernemingen enz. Indien dergelijke overige kwantitatieve gegevens niet gemakkelijk beschikbaar zijn in uw lidstaat, kunnen zij uiteraard meer geaggregeerd en/of in de vorm van ramingen worden overgelegd. Geef in dat geval aan dat gebruik is gemaakt van ramingen en ook hoe de gegevens zijn geaggregeerd.

- v. Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, punt d), vastgestelde maxima
- vi. Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, punt e), vastgestelde maxima
- vii. Cultuur
- viii. Financiële diensten
- ix. Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

**Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:**

<b>Punt (bijvoorbeeld iii. Afvalinzameling of viii. Financiële diensten)</b>
<b>i. Postdiensten</b>
<b>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd<sup>141</sup></b>
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de <b>inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.</b>
<p>DAEB voor de bezorging van erkende kranten en tijdschriften, toegewezen aan bpost na het doorlopen van een competitieve, transparante en niet-discriminerende procedure met inachtneming van de regels op het gebied van overheidsopdrachten.</p> <p>Het doel van de DAEB is te zorgen voor een brede verspreiding van de geschreven pers in heel België om het niveau van de informatie en de diversiteit van de opinie te verhogen en zo de deelname van het publiek aan het politieke debat te bevorderen. De DAEB garandeert een gelijke en betaalbare toegang tot erkende kranten en erkende tijdschriften voor elke Belgische burger.</p>

<sup>141</sup> Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector slechts een klein aantal individuele DAEB's wordt verricht, zouden wij een gedetailleerde beschrijving van die diensten willen krijgen. Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector een groot aantal diensten wordt toegewezen (omdat zij bijvoorbeeld tot de bevoegdheid van regionale of lokale overheden behoren), zouden individuele gegevens over de toegewezen diensten onevenredig zijn. Een duidelijke en beknopte algemene beschrijving van hoe de sector is georganiseerd, met inbegrip van de gemeenschappelijke kenmerken van de toegewezen individuele diensten, blijft evenwel van cruciaal belang. Aangezien onder de DAEB-kaderregeling vallende zaken beperkt zullen zijn in aantal, verwacht de Commissie een gedetailleerde beschrijving van elke concrete maatregel.

Wat zijn de (gebruikelijke) <b>vormen van toewijzing</b> ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Een competitieve, transparante en niet-discriminerende procedure met inachtneming van de regels op het gebied van overheidsopdrachten, werd georganiseerd. Deze resulteerde in de concessieovereenkomst voor de bezorging van erkende kranten en de concessieovereenkomst voor de bezorging van erkende tijdschriften.
<b>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen</b> en aandeel van de toewijzingen voor een periode van <b>meer dan 10 jaar</b> (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.
5 jaar (2016-2020) + 2 jaar verlenging t.e.m. 2022
Worden (in de regel) <b>uitsluitende of bijzondere rechten</b> aan de ondernemingen toegekend?
<p>Nee, de DAEB bezorging van erkende kranten en tijdschriften strekt ertoe dat als "last resort" tegen uniforme (over het gehele grondgebied) en betaalbare tarieven kranten en tijdschriften aan huis bezorgd kunnen worden.</p> <p>Dit houdt in dat bpost beschouwd moet worden als een noodleverancier, die enkel tussenbeide komt in het geval en in de mate dat uitgevers geen andere operator kunnen of willen gebruiken voor de bezorging van zijn kranten en/of tijdschriften.</p> <p>Er is dus geen exclusiviteit, elke uitgever behoudt de vrijheid om op een andere dienstverlener dan bpost beroep te doen.</p>
Welke <b>steuninstrumenten</b> zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Rechtstreekse subsidies
Wat is het gebruikelijke <b>compensatiemechanisme</b> voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
<p>NAC-methodologie, incl. redelijke winst, alsook plafondbedragen.</p> <p>Concreet zijn er 4 mechanismen waarvan enkel het laagste bedrag in aanmerking genomen wordt voor de concessievergoeding:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Plafondbedragen zoals bepaald in het bestek en de concessieovereenkomst</li> <li>2) De ex-ante vergoeding gebaseerd op zowel de volumes als de kosten geschat in het financieel plan van de BAFO</li> </ol>



- 3) De ex-post vergoeding gebaseerd op de reële volumes en kosten (na claw-back, d.w.z. indien ex-post (voor toepassing claw-back) < ex-ante, dan wordt 1/3 van het verschil toegevoegd aan ex-post.)
- 4) Maandelijkse overzichtsstaat gebaseerd op reële volumes en kwaliteit, maar volgens variabele vergoeding bepaald in het financieel plan (BAFO) en de overeenkomst.

○ Voor de kwaliteit moet rekening gehouden worden met de volgende SLA's:

▪ **Kranten:**

- 100% van de Kranten wordt correct bezorgd aan alle woningen in België ten laatste om 7u30 van maandag tot vrijdag (behalve op wettelijke feestdagen)
- 100% van de Kranten wordt correct bezorgd aan alle woningen in België ten laatste om 10u op zaterdag (behalve op wettelijke feestdagen)

▪ **Tijdschriften:**

- Min. 95% van de wekelijkse tijdschriften wordt correct bezorgd aan alle woningen in België op Dag+1 en op Dag+2 voor de niet wekelijkse tijdschriften
- Min. 97% wordt correct bezorgd aan alle woningen in België met maximaal 1 dag vertraging.

Het niet behalen van deze kwaliteitseisen leidt tot sancties die een invloed hebben op het 4<sup>e</sup> mechanisme voor het berekenen van de concessievergoeding.

#### Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

- **Jaarlijkse controle en clawback:**
  - bpost verstrekt jaarlijks alle nuttige informatie die toelaat het bestaan dan wel de afwezigheid van overcompensatie vast te stellen.
- **Redelijke winst:**
  - Cf. de beschikkingspraktijk van de Europese Commissie betreffende de DAEB.
  - De redelijke winst wordt vastgesteld op basis van het financieel plan van de (laatste) offerte / BAFO, gegeven de veronderstelling dat de financiële parameters marktconform zijn en een redelijke, risico-gecorrigeerde winst reflecteren.
- **Nettokosten:**
  - Nettokosten betreffen het verschil tussen alle voor het beheer van de DAEB noodzakelijke kosten en de inkomsten van bpost.
  - Voor de berekening van de nettokosten die nodig zijn om de openbardienstverplichting uit te voeren, wordt bij voorkeur gebruik gemaakt van de Net Avoided Cost methode ('NAC'), zoals beschreven door de Europese Commissie in diens EU-kaderregeling, behoudens wanneer zou blijken dat het hanteren van de NAC niet doenbaar of niet passend is. In dit laatste geval zal, conform de voorkeur van de Europese Commissie weergegeven in de EU kaderregeling, gewerkt worden met de methode op basis van kostentoerekening
- **Inkomsten:**
  - Onder 'inkomsten' wordt verstaan ten minste alle inkomsten die verband houden met de DAEB, zoals geraamd en aangegeven in het financieel plan van de BAFO van bpost en feitelijk vergoed door de Belgische Staat en de Uitgevers.
  - Wanneer bpost een buitensporige winst genereert door bijzondere of uitsluitende rechten die geen verband houden met de openbare

<p>dienstverplichting, dan dient deze buitensporige winst eveneens als inkomsten beschouwd te worden voor de berekening van de eventuele overcompensatie, dit ongeacht een eventuele kwalificatie van dergelijke winst als staatssteun.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Doelmatigheidsprikkels:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Om bpost te prikkelen de DAEB zo doelmatig mogelijk uit te voeren, wordt bij de vaststelling van overcompensatie rekening gehouden met zowel de ex-ante verwachte nettokosten (zoals deze blijken uit het financieel plan van de BAFO) als de ex-post gerealiseerde nettokosten (zoals deze blijken uit de boekhouding van bpost).</li> <li>○ Indien wegens een efficiënte uitoefening van de DAEB door bpost het bedrag van de ex-post gerealiseerde nettokosten in een gegeven jaar lager is dan het bedrag van de ex-ante nettokosten, horende bij het in dat jaar gerealiseerde volume bezorgde Kranten, dan stort de bpost 67% van dit verschil terug aan de Belgische Staat. Het compensatiebedrag mag in geen geval hoger liggen dan de ex ante nettokosten (eventueel vermeerderd met een redelijke winst).</li> </ul> </li> <li>• <b>Controle en benodigde gegevens:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Het houden van een gescheiden interne boekhouding tussen enerzijds de DAEB en anderzijds andere activiteiten</li> <li>○ Jaarlijks wordt aan de Belgische Staat een operationele en financiële staat overhandigd. De Belgische Staat heeft het recht om alle bijkomende gegevens op te vragen die noodzakelijk zijn om de waarachtigheid van de gegevens in de bovenvermelde jaarlijkse staat te controleren</li> </ul> </li> </ul> <p>Een auditcollege controleert jaarlijks het vergoedingsbedrag. Het college bestaat uit 4 onafhankelijke revisoren: 2 leden, waaronder de voorzitter, worden aangeduid door de Belgische Staat, de 2 overige door bpost.</p>	
<p>Geef kort aan hoe de <b>transparantievereisten</b> (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
<p>Alle informatie vanaf de oproeping van kandidaten tot aan de afsluiting van de concessieovereenkomst, is beschikbaar op de website van de Belgische regulator, het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (BIPT).</p> <p>(<a href="http://www.bipt.be/nl/consumenten/post/universele-postdienst/kranten-en-tijdschriften">http://www.bipt.be/nl/consumenten/post/universele-postdienst/kranten-en-tijdschriften</a>)</p>	
<p><b>Bedrag van de verleende steun</b></p>	
<p><b>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR)<sup>142</sup>. Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A + B + C)</b></p>	
<p><b>2020</b></p>	<p><b>2021</b></p>

<sup>142</sup>Zoals bepaald in punt 62, punt b), van de DAEB-kaderregeling van 2012.

166.540.514,13	166.540.514,13
<b>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)<sup>143</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
166.540.514,13	166.540.514,13
<b>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)<sup>144</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)<sup>145</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)</b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)<sup>146</sup></b>	
<b>2020</b>	<b>2021</b>

**Gelieve ook het overzicht in het excel-bestand “SGEI Framework 2020 2021” (\*DAEB-kaderregeling in 2020 2021) in bijlage in te vullen met de totale bedragen per punt voor de hele lidstaat (niet per regio, lokale autoriteit of gemeente).**

<sup>143</sup> Indien het steunbedrag niet kan worden uitgesplitst naar centrale, regionale en lokale overheden, dient alleen het totaalbedrag van de verleende steun voor alle overheden samen te worden opgegeven.

<sup>144</sup> Zie voetnoot 76.

<sup>145</sup> Zie voetnoot 76.

<sup>146</sup> De Commissie zou graag eventueel beschikbare gegevens van u ontvangen over op grond van de DAEB-kaderregeling van 2012 verleende steun, zoals het aantal begunstigden per sector, het gemiddelde steunbedrag, het bedrag per steuninstrument, de omvang van de ondernemingen enz. Indien dergelijke overige kwantitatieve gegevens niet gemakkelijk beschikbaar zijn in uw lidstaat, kunnen zij uiteraard meer geaggregeerd en/of in de vorm van ramingen worden overgelegd. Geef in dat geval aan dat gebruik is gemaakt van ramingen en ook hoe de gegevens zijn geaggregeerd.

### 30. KLACHTEN VAN DERDEN

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter, betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB-kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sector waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

Op 13/10/16 werd door de Vlaamse Federatie voor Persverkopers (VFP) een beroep ingesteld tegen de beslissing van de Europese Commissie SA.42366 (2016/N – Belgium – “*State compensations to bpost for the delivery of public services over 2016-2020*”). De Belgische Staat, alsook bpost zelf, zijn tussengekomen ter ondersteuning van de Commissie. Op 18/01/19 deed het VFP afstand van het beroep.

### 31. OVERIGE VRAGEN

i. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van het DAEB-besluit van 2012 en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- het opstellen van een toewijzingsbesluit dat strookt met artikel 4 van het DAEB-besluit;
- het specificeren van het compensatiebedrag overeenkomstig artikel 5 van het DAEB-besluit;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig artikel 5, leden 5 tot en met 8, van het DAEB-besluit;
- het regelmatig controleren op overcompensatie, zoals vereist krachtens artikel 6 van het DAEB-besluit.

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

--

j. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van de DAEB-kaderregeling van 2012, en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- het houden van een publieke raadpleging overeenkomstig punt 14 van de DAEB-kaderregeling;
- het in acht nemen van de regels inzake het plaatsen van overheidsopdrachten overeenkomstig punt 19 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de Net Avoided Cost overeenkomstig de punten 25-27 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig de punten 33-38 van de DAEB-kaderregeling.

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

Er werden geen specifieke moeilijkheden ondervonden.

k. Indien u opmerkingen heeft over de toepassing van het DAEB-besluit en de DAEB-kaderregeling met betrekking tot andere kwesties dan de hierboven genoemde, kunt u deze hieronder vermelden.

---